



FINANCES ET DÉVELOPPEMENT

MARS 2020

**Summers : la stagnation
séculaire** p. 17

**L'économie japonaise
rétrécie** p. 20

**Plus vieux, mais pas
plus pauvre** p. 30

A colorful illustration of a winding yellow path through a park. The path is populated with various people: a person with a dog, a person with a stroller, a person with a cane, a person playing tennis, a person playing with a ball, a person sitting on a picnic blanket, and a person walking a dog. The background shows a city skyline at sunset or sunrise, with trees and a body of water.

Vivre bien et longtemps

Démographie et bien-être économique

Table des matières



Les données démographiques ne sont pas figées, leurs implications pour le bien-être individuel et collectif non plus.

VIVRE BIEN ET LONGTEMPS

4 Population 2020

La démographie peut être un puissant moteur du processus et du rythme de développement économique

David E. Bloom

10 Vivre longtemps en pleine santé

Des vies plus longues et plus productives vont bouleverser les anciennes règles du vieillissement

Andrew Scott

14 Enrayer le déclin démographique

L'expérience de Singapour pour tenter d'augmenter son taux de fécondité est riche d'enseignements pour d'autres pays

Poh Lin Tan

17 Accepter la réalité de la stagnation séculaire

De nouvelles stratégies s'imposent pour remédier à l'atonie de la croissance

Lawrence H. Summers

20 L'économie rétrécie

Le Japon est le laboratoire du monde pour l'élaboration de nouvelles politiques relatives au vieillissement et à la dépopulation

Gee Hee Hong et Todd Schneider

24 Europe de l'Est : exode vers l'Ouest

Dans les nouveaux États européens, l'émigration aggrave le problème du vieillissement

Maria Petrakis

26 Immigrés : le chant du cygne

L'immigration peut résoudre le dilemme démographique, si elle s'accompagne des bonnes mesures

Giovanni Peri

30 Vieillir sans s'appauvrir

Partout dans le monde, le vieillissement des sociétés nécessite d'adapter les régimes de retraite et les politiques publiques

David Amaglobeli, Era Dabla-Norris et Vitor Gaspar



AUSSI DANS CE NUMÉRO

35 Génération montante

Trois jeunes de moins de 30 ans forgent leurs propres avenir

Sahiba Chawdhary, Omar Chennafi et Jjumba Martin

52 Accès au financement : pourquoi les femmes ne s'imposent-elles pas ?

Les femmes s'excluent elles-mêmes du marché du crédit africain

Hanan Morsy

54 Là où le soleil brille

Les sources d'énergie renouvelable, notamment l'énergie solaire, sont la réponse idéale aux besoins de l'Afrique en électricité

Gregor Schwerhoff et Mouhamadou Sy

58 60 ans d'incertitude

Notre nouvel indice apporte des éclairages inédits sur un concept flou

Hites Ahir, Nicholas Bloom et Davide Furceri



RUBRIQUES

42 Paroles d'économistes

La behavioriste des retraites

Peter J. Walker brosse le portrait d'Olivia S. Mitchell de l'école Wharton, pionnière de la recherche moderne sur les retraites

46 Pleins feux

Un monde plus mûr

D'ici 2050, la baisse persistante des taux de natalité et l'augmentation de l'espérance de vie vont transformer la population mondiale

Neil Ruiz, Luis Noe-Bustamante et Nadya Saber

48 En première ligne

Une Somalie en reconstruction

Abdirahman Dualeh Beileh, ministre des Finances, se veut optimiste pour le développement économique de son pays

50 L'ABC de l'économie

Comment les taux d'intérêt peuvent-ils être négatifs ?

Certaines banques centrales tentent l'expérience des taux d'intérêt négatifs pour stimuler l'économie nationale

Vikram Haksar et Emanuel Kopp

61 Notes de lecture

Good Economics for Hard Times, Abhijit V. Banerjee et Esther Duflo

Capitalism, Alone: The Future of the System That Rules the World, Branko Milanovic

Narrative Economics—How Stories Go Viral and Drive Major Economic Events, Robert Shiller

64 Histoires d'argent

Trésors nationaux

Le Samoa rend hommage à son patrimoine écologique par des billets multicolores

Melinda Weir





Démographie et destin

QUAND JE ME RENDS dans mon pays d'origine, l'Inde, je suis toujours frappée par sa jeunesse. Dans les grandes villes comme dans les petits villages, espoirs et aspirations se lisent sur les visages des jeunes d'une vingtaine d'années, souvent à la recherche d'un emploi. Au Japon, la tendance démographique est tout autre. Les maisons restent vides et les villages disparaissent, car les familles ont moins d'enfants. Face à cette situation, les Japonais se tournent vers la technologie pour remédier à ce manque et font appel à des innovations telles que les cuisiniers robots ou les services médicaux automatisés.

L'évolution de la taille et de la structure de la population d'un pays influe sur notre façon de travailler, de vieillir et de vivre. Dans beaucoup de pays avancés et de pays émergents, un nombre de plus en plus restreint de personnes en âge de travailler devra subvenir aux besoins d'un nombre croissant de retraités. D'autres pays, en Afrique et ailleurs, devront créer un nombre faramineux de nouveaux emplois pour faire face à l'arrivée des jeunes sur le marché du travail.

L'évolution de la dynamique des âges a de profondes répercussions sur la croissance, la stabilité sociale et la géopolitique. Elle influe sur la manière dont les individus épargnent, dépensent et investissent, ce qui a des conséquences pour tous les aspects de la vie : mariage, retraite, migration, etc.

Dans ce numéro, des penseurs de premier plan dans leur domaine examinent les nombreuses facettes des tendances démographiques et analysent ce qu'elles signifient pour notre avenir.

David Bloom se concentre sur les facteurs déterminants des transitions démographiques, notamment l'espérance de vie, la fécondité et les migrations. Vitor Gaspar et ses coauteurs se penchent sur la viabilité financière du financement des systèmes de santé et des retraites. D'autres auteurs mettent en avant de nouvelles approches, le rôle de mesures incitatives, ainsi que des initiatives qui ont fait leurs preuves, notamment le recours à la technologie pour stimuler la productivité, le relèvement de l'âge de la retraite, l'ouverture à l'immigration et l'augmentation de la participation des femmes et des travailleurs âgés au marché du travail.

La démographie peut forger le destin d'un pays. Cela dit, les décisions des pouvoirs publics sont très importantes, qu'il s'agisse d'encourager l'innovation technologique et les réformes institutionnelles ou d'investir dans les ressources humaines, jeunes et moins jeunes. Si des mesures judicieuses sont adoptées, nous serons plus nombreux à profiter d'une vie longue et agréable. **FD**

GITA BHATT, rédactrice en chef



EN COUVERTURE

Notre numéro de mars 2020 porte sur la transition démographique dans le monde et sur les mesures qui peuvent aider à vivre plus longtemps, plus heureux et de manière plus productive. Notre illustrateur, Davide Bonazzi, nous offre une image du sentier qui mène à une vie plus longue en bonne santé.



FINANCES & DÉVELOPPEMENT
Publication trimestrielle du
Fonds monétaire international

RÉDACTRICE EN CHEF :

Gita Bhatt

ÉDITRICE EN CHEF :

Maureen Burke

RÉDACTEURS PRINCIPAUX :

Jacqueline Deslauriers

Peter Walker

RESPONSABLE DE LA STRATÉGIE PRODUITS NUMÉRIQUES :

Rahim Kanani

RÉDACTRICE EN LIGNE :

Lijun Li

RESPONSABLE DE PRODUCTION :

Melinda Weir

CORRECTEURS :

Michael Harrup

Lucy Morales

CONSEILLERS DE LA RÉDACTION :

Bernardin Akitoby

Celine Allard

Bas Bakker

Steven Barnett

Nicoletta Batini

Helge Berger

Paul Cashin

Luis Cubeddu

Alfredo Cuevas

Rupa Duttagupta

Thomas Helbling

Tommaso Mancini Griffoli

Gian Maria Milesi-Ferretti

Christian Mumssen

İnci Ötker

Catriona Purfield

Uma Ramakrishnan

Abdelhak Senhadji

Alison Stuart

© 2020 Fonds monétaire international. Tous droits réservés.

Pour reproduire le contenu de ce numéro de *F&D*, quelle qu'en soit la forme, veuillez remplir en ligne le formulaire accessible à www.imf.org/external/terms.htm, ou envoyer votre demande à copyright@imf.org. L'autorisation de reproduction à des fins commerciales s'obtient en ligne auprès du Copyright Clearance Center (www.copyright.com) contre paiement d'une somme modique.

Les opinions exprimées dans la revue n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique du FMI.

Abonnement, changement d'adresse et publicités :

IMF Publication Services

Finance & Development

PO Box 92780

Washington, DC, 20090, USA

Téléphone : (202) 623-7430

Télécopie : (202) 623-7201

Courriel : publications@imf.org

Postmaster: send changes of address to *Finance & Development*, International Monetary Fund, PO Box 92780, Washington, DC, 20090, USA.

The English edition is printed at Dartmouth Printing Company, Hanover, NH.

Finance & Development is published quarterly by the International Monetary Fund, 700 19th Street NW, Washington, DC 20431, in English, Arabic, Chinese, French, Russian, and Spanish. French edition 0430-473X



**FONDS MONÉTAIRE
INTERNATIONAL**

FSC FPO



REVUE ÉCONOMIQUE

IMF Economic Review, la revue de recherche officielle du FMI, est une revue de pointe dans le domaine de l'économie internationale. Elle influence les milieux universitaires, la communauté plus large des chercheurs et les dirigeants du monde entier. Elle offre une plate-forme analytique rigoureuse pour l'examen des questions les plus importantes de notre époque.

Pour plus d'informations, voir
www.palgrave.com/us/journal/41308

« *IMF Economic Review* demeure la revue de référence pour des analyses rigoureuses et pertinentes des questions économiques internationales. »

— Barry Eichengreen, professeur d'économie et de sciences politiques titulaire de la chaire George C. Pardee et Helen N. Pardee, université de Californie à Berkeley



F O N D S M O N É T A I R E I N T E R N A T I O N A L





POPULATION 2020

*La démographie peut être un puissant moteur du processus
et du rythme de développement économique*

David E. Bloom



« La démographie, c'est le destin » : cette formule souvent invoquée suggère que la taille, la croissance et la structure de la population d'un pays déterminent son tissu socioéconomique et politique à long terme. Elle met en évidence le rôle de la démographie dans la configuration des questions nombreuses et complexes auxquelles sont confrontées les sociétés, dont plusieurs se rapportent à la croissance et au développement économiques.

Il est toutefois exagéré de dire que la démographie détermine tout : c'est minimiser le fait que les trajectoires démographiques, tout comme leurs incidences sur le développement, réagissent aux incitations économiques, aux réformes politiques et institutionnelles, ainsi qu'à l'évolution des technologies, des normes culturelles et des comportements.

Le monde connaît aujourd'hui un bouleversement démographique considérable constitué de trois volets : croissance de la population, évolution de la fécondité et de la mortalité, et modifications correspondantes de la pyramide des âges.

Croissance de la population

Il a fallu plus de 50 000 ans pour que la population mondiale atteigne le milliard d'habitants. Depuis 1960, des milliards d'habitants supplémentaires se sont ajoutés tous les dix ou vingt ans. La population mondiale était de trois milliards en 1960 ; elle a atteint six milliards au tournant du siècle et, selon les prévisions de l'Organisation des Nations Unies (ONU), elle dépassera neuf milliards d'ici 2037. Ce taux de croissance de la population s'est toutefois ralenti : après avoir culminé à plus de 2 % par an à la fin des années 60, il avoisine aujourd'hui 1 %, et devrait diminuer de moitié d'ici 2050.

Bien que le revenu mondial par habitant ait plus que doublé, que l'espérance de vie ait augmenté de 16 ans, et que la scolarisation des enfants en primaire soit devenue pratiquement universelle entre 1960 et 2000, la rapide croissance de la population pose d'innombrables défis redoutables tant sur le plan public que privé, notamment : répondre aux besoins croissants de nourriture, vêtements, logements, d'éducation et d'infrastructures ; intégrer des effectifs considérables dans des emplois productifs ; et protéger plus rigoureusement l'environnement. Même si la nature explosive de la croissance démographique mondiale s'atténue en termes relatifs, les augmentations d'une décennie sur l'autre demeurent considérables et partent de chiffres chaque fois plus élevés.

Les anciennes craintes d'une explosion démographique mondiale ont, dans une certaine mesure, cédé le pas à celles d'une croissance rapide de la population en particulier dans certains pays et certaines régions (voir « Un

monde plus mûr » dans le présent numéro de *F&D*). Le ralentissement général du taux de croissance démographique mondial masque en effet de différences considérables dans la répartition de la population de la planète selon l'état de développement et la région géographique.

Les pays classés par l'ONU comme pays moins développés comptaient 68 % des habitants de la planète en 1950 ; ils en représentent aujourd'hui 84 %. Cette proportion va continuer d'augmenter, car sur les près de 2 milliards nets d'habitants qui devraient s'ajouter à la population mondiale au cours des trente prochaines années, pratiquement tous naîtront dans des régions moins développées. C'est là un enjeu majeur puisque les régions moins développées ont tendance à être plus fragiles — politiquement, socialement, économiquement et écologiquement — que les régions plus développées.

Avec 1,44 milliard d'habitants, la Chine est actuellement le pays le plus peuplé au monde, suivi de l'Inde, avec 1,38 milliard d'habitants. Mais d'ici la fin de la décennie, l'Inde arrivera en tête, avec des projections de 1,5 milliard d'habitants, contre 1,46 milliard pour la Chine. Entre 2020 et 2050, le Nigéria (qui devrait dépasser les États-Unis pour devenir le troisième pays le plus peuplé de la planète) et le Pakistan (déjà parmi les dix pays les plus peuplés) connaîtront un bond spectaculaire. L'Asie continuera d'abriter une proportion dominante mais décroissante de la population mondiale (60 % aujourd'hui et 54 % en 2050).

Enfin, malgré la croissance continue de la population mondiale, 61 pays et territoires qui abritent actuellement 29 % de la population mondiale devraient connaître une croissance démographique négative entre 2020 et 2050, le déclin le plus prononcé (-23 %) étant prévu en Bulgarie (voir « Europe de l'Est : exode vers l'Ouest » dans le présent numéro de *F&D*).

Mortalité, fécondité et migration

La taille et la croissance d'une population témoignent des forces sous-jacentes de la mortalité, de la fécondité et des migrations internationales. Ces forces varient considérablement d'un pays à l'autre et peuvent contribuer à expliquer les principaux écarts d'activité et de résultats économiques, en termes de capital physique, travail et d'accumulation de capital humain, de bien-être et croissance économiques, et de pauvreté et inégalités.

Ces forces réagissent en général aux chocs économiques ; elles peuvent aussi réagir à l'évolution de la situation politique, notamment au début et à la fin de conflits et de crises de gouvernance. Dans nombre de pays en développement, la croissance démographique a été liée à un phénomène de « transition démographique », soit le passage d'un fort à un faible taux de mortalité, suivi d'une évolution correspondante du taux de natalité.

Dans les décennies à venir, la démographie sera plus favorable au bien-être économique dans les régions moins développées que dans les régions plus développées.

Durant la plus grande partie de l'histoire de l'humanité, un individu vivait environ 30 ans. Mais entre 1950 et 2020, l'espérance de vie est passée de 46 à 73 ans et devrait encore augmenter de quatre ans d'ici 2050. En outre, d'ici 2050, l'espérance de vie devrait dépasser 80 ans dans 91 pays et territoires au moins, qui abriteront alors 39 % de la population mondiale. Cet accroissement de la longévité est une réussite humaine colossale, conséquence de l'amélioration des perspectives de survie tout au long du cycle de vie, mais surtout chez les nourrissons et les enfants.

La convergence de l'espérance de vie d'un pays à l'autre reste forte. À titre d'exemple, l'écart d'espérance de vie entre l'Afrique et l'Amérique du Nord était de 32 ans en 1950 et de 24 ans en 2000 ; il est de 16 ans aujourd'hui. La diminution historique et prévisible des disparités entre pays en matière de santé témoigne de l'amélioration des revenus et de la nutrition dans les pays à revenu faible et intermédiaire, de la diffusion des innovations dans les technologies et dans les établissements de santé et de la distribution de l'aide internationale.

Dans les années 50 et 60, une femme avait environ cinq enfants durant ses années de fécondité. Aujourd'hui, elle en a un peu moins de 2,5, ce qui s'explique sans doute par le coût croissant de l'éducation des enfants (y compris le coût d'opportunité, comme en attestent essentiellement les salaires des femmes), l'accès accru à une contraception efficace, et peut-être aussi l'insécurité croissante des revenus.

Cette baisse de la fécondité a d'incalculables incidences socioéconomiques. Elle a notamment contribué à soulager nombre de femmes de la charge d'engendrer et d'élever des enfants. Elle a aussi contribué à autonomiser les femmes dans leur foyer, leur communauté et leur société et leur a permis de participer plus activement au marché du travail rémunéré. Tous ces facteurs plaident en faveur d'une faible fécondité.

Entre 1970 et 2020, le taux de fécondité a baissé dans tous les pays du monde. Il a eu tendance à diminuer davantage dans les pays où il était initialement élevé, autre aspect de la convergence démographique. Géographiquement, l'Afrique et l'Europe sont aujourd'hui les régions où les taux de fécondité sont respectivement les plus élevés (4,3) et les plus faibles (1,6).

Si la pyramide des âges d'une population est suffisamment concentrée sur les années les plus fécondes, la croissance de la population pourra être positive à court et à moyen termes même avec un taux de fécondité de 2,1, car la faible fécondité par femme sera largement compensée

par le nombre de femmes ayant des enfants. Cette caractéristique de la dynamique de la population est qualifiée d'élan démographique et permet d'expliquer (avec les migrations) pourquoi la population augmente actuellement dans 69 pays et territoires, alors que leur taux de fécondité est inférieur à 2,1.

Les migrations internationales ont aussi leur importance pour la croissance démographique. Elles ont une très forte incidence dans un certain nombre de pays, tels que le Guyana, les Samoa et les Tonga, qui ont connu une forte émigration nette au cours des trente dernières années. Le Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar ont enregistré les taux les plus élevés d'immigration nette. Parmi les dix superpuissances démographiques du monde, les migrants ont la présence relative la plus forte aux États-Unis (15 % en 2019). Pour la plupart des pays, toutefois, les migrations internationales n'ont pas été une force démographique dominante, car plus de 96 % de la population mondiale vit aujourd'hui dans son pays de naissance (voir « Immigrés : le chant du cygne » dans le présent numéro de *F&D*).

Dynamique de la pyramide des âges

La pyramide des âges d'une population reflète essentiellement son historique de fécondité et de mortalité. Dans les populations à forte mortalité, la hausse du taux de survie a tendance à se produire en prédominance chez les enfants, ce qui se traduit dans les faits par un boom des naissances. Tôt ou tard, cette explosion prend fin, car la fécondité ralentit à mesure que s'installe le sentiment d'une meilleure survie des enfants et que le nombre désiré d'enfants baisse avec le développement économique. Toutefois, lorsque ces cohortes relativement grandes de « baby-boomers » passent de l'adolescence à l'âge adulte, la tranche de population la plus apte à travailler et à épargner augmente considérablement.

Cette situation renforce la capacité productive de l'économie par habitant et donne l'occasion d'augmenter les revenus et de réduire la pauvreté rapidement. À en juger par les événements de ces dix dernières années, des soulèvements dans le monde arabe aux grandes manifestations plus récentes au Chili et au Soudan, il est clair également que les pays ne parvenant pas à créer suffisamment d'emplois pour de grandes cohortes de jeunes adultes s'exposent à une instabilité sociale, politique et économique.

Le concept de « dividende démographique » désigne le processus par lequel l'évolution de la pyramide des âges

peut stimuler la croissance économique. Il dépend, bien sûr, de plusieurs facteurs complexes, notamment de la nature et du rythme de l'évolution démographique, du fonctionnement des marchés du travail et des capitaux, de la gestion macroéconomique et des politiques commerciales, de la gouvernance et de l'accumulation de capital humain. Toutefois, selon le modèle de dividende démographique, il est possible d'expliquer bien des écarts de résultats économiques antérieurs entre différents pays et régions (Asie de l'Est par rapport à l'Amérique latine par rapport à l'Afrique subsaharienne, par exemple) et de déterminer les paramètres nationaux plus ou moins annonciateurs de croissance économique future. Ainsi, entre 2020 et 2030, le Népal, la Jordanie, le Bhoutan et l'Eswatini devraient connaître la plus forte progression au monde de la proportion d'actifs par rapport aux non-actifs.

Le rapport de dépendance économique (l'inverse du rapport actifs/inactifs) la pression économique exercée sur les actifs pour subvenir non seulement à leurs propres besoins, mais aussi à ceux des personnes qui ne sont pas en âge de travailler. En 1990, ce rapport était nettement inférieur dans les régions plus développées que dans les moins développées (0,68 contre 1,04).

Dès 2020 toutefois, en raison de différentes tendances à la baisse de la fécondité et au vieillissement de la population, ce rapport a augmenté à 0,70 dans les régions plus développées et diminué à 0,75 dans les régions moins développées. Et d'ici 2050, il devrait être supérieur dans les régions plus développées (0,89) à celui des régions moins développées (0,77). Cette inversion semble indiquer que dans les décennies à venir, la démographie sera plus favorable au bien-être économique dans les régions moins développées que dans les régions plus développées, ce qui sera surtout vrai en Afrique, seule région où ce rapport devrait diminuer d'ici 2050.

Pour les pays qui n'ont pas encore connu de véritable transition démographique (République centrafricaine, Sierra Leone, Somalie et Tchad), les politiques économiques sont judicieusement orientées pour la faciliter : elles prévoient notamment des investissements en faveur de la survie des nourrissons et des enfants, tels que l'élargissement de la couverture vaccinale et de l'accès à des systèmes de soins de santé primaires bien équipés et dotés d'un personnel approprié.

Pour les populations qui ont vu s'améliorer la santé et augmenter le taux de survie, les pays gagneraient à mettre en place des politiques permettant une baisse de la fécondité, notamment en favorisant l'éducation des filles et l'accès aux services de santé génésique et de planification familiale.

Et dans les pays où une part relativement importante de la population est concentrée dans les tranches d'âge à forte capacité de travail et d'épargne, il convient d'instituer

des politiques visant à tirer parti des avantages potentiels d'une démographie favorable, notamment : encourager le fonctionnement de marchés compétitifs du travail et des capitaux, équiper les travailleurs en capital humain, bâtir des infrastructures, assurer une solide gestion macroéconomique, élaborer de judicieuses politiques commerciales et garantir une bonne gouvernance. De telles politiques sont toujours souhaitables, mais lorsque la tranche de population en âge de travailler est significative, les enjeux sont d'autant plus importants.

Un certain nombre de pays risquent d'avoir des difficultés à investir dans ces différents trains de mesures, car leur revenu par habitant est actuellement plus faible en termes réels qu'il ne l'était dans un certain nombre de pays aujourd'hui avancés lorsqu'ils en étaient à un stade démographique comparable.

Grisonnement mondial

Le vieillissement de la population est la tendance démographique dominante du XXI^e siècle — résultat de l'accroissement de la longévité, de la baisse de la fécondité et de la progression de grandes cohortes vers le troisième âge. Jamais auparavant de tels nombres de personnes avaient atteint les âges de 65 ans et plus (seuil traditionnel de la vieillesse). Un nouveau milliard de personnes âgées devrait s'ajouter dans les trente à quarante prochaines années aux plus de 700 millions d'ainés existant aujourd'hui. Parmi cette population, le groupe des 85 ans et plus augmente particulièrement vite et devrait dépasser un demi-milliard au cours des 80 prochaines années. C'est une tendance significative, car les besoins et les capacités de cette tranche d'âge ont tendance à être sensiblement différents de ceux des 65 à 84 ans.

Même si tous les pays du monde vont connaître ce phénomène de vieillissement, celui-ci progressera de façons considérablement différentes. Le Japon est actuellement le chef de file mondial, avec 28 % de sa population âgée de 65 ans et plus, le triple de la moyenne mondiale. D'ici 2050, 29 pays et territoires auront une proportion d'ainés plus élevée que celle du Japon aujourd'hui. En effet, la République de Corée dépassera le Japon pour atteindre le taux record de 38,1 % de personnes âgées. L'âge médian au Japon (48,4) est également aujourd'hui le plus élevé au monde et plus du double de celui en Afrique (19,7), mais d'ici 2050, la Corée (âge médian de 56,5 en 2050) devrait aussi dépasser le Japon (54,7) pour cette mesure.

Il y a trente ans, le monde comptait plus de trois fois plus d'adolescents et de jeunes adultes (15 à 24 ans) que de personnes âgées. Dans trente ans, ces tranches d'âge seront pratiquement au même niveau.

Par catégorie de revenu, la plus forte augmentation du nombre de personnes âgées se produira dans les pays

Parmi la population du troisième âge, le groupe des 85 ans et plus augmente particulièrement vite et devrait dépasser un demi-milliard au cours des 80 prochaines années.

actuellement classés comme pays à revenu intermédiaire, ce qui n'est pas surprenant dans la mesure où ces pays représentent 74 % de la population mondiale. Ce qui peut surprendre est que la proportion de personnes âgées dans ces pays augmente beaucoup plus rapidement que dans les pays à revenu faible ou élevé. En outre, par rapport aux pays à revenu élevé, les pays à revenu intermédiaire d'aujourd'hui devraient connaître des revenus réels sensiblement plus élevés lorsque leurs proportions de personnes âgées auront augmenté à des niveaux comparables : l'argument courant selon lequel les pays en développement vieillissent avant de devenir riches est ainsi démenti.

Le principal défi pour les pays à revenu intermédiaire n'est pas une insuffisance de revenu pour subvenir aux besoins de leurs aînés, mais plutôt l'efficacité avec laquelle leurs institutions et leurs politiques peuvent favoriser la sécurité socioéconomique des personnes âgées de façon financièrement pérenne.

Le vieillissement de la population alarme le monde entier. Savoir si cette longévité accrue signifie de vivre plus ou moins longtemps dans la fragilité, telle est l'une des questions sans réponse les plus fondamentales à laquelle sont confrontés les décideurs publics et privés de la planète (voir « Vivre longtemps en pleine santé » dans le présent numéro de *F&D*).

Les économistes continuent de s'interroger sur la croissance économique qui risque d'être tirée vers le bas par des pénuries de main-d'œuvre et de capitaux et par la chute des prix des actifs à l'avenir, lorsqu'une cohorte de plus en plus nombreuse et âgée cherchera à subvenir à ses besoins en liquidant ses investissements. Autre grande question, celle des contraintes budgétaires : les finances des États seront mises à rude épreuve par la hausse des engagements de retraites et le coût des soins de santé et de longue durée résultant de l'augmentation prévue de l'incidence et de la prévalence de maladies chroniques, telles que le cancer, entre autres. Ces problématiques seront toutefois partiellement compensées par la valeur croissante, mais généralement négligée, créée par le troisième âge sous forme d'activités productives non marchandes, comme le bénévolat et les prestations de soins.

En l'absence d'enseignements historiques d'un monde peuplé de tant de personnes âgées, notre avenir collectif est d'autant plus incertain. Il serait toutefois irresponsable de faire comme si de rien n'était face aux défis du vieillissement démographique.

Diverses solutions pourraient atténuer le poids économique de ce vieillissement, notamment des réformes visant à favoriser la viabilité financière et l'équité intergénérationnelle du financement des systèmes de santé et de retraite. Le relèvement de l'âge légal de la retraite, resté relativement stable dans presque tous les pays depuis plusieurs décennies (voir « Vieillir sans s'appauvrir » dans le présent numéro de *F&D*) pourrait aussi alléger la charge. Des incitations fiscales à la natalité constituent également une option à long terme, bien que leur effet sur la fécondité reste encore à prouver.

D'autres stratégies consistent notamment pour les systèmes de santé à privilégier la détection précoce et la prévention des maladies, en sensibilisant davantage la population, par exemple, aux bienfaits de l'activité physique et en la subventionnant. Atténuer les obstacles institutionnels et économiques à l'immigration internationale en provenance de régions dotées de grandes populations en âge de travailler pourrait réduire les pénuries de main-d'œuvre.

Enfin, les innovations technologiques rendront probablement plus tolérables les effets du vieillissement de la population. De nouveaux médicaments de nature à ralentir le processus de vieillissement et à prolonger la vie en bonne santé, ainsi que l'invention et l'utilisation de dispositifs d'assistance, tels que les robots, en sont deux exemples parmi tant d'autres. Des innovations institutionnelles se profilent également à l'horizon, notamment les nouveaux modèles de soins de santé à domicile, de réseaux de transports publics, de conception des aménagements urbains et d'instruments financiers.

Conclusion

Les indicateurs démographiques mondiaux, régionaux et nationaux ont considérablement évolué depuis le début des années 50 et sont appelés à connaître des changements tout aussi radicaux dans les prochaines décennies. Parmi les phénomènes démographiques mondiaux, l'enjeu prioritaire reste le vieillissement, et non plus la croissance de la population. Toutefois, ces deux phénomènes et leurs facteurs sous-jacents ont eu et continueront d'avoir de profondes répercussions sur une multitude d'indicateurs et de paramètres du bien-être économique et du progrès. Les données démographiques ne sont pas figées, leurs implications pour le bien-être individuel et collectif non plus. **FD**

DAVID E. BLOOM est professeur d'économie et de démographie à l'école de santé publique T.H. Chan de l'université Harvard.



VIVRE LONGTEMPS EN PLEINE SANTÉ

Des vies plus longues et plus productives vont bouleverser les anciennes règles du vieillissement

Andrew Scott



Ces 150 dernières années ont été marquées par l'un des plus grands exploits de l'humanité. En 1870, l'espérance de vie moyenne dans le monde était d'environ 30 ans ; elle est aujourd'hui de 73 ans et continue d'augmenter (Deaton, 2015). En outre, le nombre d'années vécues sans dépendance physique ni maladie est resté pratiquement identique, si bien que ces années supplémentaires sont en majorité vécues en bonne santé.

Cette évolution a de profondes incidences sur chacun de nous. À titre d'exemple, un nouveau-né chinois en 1960 n'avait que 27 % de chances d'atteindre l'âge de 65 ans ; aujourd'hui, la probabilité est de 83 % et ne cesse de s'accroître. Partout dans le monde, en moyenne, les êtres humains peuvent désormais espérer vivre plus longtemps et en meilleure santé que les générations qui les ont précédés.

La nouvelle frontière du vieillissement

Même s'il s'agit d'une bonne nouvelle pour tout un chacun, le vieillissement de la société au niveau collectif inquiète. En 1965, le monde comptait 129 millions de personnes de plus de 65 ans ; il en compte désormais près de 750 millions, chiffre qui devrait atteindre 2,5 milliards d'ici 2100. Le nombre de centenaires ne cesse aussi de croître : de 20 000 en 1965, il devrait passer à 19 millions d'ici 2100.

La crainte est que ce phénomène affaiblisse la croissance économique, à mesure que le nombre de personnes en âge de travailler diminue et que la charge budgétaire des États s'alourdit sous les coûts croissants des retraites et des soins de santé.

Le graphique montre l'évolution de la taille et de la structure de la population mondiale : ventilation par âge en ordonnée et répartition femmes-hommes en abscisse.

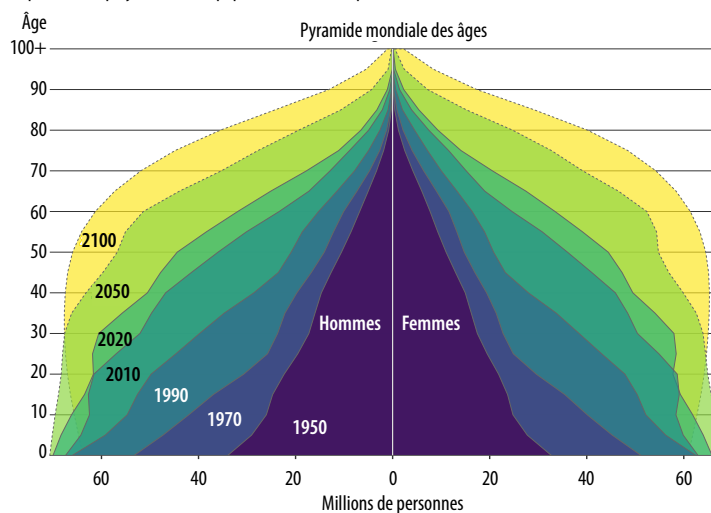
Horizontalement, il indique une hausse vertigineuse de la proportion des plus de 65 ans. Après avoir représenté seulement 5 % de la population en 1950, puis 9 % aujourd'hui, cette cohorte devrait atteindre 23 % d'ici 2100. Pour répondre à cette transformation démographique, il faudra profondément remanier les politiques, les institutions et les pratiques.

Verticalement, toutefois, il décrit une toute autre situation, mettant en évidence non pas le vieillissement, mais la longévité. Sous cet angle, les enfants nés aujourd'hui ont beaucoup plus de temps devant eux que les générations précédentes. La probabilité de vivre vieux a augmenté, de même que le sommet de la pyramide, modifiant ce qui définit la « vieillesse ».

Vieillir demain

L'augmentation spectaculaire du nombre de personnes de plus de 65 dans le monde a de fortes incidences sur la qualité du vieillissement et sur les politiques publiques.

(répartition et projections de la population mondiale par sexe, 1950–2100)



Source : Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population.

La longévité désigne un allongement de la durée de vie et nécessite, selon Laura Carstensen, professeure à l'université de Stanford, un « nouvel itinéraire de vie ». Vivre plus longtemps signifie que l'on modifie le moment de faire des études, de se marier, d'avoir des enfants, le nombre d'années de travail et la façon de vivre non seulement notre vieillesse, mais aussi notre jeunesse et nos années intermédiaires (Gratton et Scott, 2016). Sous cet angle, la question n'est pas « comment subvenir à une société vieillissante ? », mais « comment restructurer nos comportements pour profiter au mieux d'une vie plus longue ? ».

Cette transformation repose sur le fait que l'âge est devenu, dans une certaine mesure, malléable. Le rythme auquel nous vieillissons peut être influencé par l'alimentation, l'éducation, le comportement, la santé publique, l'environnement et les pratiques médicales. Selon les indicateurs les plus divers (incidence des maladies, taux de mortalité, fonction cognitive, force physique), en réalité on ne vieillit pas *plus*, mais *plus lentement*.

Cette malléabilité impose de faire une distinction entre l'âge chronologique (nombre d'années depuis la naissance) et l'âge biologique (forme physique et état de santé). En définissant la « vieillesse » chronologiquement, le discours sur la société vieillissante ne cherche pas à savoir si l'on vieillit mieux

et exclut les modifications structurelles au cours de la vie. Il se concentre donc uniquement sur les points négatifs du vieillissement de la société : un plus grand nombre de personnes âgées ayant besoin de soins et de soutien. Il ne tient pas compte des avantages potentiels d'un programme d'accompagnement de la longévité qui favorise une vie plus longue, en meilleure santé et plus productive.

Mythes

Deux forces sont donc à l'œuvre : une société vieillissante, comme en témoigne l'évolution de la pyramide des âges, et un effet de longévité, induit par l'amélioration du processus de vieillissement. Envisager l'évolution démographique uniquement sous l'angle d'une société vieillissante risque d'occulter la réalité dans son ensemble.

Mythe n° 1 : la meilleure mesure du vieillissement est chronologique

Au vingtième siècle, nos concepts de l'âge se sont cristallisés sur des mesures chronologiques : les registres publics des naissances et des décès sont devenus plus fiables et ont servi de fondements à un nombre croissant de réglementations. L'apogée de cette évaluation chronologique a été de déterminer le seuil de la vieillesse à 65 ans et de l'entériner dans la notion de « rapport de dépendance des personnes âgées ». Au contraire, la malléabilité de l'âge appelle une distinction entre les mesures chronologique et biologique : l'augmentation de la population âgée s'avère alors beaucoup plus faible (Sanderson et Scherbov, 2019).

Mythe n° 2 : toutes les sociétés vieillissent

Au cours des vingt dernières années, l'âge médian aux États-Unis, en France et au Royaume-Uni a augmenté, mais la mortalité moyenne (mesurée par le nombre de décès pour mille habitants) a diminué. Plus le taux moyen de mortalité est faible, plus les citoyens peuvent espérer vivre longtemps. Si la vieillesse est calculée en nombre d'années depuis la naissance, les citoyens de ces pays vivent de plus en plus vieux, mais si elle est mesurée en termes de proximité avec la mort, ces pays sont en quelque sorte aujourd'hui plus jeunes et ont devant eux un avenir plus long. Ce n'est pas vraiment ce que l'on peut qualifier sans équivoque de société vieillissante.

Mythe n° 3 : le Japon est un précurseur

Le Japon a l'espérance de vie la plus élevée au monde et il est souvent considéré comme le chef de file des sociétés vieillissantes. Sa transition démographique a entraîné la plus forte augmentation de l'espérance de vie et la plus nette baisse de la fécondité des pays membres du Groupe des Sept (G-7) depuis 1950. En conséquence, l'effet du vieillissement de la société est beaucoup plus prononcé au Japon que dans les autres pays du G-7. L'équilibre entre une société vieillissante et les avantages de la longévité varie d'un pays à

l'autre, et il en va donc de même de l'impact sur la croissance économique et les politiques économiques qui s'imposent.

Mythe n° 4 : le vieillissement est un problème de pays riche

Compte tenu de la jeune moyenne d'âge de la population dans nombre de pays à faible revenu, le vieillissement est souvent considéré comme un problème de pays riche. Toutefois, ces populations jeunes vont vieillir dans les années à venir. Les pays doivent soutenir les jeunes de 15 ans dès aujourd'hui pour garantir que lorsqu'ils atteindront l'âge de 65 ans, en 2070, ils vieilliront le mieux possible. Le vieillissement ne commence pas à 65 ans, et les pays doivent le reconnaître, en mettant en place des politiques visant à venir en aide aux aînés, à l'avenir comme aujourd'hui.

Politiques favorables à la longévité

Un programme d'accompagnement de la longévité vise à aborder l'ensemble du cycle de vie et à permettre de saisir les opportunités offertes par le fait de vivre plus longtemps. Il concerne tous les aspects de la vie, mais l'emploi, l'éducation et la santé sont des domaines prioritaires dans lesquels les autorités ont un rôle essentiel à jouer.

Favoriser l'emploi des séniors. Il est fondamental de trouver les moyens d'aider les travailleurs plus âgés à rester productifs. Il ne s'agit pas simplement de l'âge de la retraite, dans la mesure où le retrait de la vie active commence autour de l'âge de 50 ans et est souvent involontaire.

L'importance de cet aspect se voit clairement dans les statistiques de l'emploi. Entre 2008 et 2018, les plus de 55 ans ont représenté 79 % de la croissance de l'emploi dans tous les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques et 103 % dans les pays du G-7. En outre, le facteur essentiel des écarts entre pays en termes d'emploi des séniors n'est pas l'évolution du nombre de personnes âgées, mais l'évolution de leur probabilité de travailler.

Les politiques visant à favoriser une plus forte participation des séniors au marché du travail dépendront de la générosité et de la disponibilité des régimes de retraite, des services de santé et de soutien offerts aux travailleurs, ainsi que de la structure sectorielle et des types d'emplois proposés. Le recours à la robotique et à l'intelligence artificielle devrait aussi contribuer à favoriser l'emploi de cette classe d'âge. Les travailleurs plus âgés ont tendance à nettement préférer des conditions de travail flexibles et à temps partiel, souvent en dépit de salaires plus faibles, ce que le Japon et Singapour ont mis à profit.

Pour favoriser l'emploi des travailleurs plus âgés, il convient aussi de lutter contre l'âgisme profondément ancré dans les entreprises, qui empêche les séniors d'obtenir de nouveaux postes et les rend plus vulnérables au licenciement. Les autorités doivent adopter une démarche volontariste pour étendre les droits des personnes handicapées

et promulguer une législation sur la diversité visant à favoriser et à protéger ces travailleurs plus âgés.

Encourager l’allongement de la vie productive. Vivre plus longtemps imposera de privilégier davantage l’apprentissage tout au long de la vie. Aujourd’hui, l’éducation est concentrée en début de vie selon un modèle en trois étapes consistant à « apprendre, gagner sa vie et prendre sa retraite ». Toutefois, avec la longévité et l’innovation technologique, les adultes auront de plus en plus besoin d’apprendre et il faudra profondément remanier les systèmes éducatifs.

L’allongement des carrières exigera davantage de flexibilité pour les travailleurs de tous âges. Ils devront pouvoir prendre du temps sur leur vie professionnelle pour se recycler, prodiguer un soutien à leur famille (à leurs enfants comme à leurs parents âgés), et pour se réorienter, se restructurer et se reconverter, à mesure qu’ils intensifieront puis allégeront leurs obligations professionnelles, au cours d’une vie en plusieurs étapes.

Tout est bien qui vieillit bien. À mesure que les populations vieillissent, le fardeau des maladies se repositionne sur les maladies non transmissibles (maladies cardiaques, cancer, diabète, démence, etc.). En 2016, elles ont représenté 71 % des décès dans le monde, dont 78 % dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Ces maladies non transmissibles sont mal gérées moyennant des interventions onéreuses, et pour en diminuer l’impact, les services de santé doivent donc envisager de se réorienter vigoureusement vers la prévention. Comme pour les précédents progrès en matière de santé, il conviendra d’éduquer le public dans le but de modifier les comportements relatifs à l’activité physique, l’alimentation, le rôle et la motivation de chacun. De nouvelles technologies de prévision et de suivi, notamment l’intelligence artificielle et les mégadonnées, seront également indispensables.

La première cause de nombreuses maladies non transmissibles est l’âge lui-même : il semble donc nécessaire que les traitements privilégient de ralentir le processus de vieillissement plutôt que de cibler des maladies particulières, telles que le cancer (Ellison, Sinclair et Scott, 2020). Un programme de recherche de plus en plus poussé vise à comprendre les raisons du vieillissement et à élaborer des traitements qui, s’ils réussissent, pourraient faire évoluer spectaculairement la malléabilité de l’âge (Sinclair, 2019).

Favoriser la diversité. La malléabilité de l’âge signifie une très grande diversité des façons de vieillir. Avec de plus en plus de millions de personnes vivant au-delà de 65 ans, cette diversité sera de plus en plus évidente et mettra en difficulté les politiques économiques définies uniquement en fonction de l’âge chronologique, notamment le relèvement de l’âge légal de la retraite. Les pays ont besoin de politiques qui à la fois soutiennent ceux qui ne sont plus en mesure de continuer de travailler et incitent au travail ceux qui le peuvent. Comme pour les autres tranches d’âge, les décideurs doivent reconnaître que l’âge chronologique est

un faible prédicteur des besoins et des capacités de chacun et ils doivent mettre en place des politiques plus nuancées avec différentes options selon les circonstances.

Cibler la longévité. Il est de plus en plus question de trouver un autre indicateur que le PIB pour mesurer le bien-être. L’une des possibilités est l’espérance de vie en bonne santé. Dans la mesure où améliorer l’espérance de vie en bonne santé ne dépend pas seulement du revenu et de la sécurité de l’emploi, mais aussi d’un objectif social plus large — ainsi que des inégalités et de la qualité de l’environnement —, la longévité s’inscrit utilement dans les programmes les plus variés. La mise en place de comités de longévité (à l’image du conseil japonais pour l’élaboration d’une vie centenaire) permettrait de suivre les progrès

En définissant la « vieillesse » chronologiquement, le discours sur la société vieillissante ne cherche pas à savoir si l’on vieillit mieux.

accomplis vers ces objectifs et d’améliorer la coordination entre les ministères gouvernementaux.

La façon dont nous vieillissons évolue et remet en question la phrase du philosophe français du XIX^e siècle, Auguste Comte, « la démographie, c’est le destin ». Les êtres humains vivent plus longtemps et en meilleure santé — et ce devrait être une bonne nouvelle pour tous et pour l’économie. L’objectif consiste à élaborer des politiques économiques qui permettent à un maximum de personnes de tous âges de profiter de cet effet de longévité, tout en cherchant à encourager la productivité sur une plus longue durée de vie. **FD**

ANDREW SCOTT est professeur d’économie à la London Business School et cofondateur du Forum sur la longévité. Il est l’auteur (avec Lynda Gratton) de l’ouvrage *The 100-Year Life: Living and Working in an Age of Longevity*, publié en 2016.

Bibliographie :

Deaton, A. 2015. *The Great Escape: Health, Wealth and the Origins of Inequality*. Princeton, NJ: Princeton University Press.

Ellison, M., D. Sinclair, and A. Scott. 2020. “All’s Well That Ages Well.” Oxford University/Harvard Medical School/London Business School, unpublished.

Gratton, L., and A. Scott. 2016. *The 100-Year Life: Living and Working in an Age of Longevity*. London: Bloomsbury Business.

Sanderson, W. C., and S. Scherbov. 2019. *Prospective Longevity: A New Vision of Population Aging*. Cambridge, MA: Harvard University Press.

Sinclair, D. 2019. *Lifespan: Why We Age and Why We Don’t Have To*. New York: Altria.

« Planet », sculpture de Marc Quinn (2008) au coucher du soleil sur les jardins de la baie de Singapour, avec la ville en arrière-plan.



Enrayer le déclin démographique

L'expérience de Singapour pour tenter d'augmenter son taux de fécondité est riche d'enseignements pour d'autres pays

Poh Lin Tan

La fécondité est en recul dans le monde entier. Même si un taux de fécondité total inférieur au seuil de renouvellement de 2,1 est désormais la norme dans les pays avancés, les taux les plus faibles sont enregistrés au Japon, en République de Corée, à Singapour, dans la province chinoise de Taiwan, et dans les villes chinoises à plus haut revenu, notamment Shanghai et la RAS de Hong Kong. Par conséquent, en l'absence d'immigration, cette région est appelée à voir sa population vieillir et diminuer le plus rapidement.

Dans le cas de Singapour, les autorités sont aux prises avec l'évolution inexorable à la baisse de la fécondité depuis les années 80. Après l'absence de résultats d'une campagne de sensibilisation et de quelques programmes à portée restreinte, un train de mesures d'incitation à la natalité a été lancé en 2001, puis progressivement renforcé. Il consiste notamment à l'heure actuelle en congés de maternité rémunérés, subventions pour garde d'enfants, exonérations et réductions fiscales, cadeaux ponctuels en espèces et subventions aux entreprises mettant en place des horaires de travail flexibles. Malgré ces efforts, le taux de fécondité est tombé de 1,41 en 2001 au niveau précaire de 1,16 en 2018.

Quels enseignements tirer de l'exemple de Singapour ?

Enseignement n° 1 : remédier au recul de l'âge de la maternité

L'âge moyen auquel les femmes ont un enfant a reculé d'environ un an par décennie dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, selon les calculs de Melinda Mills et de ses collègues de l'université d'Oxford (Mills *et al.*, 2011). À Singapour, l'âge auquel les femmes donnent naissance a évolué de façon particulièrement impressionnante. Les femmes de 20 à 24 ans sont aujourd'hui aussi susceptibles de donner naissance que celles de 40 à 44 ans, et beaucoup moins susceptibles que celles de 35 à 39 ans. En outre, contrairement à un certain nombre de pays européens, la forte baisse de fécondité chez les femmes de 20 à 30 ans n'a pas été compensée par une hausse des taux de natalité chez les femmes de 30 à 40 ans. Au lieu d'être simplement différés, ces bébés ont définitivement disparu.

Le recul de l'âge de la maternité est la question la plus facile à traiter sur le plan de la politique économique. Il est beaucoup plus aisé d'aider les couples déjà mariés et désireux d'avoir au moins deux enfants à atteindre leur objectif de fécondité que d'essayer de mettre en couple des célibataires sur le marché matrimonial ou de convaincre des couples ne souhaitant plus avoir d'enfants de changer d'avis. Même si l'idéal de la famille à deux enfants reste d'actualité à Singapour, le phénomène de parentalité tardive réduit la probabilité d'y parvenir en raison de bouleversements imprévus (problèmes de divorce, de santé

ou de revenu) ou de difficultés accrues pour concevoir un enfant et mener à terme une grossesse.

La politique adoptée par Singapour vise à créer un environnement plus propice au mariage et à la fécondité pour tous — en particulier pour aider les femmes mariées à concilier activité professionnelle et maternité. Toutefois, peu d'instruments, voire aucun, ne sont conçus spécifiquement pour permettre aux femmes de devenir mères aux meilleurs âges de procréation, que ce soit pour enrayer la baisse observée chez les femmes de 20 à 30 ans ou pour accroître le taux de fécondité chez les femmes d'un peu plus de 30 ans. Par conséquent, en ne tenant pas suffisamment compte de l'âge, l'occasion est perdue de répondre aux besoins du groupe de futurs parents le plus réceptif.

Enseignement n° 2 : les techniques de procréation ne sont pas une panacée

L'une des raisons pour lesquelles l'âge de la maternité recule dans les pays avancés est la confiance exagérée de la population dans l'efficacité des techniques de procréation. Selon Judith Daniluk et ses collègues de l'université de Colombie britannique, l'un des mythes répandus sur la fécondité est la conviction qu'une bonne santé et la fécondation *in vitro* (FIV) peuvent neutraliser les effets de la stérilité liée à l'âge (Daniluk, Koert et Cheung, 2012). Peu de personnes se rendent compte que la FIV présente des risques pour la santé des femmes ou que la maternité tardive peut entraîner davantage de complications pendant la grossesse ou à l'accouchement et davantage de malformations de naissance. Les hommes comme les femmes ont donc tendance à sous-estimer les risques liés au report du mariage et de la maternité.

Dans le cadre du train de mesures d'incitation à la natalité, les autorités singapouriennes subventionnent jusqu'à 75 % des coûts de traitement de procréation médicalement assistée pour les couples mariés admissibles et les autorisent à puiser dans leurs comptes d'épargne médicale au titre du programme national pour payer les procédures. À en juger par l'expérience de Singapour en matière de fécondité, l'accès à la FIV et à d'autres techniques de procréation ne semble pas suffire à faire en sorte que les femmes d'âge plus mûr aient suffisamment de bébés pour compenser la baisse de fécondité chez les femmes plus jeunes. Autre excellent exemple, le Japon a le plus grand pourcentage au monde de bébés nés par FIV (environ 5 %), ainsi que l'un des taux de fécondité les plus faibles.

Enseignement n° 3 : les tâches domestiques ne peuvent pas être totalement externalisées

Le faible taux de fécondité à Singapour démontre également les limites de l'offre de services de garde d'enfants et de travaux ménagers du secteur formel. Selon

Peter McDonald de l'université nationale d'Australie, bien que les femmes n'aient jamais eu autant de possibilités éducatives et professionnelles, l'inégalité entre les sexes à la maison, qui fait peser sur les femmes la charge des soins des enfants et des corvées ménagères, entraîne des coûts d'opportunité très élevés de la maternité, d'où une fécondité très faible (McDonald, 2006).

Singapour offre un bon aperçu de cette question grâce au choix exceptionnel d'options proposé par le secteur formel. Les autorités sont très actives dans la prestation de services de garde de qualité à faible coût. Les mères qui travaillent reçoivent des subventions pour la garde de leurs enfants de 300 dollars singapouriens par mois et les familles à plus faible revenu perçoivent davantage. En outre, contrairement à la plupart des autres pays avancés, les familles peuvent embaucher des aides domestiques à relativement faible coût dans les pays voisins d'Asie du Sud-Est, notamment en Indonésie et aux Philippines (et beaucoup le font). À Singapour, il est donc relativement facile pour les femmes d'externaliser la garde d'enfants et les tâches ménagères.

À en juger par les faibles taux de fécondité de Singapour, il semble que les offres du secteur formel ne puissent pas remplacer les moments privilégiés passés par les parents avec leurs enfants. Même si l'accès à d'excellentes solutions de garde d'enfants et d'aide domestique peuvent aider, il faut également un soutien institutionnel : congé parental et flexibilité des conditions de travail pour permettre aux familles de passer davantage de temps ensemble.

Enseignement n° 4 : reconnaître le vrai coût du capital humain

Ce n'est pas un hasard si le Japon, Singapour et d'autres pays à très faible fécondité ont aussi tendance à obtenir d'excellents résultats aux classements du capital humain, qu'il s'agisse des tests du Programme international pour le suivi des acquis des élèves ou du nouvel indice du capital humain de la Banque mondiale. Les économistes constatent depuis longtemps un arbitrage entre quantité et « qualité » sur le plan des enfants (en termes de ressources consacrées par enfant). Pour mes coauteurs et moi-même (Tan, Morgan et Zagheni, 2016), il est clair que la priorité institutionnelle accordée dans les pays d'Asie de l'Est à la réussite dès la petite enfance accroît les retours sur investissements dans le capital humain des enfants, autrement dit davantage d'enfants signifie davantage de dépenses.

Le revers de la médaille est qu'une moins bonne réussite que les autres a de graves conséquences pour les parents comme pour les enfants. Selon des enquêtes locales, il semble qu'une forte proportion de célibataires souhaitent se marier un jour, mais préfèrent poursuivre leur réussite éducative ou professionnelle plutôt que rechercher l'âme sœur. La majorité des couples mariés ont des enfants, mais la plupart s'arrêtent à un ou deux, en raison des dépenses

élevées liées à leur éducation et du souhait d'investir davantage dans chacun d'eux. Les couples qui pourraient vouloir des enfants s'interrogent sur le bien-fondé d'une enfance et d'une éducation dans l'angoisse ou s'inquiètent de ne pas avoir suffisamment d'énergie ou de capacités pour les aider à concurrencer efficacement les autres.

L'expérience exemplaire de Singapour en matière de capital humain, qui l'a propulsé en tête des classements internationaux, s'obtient donc au détriment de la volonté et de la capacité de ses citoyens à fonder une famille. L'incapacité à accroître le taux de fécondité ne témoigne donc pas tant de l'inefficacité des politiques natalistes que du succès retentissant d'un système économique et social qui récompense amplement la réussite et pénalise le manque d'ambition. Pour résoudre la question du taux de fécondité, il faudrait donc s'attaquer à un certain nombre de lacunes du système sous-jacent, autrement dit non seulement relever les défis démographiques, mais aussi éventuellement contribuer à bâtir la cohésion sociale ou à instituer de saines attitudes culturelles face à la prise de risques.

Au terme de la conférence mondiale des PDG Forbes de cette année, le Premier ministre singapourien Lee Hsien Loong a indiqué qu'avec l'aide de l'immigration, un taux de fécondité de 1,3 à 1,4 pourrait être suffisant pour répondre aux besoins du pays (Yong, 2019). Tant que la relation entre capital humain et fécondité restera conflictuelle, il ne suffira pas simplement d'actualiser et de corriger la politique économique pour augmenter le taux de natalité de Singapour jusqu'au seuil de renouvellement. En revanche, un dosage de politiques qui tiennent compte de l'âge et renforcent les incitations natalistes pourrait permettre à la fécondité d'atteindre un objectif plus modeste de 1,4. Singapour a peu de temps à perdre : à mesure que la population vieillit, de moins en moins de couples vont être en âge de procréer, et un taux de fécondité plus élevé aura moins d'intérêt. C'est maintenant ou jamais. **FD**

POH LIN TAN est professeur assistant à l'École d'administration publique Lee Kuan Yew de l'université nationale de Singapour.

Bibliographie :

- Daniiluk, J. C., E. Koert, and A. Cheung. 2012. "Childless Women's Knowledge of Fertility and Assisted Human Reproduction: Identifying the Gaps." *Fertility and Sterility* 97 (2): 420–26.
- McDonald, Peter. 2006. "Low Fertility and the State: The Efficacy of Policy." *Population and Development Review* 32 (3): 485–510.
- Mills, Melinda, Ronald R. Rindfuss, Peter McDonald, and Egbert te Velde. 2011. "Why Do People Postpone Parenthood? Reasons and Social Policy Incentives." *Human Reproduction* 17 (6): 848–60.
- Tan, Poh Lin, S. Philip Morgan, and Emilio Zagheni. 2016. "Examining the Link between Education Costs and Lowest-Low Fertility." *Population Research and Policy Review* 35 (5): 327–50.
- Yong, Nicholas. 2019. "We Must Make Enough of Our Own Babies to Secure Singapore's Future: Lee Hsien Loong." Yahoo News Singapore, October 17. <https://sg.news.yahoo.com/we-must-make-enough-of-our-own-babies-to-secure-our-future-lee-hsien-loong-083432783.html>.

Accepter la réalité de la stagnation séculaire

De nouvelles stratégies s'imposent pour remédier à l'atonie de la croissance, la faiblesse des taux d'intérêt et l'absence d'inflation

Lawrence H. Summers



PHOTO: RALPH ALSWANG

IL EXISTE UNE DIFFÉRENCE fondamentale entre les théories des sciences naturelles et les théories des sciences sociales : une fois validées, les premières se vérifient en tout temps et en tout lieu. En revanche, la pertinence des théories économiques dépend du contexte. La théorie de Malthus sur la disponibilité alimentaire était valable pour les millénaires qui l'ont précédée, mais ne l'était plus après la révolution industrielle. Les idées de Keynes étaient beaucoup plus pertinentes durant la crise économique de 1929 que pendant la période inflationniste des années 70.

Je suis de plus en plus convaincu que les théories macroéconomiques actuelles, selon lesquelles la politique monétaire peut déterminer le taux d'inflation, ne sont probablement plus adaptées à la réalité économique d'aujourd'hui et prescrivent donc des remèdes inappropriés. Elles n'ont pas su anticiper le ralentissement déflationniste amorcé au Japon en 1990, ni la crise financière mondiale et la lenteur de la reprise au cours de laquelle,

pendant une décennie, l'inflation a été inférieure à l'objectif, ni la durabilité de niveaux d'endettement public élevés avec de très faibles taux d'intérêt réels.

Pour comprendre ces évolutions et élaborer des politiques qui y répondent efficacement, les économistes devront sans doute envisager ce que l'on pourrait qualifier de « science économique néo-keynésienne » reposant sur l'idée de stagnation séculaire d'Alvin Hansen durant la crise de 1929. Le présent article récapitule les raisons pour lesquelles de nouvelles stratégies s'imposent en macroéconomie, en soulignant les grandes transformations structurelles de l'économie du monde industrialisé, et explique la notion de stagnation séculaire pour tirer ensuite un certain nombre de conclusions stratégiques.

Pénurie d'investissement

À moins que les tendances actuelles ne changent, la population en âge de travailler va diminuer au cours de la prochaine génération dans le monde industrialisé, et il en sera de même en Chine. Simultanément, la tendance à la participation croissante des femmes à la population active aboutit, par exemple, à une situation où davantage de femmes que d'hommes travaillent aujourd'hui aux États-Unis.

Cette évolution démographique fait disparaître la demande de nouveaux biens d'investissement pour équiper et abriter une main-d'œuvre croissante. Cette tendance est d'autant plus forte si l'on tient compte du fait que le montant d'épargne nécessaire à l'acquisition d'une quantité donnée de biens d'équipement a nettement diminué, car le prix relatif des équipements, surtout dans le domaine informatique, a considérablement baissé. Aujourd'hui, un iPhone à 500 dollars a une puissance de calcul supérieure à celle d'un superordinateur Cray il y a une génération. Non seulement les prix des biens d'équipement diminuent, mais leur tendance à la baisse pousse à différer l'investissement.

De plus, la révolution informatique s'est accompagnée d'une démassification plus vaste de l'économie. Avec le commerce électronique, la demande de centres commerciaux a diminué, et avec l'infonuagique, la demande d'espaces de bureaux a régressé, en éliminant le besoin de dossiers à classer et en permettant de personnaliser les bureaux d'un clic de souris, sans oublier les photos de famille en fond d'écran.

Je suis de plus en plus convaincu que les théories macroéconomiques actuelles, selon lesquelles la politique monétaire peut déterminer le taux d'inflation, ne sont probablement plus adaptées à la réalité économique d'aujourd'hui.

La fracturation hydraulique pour produire du pétrole et du gaz naturel nécessite beaucoup moins de capitaux que les techniques de forage traditionnelles et l'informatique facilite considérablement le ciblage de l'exploration, réduisant d'autant la demande d'investissement.

La technologie permet désormais de tout partager, appartements (Airbnb), avions (NetJets) et même robes (Rent the Runway) et voitures (Uber), d'une façon inimaginable il y a dix ans. Les nouvelles générations cherchent à vivre dans des appartements peu meublés plutôt que dans de grandes maisons.

D'aucuns estiment que le pouvoir de monopole s'est accru, du moins aux États-Unis, tendant à décourager les nouveaux investissements. En outre, la distribution de plus en plus anarchique du droit de veto a ralenti l'investissement public en infrastructures, qui a diminué en termes nets aux États-Unis à moins de la moitié de ce qu'il était précédemment.

Toutes ces évolutions ont pour conséquence une baisse considérable de la demande d'investissement, quels que soient les niveaux des taux d'intérêt.

Surabondance d'épargne

Parallèlement à la chute de la demande d'investissement, un certain nombre de facteurs se sont conjugués pour accroître l'épargne. Les personnes à plus haut revenu, qui ont une plus forte propension à épargner, accumulent des revenus plus élevés. La rentabilité accrue des entreprises, liée à la baisse des taux d'intérêt, entraîne une augmentation des bénéfices non distribués.

L'épargne augmente également sous l'effet d'incertitudes de plus en plus grandes liées aux doutes croissants sur la capacité des États à s'acquitter de leurs engagements de retraite et aux risques accrus de futures hausses d'impôts. De même, face à la probabilité d'une croissance moindre des revenus futurs, le besoin d'épargner pour l'avenir augmente.

Le renforcement des réglementations financières et ses conséquences signifient que les ménages ont de plus en plus de difficultés à emprunter et à dépenser, d'où une augmentation de l'épargne globale. Cela peut s'expliquer par la protection du consommateur — lorsque, par exemple, une obligation de mise de fonds plus élevée réduit un emprunt hypothécaire — ou par le poids des réglementations pour les intermédiaires financiers, avec par exemple, l'augmentation des normes de fonds propres.

L'évolution structurelle de l'économie a donc eu pour effet à la fois d'augmenter l'épargne et de réduire l'investissement.

Stagnation séculaire

Avec une liste de facteurs légèrement différente à l'esprit, l'économiste de Harvard, Alvin Hansen, avait qualifié cette incapacité de l'investissement privé à absorber intégralement l'épargne privée de « stagnation séculaire », car elle menaçait de se traduire par une insuffisance de la demande.

Si une stagnation séculaire s'est installée ces dernières années, un certain nombre d'éléments devraient être présents. Premièrement, une offre d'épargne élevée et un niveau de demande faible devraient se traduire par des taux d'intérêt bas. En effet, les taux réels, quel que soit l'indicateur choisi, ont suivi une tendance à la baisse ces vingt dernières années, même si les déficits budgétaires ont augmenté. C'est ce que nous avons constaté avec des taux d'intérêt réels à terme négatifs dans le monde industrialisé, malgré de considérables accumulations de dette publique.

Deuxièmement, on devrait s'attendre à ce que les difficultés à absorber l'épargne entraînent un ralentissement de la croissance et empêchent d'atteindre l'objectif d'inflation. C'est ce que nous avons observé. Aujourd'hui, les marchés ne s'attendent pas à ce qu'un pays du monde industrialisé atteigne l'objectif d'inflation de 2 %. Malgré des taux d'intérêt jamais aussi bas et des déficits jamais aussi élevés après plus d'une décennie de reprise, la croissance a été timide. En particulier, et contrairement aux arguments de ceux qui ont expliqué la faiblesse des taux après la récession par la présence de « vents contraires », les banques centrales se sont trouvées dans l'impossibilité de relever les taux et comptent toujours sur la dynamique de la reprise.

Troisièmement, cette croissance décevante a coïncidé avec une inflation qui, étonnamment, persiste à la baisse. Les économistes enseignent aux étudiants débutants qu'une diminution des quantités et des prix semble indiquer un repli de la demande. Si, comme beaucoup le pensent, la stagnation est essentiellement due aux résultats décevants de la productivité, les prix devraient augmenter plutôt que baisser. En l'absence de paramètres extraordinaires de la politique économique, la déflation pourrait s'installer.

Quatrièmement, cette période de croissance ralentie et de déflation a également été une période d'inflation des prix des actifs. Les marchés boursiers américains ont quadruplé depuis la crise et les prix réels de l'immobilier ont pratiquement retrouvé leurs précédents niveaux

records. Cela s'explique, comme on peut s'y attendre avec une stagnation séculaire, par l'abondance d'épargne qui a stimulé les actifs existants, en augmentant, par exemple, les ratios cours/bénéfices des actions et les ratios prix/loyer de l'immobilier et en diminuant les primes à terme sur la dette à long terme.

Je ne vois aucune autre théorie pour expliquer l'atonie de la croissance face à des politiques ultra-expansionnistes et une rapide accélération de la croissance du crédit au secteur privé. Le manque de croissance de la productivité devrait entraîner une hausse de l'inflation des prix des produits et une baisse de l'inflation des cours des actifs. L'intensification des risques et des incertitudes aurait tendance à faire baisser plutôt qu'augmenter les multiples des cours des actifs. Toute conséquence temporaire de la crise financière conduirait à une augmentation limitée du crédit et à une courbe de rendement prononcée, plutôt qu'à ce qui a été observé.

Que faire ?

La démographie, c'est peut-être le destin, mais beaucoup d'autres facteurs évoluent avec elle pour créer un environnement où l'épargne est abondante et ne parvient pas à être absorbée. C'est l'inverse des problèmes

macroéconomiques auxquels nous sommes confrontés depuis des décennies.

Les banques centrales, pour honorer leurs mandats, doivent relancer l'inflation et non pas la faire baisser. Logiquement, avant d'accroître le potentiel d'une économie, le défi est d'assurer qu'il soit exploité. La stabilité financière est tout aussi menacée par des taux faibles que par des taux élevés. L'enjeu à moyen terme est d'absorber intégralement l'épargne plutôt que d'évincer l'investissement.

En même temps, il est peu probable que les banques centrales, avec des taux déjà négatifs au Japon et en Europe et inférieurs à 2 % aux États-Unis, aient une grande marge de manœuvre pour réagir aux chocs défavorables, du moins par rapport aux normes historiques. En général, les récessions dans le monde industrialisé ont été combattues en abaissant les taux de l'ordre de 5 points de pourcentage.

Pour commencer à relever un nouveau défi, il faut déjà le reconnaître. Autrement dit, il faut accepter la réalité de la stagnation séculaire et axer le débat sur les enjeux qu'elle présente. **FD**

LAWRENCE H. SUMMERS est professeur titulaire de la chaire Charles W. Eliot à l'université Harvard.

TOUTES LES PUBLICATIONS DU FMI
DANS UN SYSTÈME
INTÉGRÉ DOTÉ DE FONCTIONS
DE NAVIGATION CONVIVIALE,
DE RECHERCHE INTUITIVE ET DE
PERSONNALISATION.
ELIBRARY.IMF.ORG

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL



L'ÉCONOMIE RÉTRÉCIE

Leçons japonaises

Le Japon est le laboratoire du monde pour l'élaboration de nouvelles politiques relatives au vieillissement et à la dépopulation

Gee Hee Hong et Todd Schneider

L'évolution démographique agit en profondeur sur l'économie mondiale, mais pas comme nous l'avions imaginé.

Il y a seulement 50 ans, certains observateurs prédisaient que la population humaine était trop nombreuse et aurait rapidement épuisé les ressources du globe, ce qui entraînerait une famine planétaire, l'effondrement de l'économie mondiale et divers autres fléaux. Mais le

scénario apocalyptique d'une surpopulation de masse ne s'est pas réalisé. Pour la première fois depuis le début de l'époque moderne, au contraire, la population mondiale devrait cesser d'augmenter à la fin du siècle, essentiellement sous l'effet de la chute des taux de fécondité.

Du fait de son histoire unique en matière de population, de fécondité et d'immigration, le Japon constitue une excellente illustration de cette tendance. Les effets

du vieillissement et de la dépopulation sont déjà visibles à tous les niveaux, des résultats économiques et financiers à la forme des villes et aux priorités des politiques publiques (viabilité financière à long terme des systèmes de retraite publique, de soins de santé et de prise en charge de la dépendance, par exemple).

Avec une démographie dont les effets sont si manifestes et s'accroissent, le Japon est par excellence le lieu d'expérimentation de l'« économie rétrécie », un véritable laboratoire dont commencent à s'inspirer d'autres pays.

Depuis quelques années, les travaux du FMI consacrés à l'économie japonaise se sont largement concentrés sur la démographie, en écho au vif débat qui se déroule dans le pays à propos de la meilleure façon de réagir aux tensions engendrées par le vieillissement et la diminution rapides de la population. Même si l'expérience de chaque pays est singulière et appelle une solution spécifique, le cas japonais permet d'identifier les principaux effets macroéconomiques et financiers du phénomène.

Contraction de la main-d'œuvre

Pour commencer, le vieillissement et le déclin démographiques peuvent avoir une incidence directe sur la main-d'œuvre disponible et les marchés du travail, en particulier sur la taille de la population en âge de travailler. Pendant plusieurs décennies, l'évolution de la démographie a été un élément moteur du marché du travail japonais. La main-d'œuvre potentielle (population des 15–64 ans rapportée à la population totale) a culminé entre 1991 et 1993 à un peu moins de 70 %. Depuis, en revanche, elle a rapidement chuté à juste un peu plus de 59 %. Ce niveau, très inférieur à celui du milieu des années 50, est aussi le plus faible enregistré parmi les pays du Groupe des Sept.

Compte tenu des taux de fécondité actuels peu élevés et de l'accélération des taux de mortalité, ce pourcentage devrait continuer de baisser à moyen terme, voire au-delà. Avec une faible importation de main-d'œuvre, il n'y aura pas assez de travailleurs pour maintenir les niveaux d'activité économique actuels. Mais cette vision linéaire est plus dramatique que l'expérience japonaise. La demande continue de main-d'œuvre a poussé plus de femmes et de personnes âgées (à l'écart de la population active traditionnelle des 15–64 ans) à rejoindre le marché du travail. L'automatisation, l'intelligence artificielle et la robotique (y compris les technologies augmentant la productivité individuelle) joueront aussi un rôle décisif dans l'adaptation du Japon à la perte de vitesse de son économie.

Le vieillissement de la population et sa contraction influent aussi sur la productivité et la croissance économique à long terme. Selon des chercheurs du FMI, le Japon constituerait un cas très intéressant à cet égard (Westelius et Liu, 2016). Premièrement, les travailleurs plus âgés peuvent être

La singularité du Japon

Certes, sur le plan des grandes tendances démographiques, le Japon est en bonne compagnie : les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques montrent que de nombreux pays voient leur population diminuer et il y en aura sans doute d'autres. Le Japon n'est pas non plus le seul pays de la région ni le seul pays avancé dont le taux de fécondité est bas ; c'est le cas de la plupart des membres du Groupe des Sept (G-7). Et comme dans d'autres pays, la santé au Japon s'est améliorée et l'espérance de vie moyenne a progressé. Il s'agit d'une tendance commune à la majorité des pays avancés, même si le Japon a des résultats incontestablement supérieurs à la moyenne.

Mais le cas du Japon est plus complexe. En raison de son histoire unique, les tendances démographiques (et leurs conséquences macroéconomiques et financières) prennent un tout autre relief que dans d'autres pays :

- **Après-guerre, l'explosion de la natalité avait peu duré**, environ trois ans seulement, contre neuf à 20 ans dans les autres pays du G-7. Cela signifie que la structure démographique du Japon va se modifier radicalement en l'espace de quelques années, en particulier quand la génération issue du baby-boom atteindra l'âge de la retraite et pourra bénéficier de prestations de retraite et d'assurance-maladie.
- **Le Japon a l'espérance de vie la plus longue**. Il faisait déjà la course en tête de tous les pays du G-20 en 1978. L'allongement de l'espérance de vie combiné à une faible fécondité accentue le changement démographique et se traduit par une augmentation régulière du rapport de dépendance des personnes âgées (nombre de retraités/population en âge de travailler).
- **Les flux d'immigration sont trop modestes pour agir** sur le vieillissement et le déclin démographique. Le Japon se démarque complètement des autres pays du G-7 par son recours très limité à la main-d'œuvre étrangère, qui ne représentait que 2,2 % environ de la main-d'œuvre totale du Japon en 2018, contre 17,4 % aux États-Unis et 17 % au Royaume-Uni, selon les estimations.

plus productifs grâce à l'expérience professionnelle qu'ils ont acquise, tandis que leurs cadets sont en meilleure santé, s'adaptent plus vite et mieux aux progrès rapides des technologies et sont plus entrepreneurs, ce qui renforce l'innovation. Ces deux forces contraires semblent dessiner une relation en U inversé entre âge et productivité, cette dernière étant à son minimum en début et en fin de carrière. Deuxièmement, le vieillissement stimulera sans doute la demande relative de services (soins de santé, par exemple), provoquant une réorientation sectorielle au profit des services, un secteur à plus forte intensité de main-d'œuvre et moins productif. Troisièmement, la taille ou la densité de la population peut aussi avoir une incidence sur la productivité (corrélation positive entre la productivité et la taille et la densité de la population active).

Le vieillissement et la dépopulation, qui se traduisent par une proportion plus importante de retraités, une population

La demande continue de main-d'œuvre a poussé plus de femmes et de personnes âgées à rejoindre le marché du travail.

active réduite et une diminution de la base d'imposition du travail, soulignent le défi que constitue le financement des régimes de sécurité sociale. Les dépenses publiques pour les soins de santé, la prise en charge de la dépendance et les pensions augmentent naturellement à mesure que la population vieillit. Mais dans un contexte de rétrécissement de l'économie, où la population active qui paie des impôts diminue, financer cette hausse des dépenses publiques peut être problématique. Au Japon, les défis sont particulièrement compliqués à relever, car l'ensemble des baby-boomers passera le cap des 75 ans en tout juste trois ans (de 2022 jusqu'à 2025) et le ratio de la dette publique est déjà le plus élevé au monde.

Les autorités japonaises doivent s'acquitter d'une tâche très délicate : honorer les obligations de l'État en matière de sécurité sociale tout en préservant la viabilité des finances publiques et l'équité intergénérationnelle. Ceci nécessitera en outre d'apporter des modifications importantes au système de prestations et à sa structure de financement. Des chercheurs du FMI ont examiné les choix de politique économique qui s'offrent au Japon.

Parmi les scénarios de financement possibles, l'ajustement continu et progressif de la taxe à la consommation arrive devant les autres mesures susceptibles de permettre le financement des coûts du vieillissement, y compris l'augmentation des cotisations sociales, le report de l'ajustement budgétaire (impliquant un recours prolongé au financement par l'emprunt) et le relèvement des taux du ticket modérateur. Une étude du FMI (McGrattan, Miyachi et Peralta-Alva, 2018) montre que la hausse de la taxe à la consommation, qui s'applique à tous les groupes d'âges, a moins d'effets négatifs sur le PIB et le bien-être à long terme. Elle semble aussi indiquer que différer l'ajustement en se finançant par l'emprunt a pour effet d'évincer largement (jusqu'à 8 %) les investissements du secteur privé, au détriment du PIB et du bien-être à long terme. Pour finir, un relèvement uniforme du taux du ticket modérateur pour les personnes âgées, qui reviendrait à transférer une partie des coûts du vieillissement aux générations actuelles, aurait des effets régressifs.

Les tendances démographiques peuvent aussi accentuer les inégalités entre les générations. Au Japon, les inégalités de revenu croissantes entre les jeunes et les personnes âgées sont un motif de préoccupation, notamment parce qu'une fraction de plus en plus réduite de la population se voit chargée de financer les prestations de sécurité sociale, qui augmentent.

Les générations plus âgées, principales bénéficiaires de la redistribution budgétaire par le jeu des impôts et des transferts, sont considérablement plus riches que les jeunes générations. Le patrimoine des premières est considérablement supérieur à celui des secondes. En outre, le ratio patrimoine des cohortes âgées/patrimoine des cohortes plus jeunes est relativement plus élevé au Japon qu'en Allemagne et en Italie, même s'il est plus bas qu'aux États-Unis. Il semble donc exister des inégalités de patrimoine non négligeables entre les générations.

Au Japon, la richesse relative des aînés remet en cause le mécanisme de redistribution budgétaire coûteux qui a été mis en place pour réduire, essentiellement par le biais des retraites, les inégalités de revenu chez les plus âgés. Ces aspects du régime de sécurité sociale ainsi que d'autres sont activement débattus dans les milieux politiques à Tokyo.

Efficacité de la politique monétaire

L'évolution démographique peut réduire la marge de manœuvre de la politique monétaire en faisant baisser le taux d'intérêt naturel, c'est-à-dire le taux qui soutient l'économie en situation de plein emploi et de pleine production tout en maintenant l'inflation stable. Cet effet modérateur est particulièrement gênant pour la politique monétaire des pays où l'inflation et les taux d'intérêt sont déjà « bas pour longtemps » et peut en diminuer l'efficacité.

Le Japon constitue là encore un bon exemple. Il ressort des études menées par le FMI dans ce domaine que les changements démographiques intervenus au Japon ont eu une incidence très négative sur le taux d'intérêt naturel au cours des dernières années (voir, par exemple, Han, 2019). Ces études semblent également indiquer que le taux naturel japonais est passé en territoire négatif, soulignant la nécessité de faire avancer les réformes structurelles pour stimuler la croissance potentielle et relever le taux naturel. Alors que l'accroissement de la population en âge de travailler devrait continuer de ralentir d'ici 2040, l'effet négatif de la démographie sur le taux naturel devrait s'accroître, ce qui pourrait limiter encore davantage la contribution de la politique monétaire à la relance économique. Ces différents points soulignent l'importance de doper la croissance potentielle, par exemple en accélérant les réformes relatives au marché du travail et autres réformes structurelles (y compris en adoptant des politiques d'immigration plus actives), afin de compenser l'effet de plus en plus négatif de la démographie sur le taux naturel.

Une question étroitement liée aux dilemmes posés par le rétrécissement de l'économie est la manière dont le vieillissement et la dépopulation peuvent peser sur le secteur financier, en particulier la façon dont ces forces influent sur l'intermédiation financière par les banques. Comme les tendances démographiques sont susceptibles d'influencer le comportement des épargnants et des investisseurs, elles peuvent avoir des conséquences importantes sur l'offre et la demande de fonds prêtables.

Ces vents contraires démographiques sont un défi pour l'ensemble des établissements financiers japonais, mais surtout pour les sociétés financières régionales. En raison de leur dépendance vis-à-vis des activités locales de collecte de dépôts et de prêt, les banques régionales japonaises sont sensibles aux modifications du contexte local. La diminution et le vieillissement de la population à l'échelle préfectorale sont peut-être le défi le plus ardu, en particulier pour les banques régionales dans les préfectures rurales. Mais même les préfectures des grandes villes vont commencer à subir de manière plus radicale les effets de la dépopulation et du vieillissement. Surtout, bien que les modifications de la distribution par âge et de la croissance démographique se soient dans une certaine mesure mutuellement compensées par le passé, il n'en sera sans doute pas de même pendant la prochaine décennie, avec le risque de voir surgir un précipice démographique.

À moins que les banques régionales japonaises ne trouvent de nouvelles sources de financement et de nouvelles manières de les utiliser, le déclin démographique du pays aboutira nécessairement à une réduction des bilans et une baisse des ratios prêts/dépôts, qui maintiendront la pression sur des niveaux de rentabilité déjà faibles. De plus, la tendance des banques régionales à s'orienter vers un modèle bancaire plus axé sur les valeurs mobilières et les commissions devrait s'accélérer à court terme.

Le laboratoire mondial

Le contexte initial différent selon les pays et la structure des transitions démographiques influent sur l'ampleur et la rapidité des efforts que devront consentir les autorités nationales pour s'adapter et conserver de bons résultats économiques malgré le vieillissement et la dépopulation. Le Japon, qui est sans doute le plus avancé des pays du Groupe des Vingt dans la lutte contre le rétrécissement économique, est effectivement le laboratoire du monde pour l'élaboration de nouvelles politiques. Les solutions qu'il trouve pourraient être appliquées à plus large échelle, puisque d'autres pays avancés et d'importance systémique font face aux mêmes tendances démographiques. Le meilleur traitement est toujours celui qui correspond au patient, mais certaines recommandations peuvent s'appliquer à tous (FMI, 2020a ; 2020b) :

- Il faut une vision à long terme des finances publiques, englobant tous les effets et les coûts d'une population vieillissante et d'une contraction de la main-d'œuvre disponible. Un ajustement précoce est impératif, en particulier dans des domaines sensibles comme les retraites publiques.
- Les conséquences potentiellement négatives du rétrécissement de l'économie sur la productivité et la croissance soulignent la nécessité d'engager des réformes structurelles et d'innover. Il est essentiel d'assouplir le marché du travail et d'adopter des stratégies visant à obtenir des gains de productivité rapides (recours à l'automatisation, à la robotique et à l'intelligence artificielle, par exemple), mais aussi d'être plus flexible dans la manière d'appréhender le vieillissement et les retraites (Colacelli et Fernandez-Corugedo, 2018).
- Si rien ne change, il pourrait devenir de plus en plus difficile de préserver l'équité intergénérationnelle, ce qui aura des répercussions importantes sur les programmes de sécurité sociale et de transferts publics.
- La démographie peut parasiter la politique monétaire en l'empêchant de jouer pleinement le rôle qui peut être le sien (faciliter une adaptation harmonieuse au cycle économique ou réagir aux chocs) ; il revient alors à la politique budgétaire et aux réformes structurelles de prendre une part plus lourde du fardeau.
- Le risque de poches d'instabilité dans le secteur financier doit être pris en compte par les autorités de surveillance et de contrôle, car les tendances démographiques entraînent des changements considérables dans l'environnement économique des banques et autres établissements financiers. **FD**

GEE HEE HONG est économiste et **TODD SCHNEIDER** est chef de division au département Asie et Pacifique du FMI.

Cet article s'appuie sur l'ouvrage (à paraître) Economic Policies for Japan's Aging and Shrinking Population, publié par le FMI sous la direction de Paul Cashin et Todd Schneider.

Bibliographie :

- Colacelli, Mariana and Emilio Fernandez-Corugedo, 2018, "Macroeconomic Effects of Japan's Demographics: Can Structural Reforms Reverse Them?" IMF Working Paper 18/248, Washington D.C.: International Monetary Fund.
- Han, F. 2019. "Demographics and the Natural Rate of Interest in Japan." IMF Working Paper 19/31, International Monetary Fund, Washington, DC.
- International Monetary Fund, 2020a, Japan: Article IV Consultation—Staff Report, IMF Country Report 20/39, Washington, DC: International Monetary Fund.
- International Monetary Fund, 2020b, Japan: Selected Issues, IMF Country Report 20/40, Washington D.C.: International Monetary Fund.
- McGrattan, E., K. Miyachi, and A. Peralta-Alva. 2018. "On Financing Retirement, Health, and Long-Term Care in Japan." IMF Working Paper 18/249, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Westelius, N., and Y. Liu. 2016. "The Impact of Demographics on Productivity and Inflation in Japan." IMF Working Paper 16/237, International Monetary Fund, Washington, DC.



Europe de l'Est : **EXODE vers l'Ouest**

Dans les nouveaux États européens, l'émigration aggrave le problème du vieillissement

Maria Petrakis

Pendant des décennies, la famille de Chris Topalov a navigué dans des eaux agitées, à la merci d'économies européennes à la dérive. Ses parents ont quitté leur Bulgarie natale pour échapper au chaos financier en 1997 ; le chaos les a rattrapés en Grèce, où Chris est né. En 2016, la famille a mis le cap sur les États-Unis dans l'espoir de jours meilleurs.

Cette année-là, l'odyssée familiale a incité Chris à étudier l'économie à l'université pour tenter de comprendre les maux de l'Europe. Mais, bien qu'il se sente bulgare, il ignore encore s'il retournera un jour dans son pays.

C'est un problème pour la Bulgarie et les autres pays d'Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est, qui sont pour la plupart d'anciennes républiques socialistes. D'après les projections des Nations Unies, neuf des dix pays au monde dont la population diminue le plus vite se trouvent en Europe de l'Est. Ce déclin rapide n'est pas sans conséquences pour leur croissance économique et la prospérité en Europe que promettait la chute du communisme.

L'espérance de vie a augmenté de 67 à 74 ans depuis 1995, et le PIB par habitant a plus que doublé. Mais l'effet combiné de l'allongement de la vie, de la taille plus réduite des familles et de la facilité d'émigrer a engendré des tensions démographiques qui

pèseront de plus en plus sur la croissance et saperont les progrès enregistrés depuis la chute du Mur de Berlin. L'an dernier, le directeur général adjoint du FMI Tao Zhang avait prévenu que les pays de cette région risquaient d'être vieux avant d'être riches.

Il n'est donc pas surprenant qu'un grand nombre d'Est-Européens cherchent des ouvertures à l'étranger. Devenir membres de l'Union européenne a aidé ces pays à stimuler le commerce et l'investissement étranger et permis aux revenus par habitant de se rapprocher extraordinairement vite des niveaux mesurés en Europe de l'Ouest. Mais l'appartenance à l'UE a aussi maintenu la pression incitant les jeunes qualifiés à choisir l'exode, une tendance apparue avec la chute du communisme, en 1989.

Entre 1995 et 2017, les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est et du Sud-Est (ECESE) ont perdu environ 7 % de leur main-d'œuvre disponible, essentiellement des travailleurs jeunes et qualifiés comme les parents de Chris Topalov. Selon les Nations Unies, la population de cette région diminuera de 12 % d'ici 2050 sous l'effet du vieillissement et des migrations. La population active chutera d'un quart dans le même temps.

« Le vieillissement n'est pas problématique uniquement du point de vue des retraites publiques », indique Alasdair Scott, économiste au FMI et coauteur

d'une étude démographique récente sur l'Europe centrale et orientale. « Il a de graves conséquences dans les domaines de la santé et des services sociaux et plus généralement sur la croissance et l'aspiration de ces pays à voir leurs revenus converger avec ceux de l'Europe de l'Ouest. »

D'après cette étude, la réduction de l'offre de main-d'œuvre et la moindre productivité des travailleurs plus âgés ainsi que les tensions budgétaires accrues liées au financement des soins de santé et des pensions pourraient coûter à ces pays environ 1 % de PIB par an au cours des trente prochaines années. Cela freinera la convergence des revenus avec l'Europe de l'Ouest : en 2050, le PIB par habitant de ces pays représentera toujours 60 % seulement du PIB par habitant en Europe occidentale. C'est évidemment mieux que les 52 % actuels, mais, avec une démographie moins défavorable, le chiffre aurait pu atteindre 74 %.

Certains gouvernements de la région misent sur des incitations financières pour revigorer la natalité. En Hongrie, où les autorités ont clairement exprimé leur opposition à l'immigration, les mères de plus de quatre enfants sont exonérées d'impôt sur le revenu, et les couples ayant des problèmes de fertilité bénéficieront d'un traitement gratuit.

Mais, comme l'explique Scott, tout ne se résume pas à des taux de fécondité. Si le problème démographique régional est à ce point crucial, c'est en raison de l'ampleur des disparités de taux d'émigration et de mortalité, qui sont bien plus élevés qu'en Europe de l'Ouest.

« Les incitations financières expérimentées dans d'autres pays n'ont, semble-t-il, pas eu beaucoup d'effet sur les taux de natalité. Et même si elles avaient une efficacité immédiate, il faudrait deux décennies pour constater des différences dans la population en âge de travailler. Or le problème des tensions démographiques se pose ici et maintenant. », ajoute-t-il.

La région doit réagir sans tarder. Il faut augmenter les taux d'activité féminine et convaincre les travailleurs plus âgés de ne pas s'arrêter et de se former en conséquence. Et les pays de l'ECESSE doivent dissuader les candidats à l'émigration, ce qui nécessiterait de renforcer les institutions et d'améliorer le cadre économique en général et le climat de l'investissement.

« Nous vivons dans un monde extrêmement concurrentiel », rappelle la mère de Chris, Maria Topalova, qui est journaliste. Si des pays comme la Bulgarie « veulent retenir les jeunes talentueux et productifs, ils doivent leur proposer quelque chose en retour ».

À l'échelle mondiale, 54 % des entreprises affirment avoir des difficultés à recruter des personnes qualifiées. D'après l'enquête sur la pénurie de talents publiée par le groupe Manpower pour 2019, c'est le chiffre le plus élevé enregistré en dix ans. À Bucarest, au siège de Dacia, la voiture emblématique créée à l'époque communiste et dont Renault est aujourd'hui propriétaire, le personnel peut se faire masser, utiliser un gymnase et opter pour le télétravail

deux jours par semaine dans le cadre de la campagne lancée par l'entreprise pour attirer et garder des salariés qualifiés. Lors d'une conférence l'an dernier, son directeur général Christophe Dridi avait indiqué que Dacia devait proposer tout cela pour convaincre ses collaborateurs de rester.

Pour ces pays, l'autre solution réside peut-être sinon dans le recours à l'immigration. Le géant de la restauration rapide McDonald's a importé 30 salariés de Sri Lanka pour remédier à la pénurie de personnel dans trois de ses points de vente à Bucarest, dans le cadre d'un projet pilote sur deux ans. L'entreprise sert environ 230 000 clients par jour dans ses 84 restaurants roumains. Elle a en ouvert quatre autres en 2019 et envisage d'en ouvrir encore huit cette année.

L'automatisation a suscité de nombreux débats, et l'on considère en principe qu'elle devrait libérer du temps pour des activités plus intéressantes en permettant, par exemple, à des travailleurs de se consacrer davantage à

En dernier ressort, tout dépend de l'apprentissage, pas uniquement avant l'âge adulte, mais tout au long de la vie active.

l'enseignement qu'à des tâches administratives. Mais l'automatisation pourrait aussi évincer les travailleurs les moins qualifiés. En dernier ressort, tout dépend de l'apprentissage, pas uniquement avant l'âge adulte, mais tout au long de la vie active.

En Bulgarie, Rails Girls Sofia fait partie des initiatives exemplaires en matière de développement des compétences pour le futur : l'organisation a formé un millier de femmes à la programmation sur Internet depuis 2013.

Maria Topalova admet que la Bulgarie a bien changé. Quand elle l'avait quitté, le pays était au bord de l'effondrement économique et s'appuyait sur des institutions instables, ce qui avait motivé sa décision. Or les institutions bulgares s'améliorent, et les chercheurs du FMI estiment que les émigrés qualifiés pourraient donc être incités à revenir, ce qui enraierait la fuite des cerveaux. Des efforts supplémentaires seront toutefois nécessaires pour dissuader une nouvelle génération de partir.

« Aujourd'hui, la Bulgarie est membre de l'OTAN et de l'UE, l'économie est stable et les indicateurs macroéconomiques sont excellents, la démocratie fonctionne », résume Maria Topalova. En revanche, « si vous voulez voyager dans l'espace ou découvrir un traitement anticancer, il faut aller dans d'autres pays ayant déjà trouvé les moyens de financer la recherche dans ce type de domaines ». **FD**

MARIA PETRAKIS est une journaliste indépendante installée à Athènes, en Grèce.

Immigrés : le chant du cygne



L'immigration peut résoudre le dilemme démographique, si elle s'accompagne des bonnes mesures

Giovanni Peri

Les débats concernant l'immigration se concentrent souvent sur la culture, l'identité et l'économie. Dans des pays comme l'Australie, le Canada et les États-Unis, où de nombreux immigrés, y compris économiques, s'ajoutent à la population active, le plaidoyer pour plus d'immigration s'appuie sur ses avantages économiques potentiels. Les études sur le sujet montrent que l'immigration ne réduit pas l'intensité capitaliste de l'économie, mais permet plutôt aux entreprises de se développer et aux investissements de s'ajuster tout en promouvant l'innovation et la croissance, surtout quand les immigrés accueillis sont très qualifiés. En outre, peu d'éléments laissent penser que l'immigration supprime des emplois ou pèse sur les salaires dans les pays d'accueil (voir, par exemple, Lewis et Peri, 2015 ; Peri, 2016).

Mais le débat sur l'immigration accorde souvent trop peu d'attention au talon d'Achille de l'hémisphère Nord : la démographie. Dans cette région du monde, la fécondité s'établit actuellement à 1,7 enfant, et elle a chuté vers 1980 au-dessous du seuil de remplacement, c'est-à-dire du niveau auquel une population se renouvelle. Par conséquent, la différence entre les naissances et les décès devrait se traduire par des baisses de populations et des hausses notables de l'âge moyen dans l'hémisphère Nord — deux évolutions susceptibles de bouleverser les marchés du travail, menacer la viabilité budgétaire des systèmes de retraite et ralentir la croissance économique si l'immigration nette ne compense pas les baisses.

Ces tendances historiques lourdes ont des conséquences inéluctables en termes démographiques. Entre 1950 et 2010, les populations riches de l'hémisphère Nord se sont accrues grâce à l'immigration nette et, depuis 1990,

l'immigration est la première source de croissance démographique de cette partie du monde : 80 % en Europe entre 2000 et 2018, contre 32 % en Amérique du Nord.

En résumé, seule l'immigration nette peut garantir la stabilité ou la croissance démographique dans les pays avancés vieillissants de l'hémisphère Nord. Mais nous devons pour cela promouvoir des politiques tournées vers l'avenir qui permettront l'accueil de nombreux immigrés et considérer leurs retombées à long terme au lieu de nous focaliser sur le calcul à court terme de leurs coûts (essentiellement politiques).

Les immigrés vont-ils se substituer aux autochtones ?

Même si ces grandes tendances paraissent indiquer que les migrations internationales contribuent fortement à réduire les disparités démographiques, on peut se demander si elles ont systématiquement pour effet de ralentir le déclin démographique dans l'hémisphère Nord. Autrement dit, les immigrés remplacent-ils les autochtones, dont le nombre recule ? À y regarder de plus près, il semble que non.

Pour que les migrations internationales compensent les tensions démographiques en faisant office de stabilisateur automatique, il faudrait que les habitants de pays jeunes connaissant une forte croissance démographique émigrent vers des pays vieillissants dont la population s'accroît lentement. Le graphique 1 illustre la corrélation entre le taux de fécondité en 2000 et les taux d'immigration nets enregistrés ensuite, de 2000 à 2019 (afflux net de personnes nées à l'étranger divisé par la population en 2000), dans 191 pays pour lesquels nous disposons de données. La taille de la bulle est proportionnelle à la



ILLUSTRATION : STOCK / AGGRAPHICS

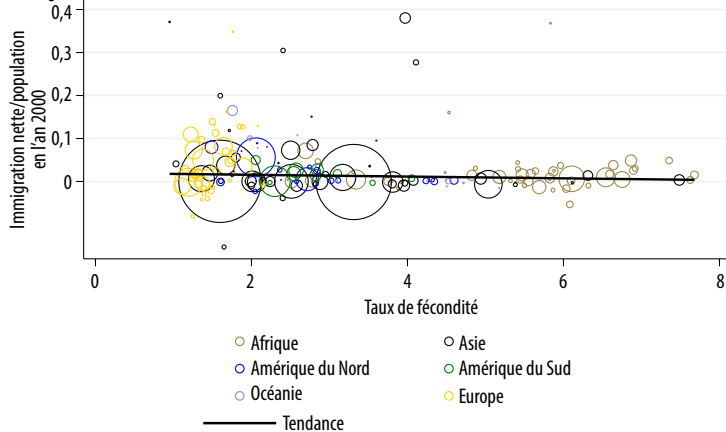


Graphique 1

Fécondité et immigration

Dans les pays à faible taux de fécondité en 2000, il n'y a pas eu de hausse du taux d'immigration au cours des vingt années suivantes.

(immigration nette, 2000–19, et taux de fécondité en 2000)



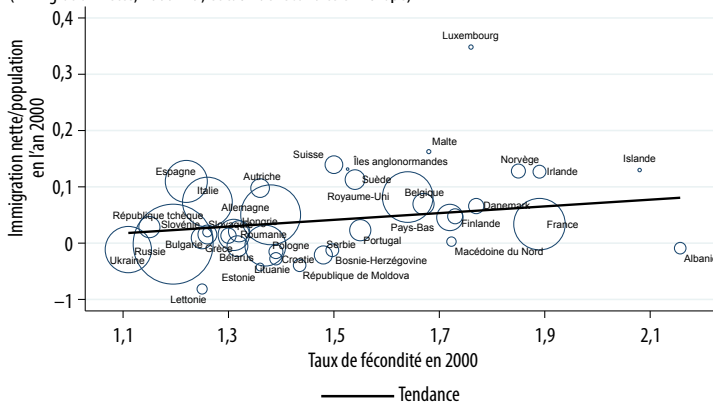
Source : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population.

Graphique 2

L'Europe à la loupe

Plusieurs des pays affichant les taux de fécondité les plus bas avaient des taux d'immigration faibles entre 2000 et 2019.

(immigration nette, 2000–19, et taux de fécondité en Europe)



Source : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population.

population du pays en 2000. Pour que les migrations agissent comme un stabilisateur automatique dans ces pays, il faudrait que la corrélation entre ces deux variables soit négative.

Or le graphique ne montre pas de corrélation du tout, ce qui signifie que les pays à faible taux de fécondité en 2000 n'ont pas vu augmenter leur taux d'immigration dans les deux décennies suivantes. L'immigration n'a donc pas contribué à équilibrer la croissance démographique dans le monde.

Le graphique 2 s'intéresse plus particulièrement aux pays européens, parmi lesquels figurent certains des pays les plus riches et les moins féconds de la planète. Même dans ce cas, la relation entre fécondité et immigration est inexistante, voire positive. Le graphique montre que plusieurs des pays dont la fécondité est parmi les plus basses (Europe de l'Est et du Sud, principalement) avaient de faibles taux d'immigration. Certains de ces pays, tels que la Hongrie et la Pologne, ont élu dernièrement des gouvernements résolument hostiles aux immigrés. Il est évident que dans les pays riches du Nord la baisse des taux de fécondité n'est pas en soi un facteur favorisant une hausse de l'immigration. Dans la région du monde où les taux de fécondité sont les plus élevés, en Afrique, il n'y a pas non plus de corrélation entre fécondité et taux d'immigration.

À l'échelle d'un pays, rien ne paraît donc indiquer que les flux migratoires contribuent à stabiliser la population. En l'absence de politiques prospectives, en effet, il n'y a pas de mécanisme évident par lequel les sociétés vieillissantes — qui commencent à stagner sur le plan économique, sont moins innovantes et redoutent éventuellement les changements apportés par les migrants — attireront plus d'immigrés. Par conséquent, l'immigration ne résoudra pas automatiquement le dilemme démographique dans l'hémisphère Nord : les politiques économiques devront y contribuer activement.

Avantages économiques

L'arrivée d'immigrés dans les pays à la population déclinante permettrait non seulement d'éviter la dépopulation, mais aurait aussi un effet bénéfique sur la structure par âge des pays d'accueil. Les migrants sont généralement plus jeunes que les personnes nées dans le pays. Par rapport à ces dernières, une proportion plus forte d'immigrés sont en âge de travailler. Les nouveaux arrivants font donc croître le nombre des actifs, contrant le déclin naturel observé dans les pays avancés du Nord, où les jeunes qui entrent dans l'emploi sont moins nombreux que les personnes plus âgées qui en sortent.

De même, une proportion plus élevée d'immigrés en âge de travailler peut abaisser le rapport de dépendance des personnes âgées, c'est-à-dire le nombre de personnes de plus de 65 ans divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans. En augmentation rapide dans les pays avancés, ce rapport est passé de 0,126 en 1950 à 0,223 en 2018 aux États-Unis et de 0,9 en 1960 à 0,46 en 2018 au Japon.

Il est en outre de plus en plus difficile de conserver les régimes de retraite par répartition dans ces pays qui vieillissent rapidement et où, en l'espace de quelques

décennies, le nombre d'actifs par retraité est passé de 10 à tout juste 3 ou 4. Une augmentation de l'immigration, en particulier dans les pays dont la population vieillit rapidement, contribuerait à ralentir la progression du rapport de dépendance des personnes âgées. Les immigrés vieilliront eux aussi, mais un afflux notable de jeunes en âge de travailler pendant les années où le déclin de la population autochtone sera le plus prononcé sera le gage d'une transition plus progressive et mieux gérable.

Comme ceux qui émigrent sont généralement jeunes, plusieurs études ont conclu que leur contribution budgétaire sur toute une vie était positive. (Orrenius, 2017). Clairement, cet effet budgétaire net positif dépend de la capacité des immigrés à s'intégrer sur le marché du travail et offrir des compétences recherchées. Mais ils peuvent réellement améliorer l'équilibre budgétaire du pays qui les reçoit. Aux États-Unis, par exemple, où les immigrés affichent des taux d'emploi et, souvent, des niveaux d'études élevés, la contribution budgétaire cumulée tout au long de la vie d'un immigré arrivé ces dix dernières années a été estimée en moyenne à 173 000 dollars.

Les immigrés soutiennent aussi la démographie des pays avancés, car leur fécondité est supérieure à celle de la population d'accueil. Aux États-Unis, la fécondité cumulée des non-immigrés était de 1,76 enfant par femme en 2017, contre 2,18 chez les immigrés. La présence des immigrés aide à maintenir la fécondité américaine plus près du seuil de remplacement.

Du point de vue des pays du Sud, des politiques autorisant une émigration plus importante vers le Nord permettraient d'atténuer les pressions démographiques liées à une fécondité élevée. Bien que l'émigration des plus qualifiés (ou « fuite des cerveaux ») puisse avoir des effets négatifs dans les pays de départ, plusieurs études montrent que les envois de fonds, les migrations de retour et l'importation de cerveaux sont autant de vecteurs d'effets potentiellement bénéfiques. D'après les chercheurs, les taux d'émigration les plus élevés sont observés dans les pays à revenu intermédiaire, et non dans les plus pauvres. Les populations contraintes de lutter pour leur survie n'ont même pas de quoi financer leur départ ou s'informer sur les perspectives liées à l'émigration. Il est donc probable qu'une immigration accrue vers les pays du Nord avantagerait les pays à revenu intermédiaire, dont les habitants sont plus susceptibles de tirer parti des possibilités offertes par l'émigration.

Bien vieillir

D'un point de vue démographique, un afflux plus important d'immigrés, en particulier de jeunes, vers les pays avancés de l'hémisphère Nord paraît donc souhaitable, car il atténuerait la dépopulation, empêcherait une diminution de la main-d'œuvre disponible,

améliorerait le rapport de dépendance des personnes âgées et aurait des effets budgétaires positifs. Du point de vue des pouvoirs publics, cela signifie qu'il faut autoriser l'entrée d'un plus grand nombre de migrants, abaisser les autres obstacles à leur arrivée et planifier les apports migratoires futurs.

Or, ces dernières années, les États-Unis et l'Europe ont plutôt durci leurs politiques d'immigration et manifesté un scepticisme croissant à l'égard des immigrés. Notons que l'une des raisons de cette opposition pourrait être précisément d'ordre démographique.

Il est de plus en plus évident que les sociétés vieillissantes deviennent plus réticentes vis-à-vis des politiques d'ouverture à l'immigration et que, de manière générale, les personnes âgées ont une perception plus négative des immigrés que les jeunes (Schotte et Winkler, 2014). Ce sont pourtant elles qui auraient le plus à gagner d'un surcroît d'immigration : le système de retraite tendrait à être plus viable, les immigrés actifs ne menacent pas leurs emplois et travaillent en outre dans des secteurs de services qui les concernent souvent, par exemple les soins à la personne.

Mais la bonne nouvelle est que ces attitudes négatives sont moins une conséquence du « vieillissement » que le reflet de différences générationnelles et pourraient s'expliquer par le fait que les générations âgées actuelles en Europe et aux États-Unis ont été relativement peu exposées à l'immigration. En Europe, par exemple, les études montrent que les « milléniaux » et la génération Z ont une opinion plus positive des immigrés que leurs aînés. Comme la jeunesse actuelle sera exposée à une immigration plus nombreuse, si elle conserve cet état d'esprit en vieillissant et en acquérant un poids électoral plus important, elle soutiendra peut-être des politiques plus ouvertes en matière d'immigration. Les retombées démographiques positives de l'immigration pourraient alors vraiment se concrétiser. **FD**

GIOVANNI PERI enseigne l'économie et dirige le Global Migration Center à l'université de Californie (Davis).

Bibliographie :

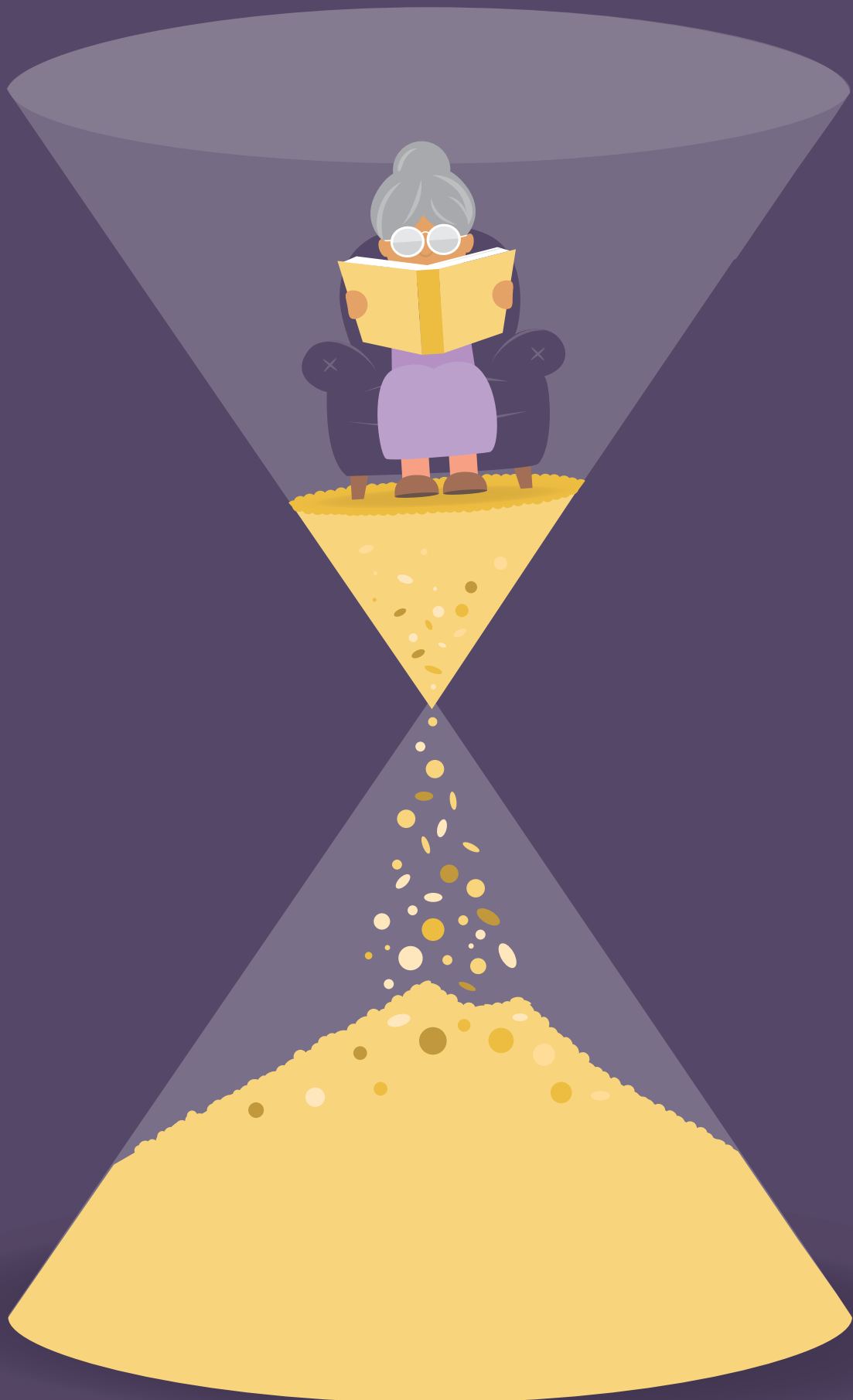
Lewis, E., and G. Peri. 2015. "Immigration and the Economy of Cities and Region." In *Regional and Urban Economics* (vol. 5 in *Handbooks in Economics*), edited by G. Duranton, J. V. Henderson, and W. C. Strange, 625–85. Amsterdam: North-Holland.

Orrenius, P. M. 2017. "New Findings on the Fiscal Impact of Immigration in the United States." Working Papers 1704, Federal Reserve Bank of Dallas, Dallas, TX.

Ortega, F., and G. Peri. 2016. "The Effect of Income and Immigration Policies on International Migration." In G. Peri, *The Economics of International Migration* (vol. 49 in *World Scientific Studies in International Economics*), 333–60. Singapore: World Scientific.

Peri, G. 2016. "Immigrants, Productivity, and Labor Markets." *Journal of Economic Perspectives* 30 (4): 3–30.

Schotte, S., and H. J. Winkler. 2014. "Will Aging Societies Become More Averse to Open Immigration Policies? Evidence across Countries." SSRN Working Paper Series. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2535006>.



VIEILLIR SANS S'APPAUVRIR

Partout dans le monde, le vieillissement des sociétés nécessite d'adapter les régimes de retraite et les politiques publiques

David Amaglobeli, Era Dabla-Norris et Vitor Gaspar

À moins de vivre en France, vous n'imaginez peut-être pas que les grèves massives déclenchées récemment par des projets de réforme des retraites puissent vous concerner. Ce serait pourtant une erreur, compte tenu de la rapidité des évolutions démographiques observées dans le monde entier. Si vous vivez en Europe et que vos parents s'appêtent à partir en retraite à 65 ans (l'âge légal dans de nombreux pays), vous devriez savoir que l'on compte aujourd'hui en moyenne 3,4 personnes en âge de travailler pour financer la retraite de chaque personne de 65 ans et plus. En 2050, quand vous penserez peut-être pouvoir prendre la vôtre, le chiffre devrait être descendu à tout juste 2.

Le Japon a déjà presque atteint ce stade et, d'ici 2050, plus de 35 pays (soit environ 7 % de la population mondiale) l'auront rejoint. Cette évolution, synonyme d'une charge considérablement plus lourde pour les actifs finançant les retraites, aura d'importantes répercussions économiques et sociales que ni les pouvoirs publics ni les citoyens ne peuvent ignorer.

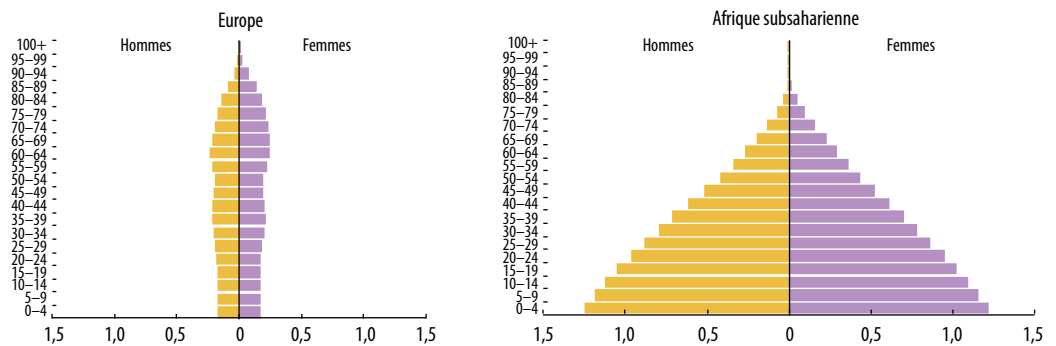
Le phénomène ne se limite pas à l'Europe ni même aux pays avancés. Le vieillissement concerne toutes les régions du monde, quoique à des degrés différents. Deux facteurs essentiels contribuent à modifier la composition par âge de la population : les gens vivent plus longtemps et ont moins d'enfants. Bon nombre de pays de l'hémisphère Nord, le Japon en particulier, se trouvent à un stade plus avancé de cette transition démographique. Les pays d'autres régions, pour la plupart situés en Afrique, sont au début du processus.

Aux stades avancés de la transition, les pays voient leur population active se contracter, et par conséquent ceux qui financent le système de retraite sont moins nombreux, alors même qu'il faut continuer d'assurer un niveau de vie décent aux retraités. Dans la phase

Graphique 1

Pyramides inversées

D'ici 2050, la population européenne va diminuer et vieillir, tandis que la population subsaharienne doublera et sera bien plus jeune. (population par groupe d'âge, centaines de millions)



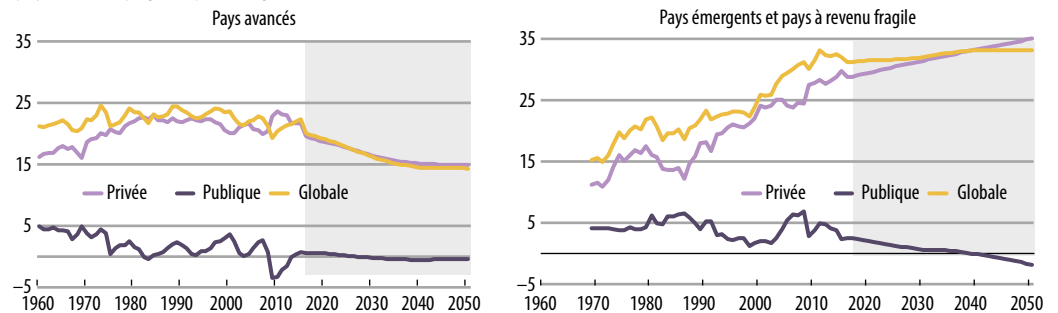
Source : Nations Unies, *Perspectives de la population mondiale* (2019).

Graphique 2

L'avenir de l'épargne

Dans les pays avancés, l'épargne globale devrait diminuer d'ici 2050, car les dépenses publiques pour les retraites augmentent et la population vieillissante épargne moins.

(projections de l'épargne en pourcentage du PIB)



Sources : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des auteurs.

initiale de transition, en revanche, il faut créer une multitude d'emplois chaque année pour absorber l'accroissement rapide de la population en âge de travailler. En 2050, le contraste entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne, par exemple, sera saisissant (graphique 1).

Incidences sur l'épargne

Le processus de vieillissement en cours dans de nombreux pays du globe est associé à une diminution de l'épargne, toutes choses égales par ailleurs. En général, le comportement des épargnants est cyclique : au début de leur vie active, ils ont tendance à emprunter ; pendant la période d'activité professionnelle maximale, c'est l'épargne qui est privilégiée, jusqu'à la retraite, où une partie de l'épargne est alors dépensée. Bien que ce schéma soit moins

marqué dans les pays à faible revenu, le niveau de l'épargne globale est sans doute plus bas dans les sociétés parvenues à un stade de vieillissement plus avancé.

Des travaux récents du FMI (Amaglobeli *et al.*, 2019) montrent en effet que, dans les pays avancés, l'épargne privée comme l'épargne publique (concrètement, le solde budgétaire des administrations publiques) devraient diminuer en raison de la hausse des dépenses de retraite dans les trente prochaines années (toutes choses égales par ailleurs). Il faudra changer la donne pour que les jeunes de ces pays bénéficient de retraites comparables à celles que perçoivent actuellement leurs aînés : avec l'allongement de la vie, la jeune génération devra épargner davantage et différer de quelques années son départ à la retraite.

Avec l'allongement de la vie, la jeune génération devra épargner davantage et différer de quelques années son départ à la retraite.

Dans le groupe des pays émergents et des pays en développement à faible revenu, en revanche, la relative jeunesse de la population permettra d'afficher un taux d'épargne privée plus élevé (graphique 2) ; il compensera le déclin de l'épargne publique que devrait entraîner l'augmentation des dépenses de retraite par rapport aux niveaux actuels.

Ces agrégats masquent néanmoins des disparités considérables d'un pays à l'autre — y compris entre pays se trouvant au même stade de la transition démographique —, ce qui s'explique par la conception des régimes. Deux caractéristiques déterminent en partie les tendances futures de l'épargne : la générosité des retraites publiques et l'existence éventuelle d'un système de comptes épargne-retraite personnels ; ces derniers s'opposent aux régimes à prestations définies, qui promettent à chaque retraité une rente prédéfinie calculée à l'aide d'une formule.

Les retraites publiques excessivement généreuses font baisser l'épargne publique et privée, toutes choses égales par ailleurs. Les pays qui servent des pensions publiques relativement plus élevées (en termes de dépense moyenne par personne âgée) devront faire face à des dépenses publiques relativement plus importantes avec l'augmentation du nombre de retraités. À défaut d'ajustements budgétaires (réduction des dépenses liées aux salaires de la fonction publique ou à la passation des marchés publics, par exemple), cela signifie que l'épargne publique diminuera. En outre, la promesse d'une retraite publique généreuse modifie le comportement des individus, qui sont moins enclins à épargner par eux-mêmes. À l'inverse, des pensions publiques moins généreuses peuvent stimuler l'épargne privée en incitant les actifs à mettre davantage de côté pour leur retraite, essentiellement autofinancée.

En moyenne, les pays ayant des plans de retraite à cotisations définies devraient voir leur épargne privée augmenter par rapport aux autres. Aux États-Unis, par exemple, les comptes d'épargne-retraite individuels permettent d'économiser plus facilement en prévision de la retraite et contribuent ainsi à accroître l'épargne privée.

Nouveaux modèles

Certaines politiques publiques jouent un rôle important en soutenant les efforts destinés à assurer un revenu suffisant aux retraités, tout en garantissant la viabilité des régimes : il s'agit des politiques relatives aux systèmes de retraite, aux finances publiques et au marché du travail. Nous les examinons chacune à son tour.

Conscients des défis liés à la transition démographique en cours, de nombreux pays ont procédé à des réformes majeures de leurs systèmes de retraite ces dernières années. Ces réformes, qui visent à contenir l'augmentation des effectifs de retraités, consistent en général à modifier des paramètres clés du régime (relèvement de l'âge légal de la retraite, durcissement des conditions d'admissibilité, etc.). Ainsi, le dernier projet de réforme français vise à repousser à 64 ans l'âge de la retraite à taux plein ; au Brésil, avec la réforme d'octobre 2019, l'âge légal est passé à 65 et 62 ans pour les hommes et pour les femmes, respectivement, contre 56 et 53 ans précédemment. Dans certains pays comme Chypre, le Danemark, les Pays-Bas et le Portugal, la loi prévoit un recul de l'âge légal en fonction de l'allongement de l'espérance de vie.

Les efforts de réforme touchent aussi au montant des prestations, dont la générosité est revue à la baisse. Il est possible, par exemple, de réviser les formules de calcul, notamment l'élément d'indexation sur l'inflation ; de revoir les règles de valorisation (ajustement portant sur les revenus passés pour tenir compte de l'évolution des niveaux de vie entre le moment où le travailleur acquiert des droits et celui où il les fait valoir) ; enfin, de modifier le taux d'acquisition (accumulation des droits à prestation pendant la carrière dans le cadre d'un régime à prestations définies).

Certes, opter pour des retraites publiques moins généreuses et limiter l'arrivée de nouveaux retraités atténuent les facteurs de vulnérabilité budgétaire à long terme et freinent la baisse de l'épargne globale. Toutefois, de telles réformes ne sont pas sans effet sur la répartition et exigent donc d'être bien calibrées. Lier, par exemple, les futurs relèvements de l'âge légal de départ en retraite aux progrès de la longévité aiderait à ralentir l'afflux de nouveaux retraités et

Les connaissances financières pourraient favoriser la culture de l'épargne et aider les actifs à mieux préparer leur retraite.

encouragerait les travailleurs plus âgés à rester en activité. Il faudrait aussi prévoir des dispositifs efficaces pour prévenir la pauvreté chez les personnes âgées.

Dans les pays où les systèmes de retraite sont insuffisants, il faut des pensions plus généreuses avec une couverture plus étendue. La Chine et la République de Corée, par exemple, ont des taux d'épargne élevés et des systèmes de sécurité sociale qui ne sont ni très développés ni très généreux. Les responsables de la politique économique devraient donc s'efforcer de redistribuer les ressources pour faire reculer la pauvreté chez les personnes âgées en étendant la couverture du système de sécurité sociale, en augmentant les pensions sociales (transferts monétaires aux plus âgés) et en renforçant les programmes d'aide sociale ciblés. Ces mesures diminueraient le besoin d'épargne de précaution des ménages tout en réduisant les inégalités et la pauvreté chez les personnes âgées.

En plus de procéder aux réformes évoquées ici, les pays doivent entièrement repenser l'architecture de leurs systèmes de retraite ; ils pourraient, par exemple, envisager d'instituer des régimes publics à cotisations définies — encourageant le recours aux plans d'épargne-retraite individuels — après avoir créé les conditions requises (Rudolph et Rocha, 2009).

Stimuler l'épargne-retraite volontaire en développant des instruments financiers *ad hoc* est une autre piste importante à explorer. Les pays dont le système financier est moins développé devraient s'employer en priorité à améliorer l'inclusion financière. À l'échelle mondiale, 31 % des adultes n'ont toujours pas de compte bancaire ; il s'agit en majorité d'Africains subsahariens (Demirgüç-Kunt *et al.*, 2018).

Les connaissances financières pourraient favoriser la culture de l'épargne et aider les actifs à mieux préparer leur retraite. Les pays dont le secteur financier est plus développé pourraient instaurer des mesures de soutien à l'épargne-retraite volontaire. Les États-Unis, par exemple, proposent des instruments à fiscalité réduite comme le plan 401(k). Des comptes soumis à une fiscalité préférentielle pour l'épargne générale ou l'épargne-études pourraient aussi être envisagés. La participation des ménages à revenu intermédiaire serait essentielle pour que ces plans

génèrent un surcroît d'épargne au lieu de simplement se substituer à d'autres dispositifs.

Dans les pays concernés, les autorités pourraient prendre des mesures pour enrayer la contraction prévue de la population active et engager, par exemple, des réformes visant en priorité à combler l'écart de taux d'activité entre les hommes et les femmes, à l'instar de l'Espagne et de l'Italie. La marge de progrès est ici considérable, puisque le taux mondial d'activité féminine n'est que de 50 %, contre 80 % pour le taux d'activité des hommes (Dabla-Norris et Kochhar, 2019). Promouvoir l'accès à des structures de garde d'enfants de qualité et abordables pourrait contribuer à ce qu'un plus grand nombre de jeunes mères travaillent. Comme les taux d'activité tendent à diminuer dans les groupes d'âges plus proches de la retraite, des politiques encourageant les travailleurs plus âgés à continuer de travailler pourraient être adoptées, d'autant que la durée de vie s'allonge. Les pouvoirs publics pourraient faciliter une telle évolution en reconsidérant la fiscalité et les prestations qui favorisent les départs en retraite anticipés.

En combinant toutes ces mesures, il est possible d'atténuer les baisses prévues de l'épargne nationale tout en améliorant la viabilité des systèmes de retraite et en garantissant un niveau de vie décent aux retraités. **FD**

DAVID AMAGLOBELI est directeur adjoint du département des finances publiques du FMI, et **VITOR GASPAR**, directeur du même département. **ERA DABLA-NORRIS** est chef de division au département Asie et Pacifique du FMI.

Bibliographie :

- Amaglobeli, D., H. Chai, E. Dabla-Norris, K. Dybczak, M. Soto, and A. Tieman. 2019. "The Future of Saving: The Role of Pension System Design in an Aging World." IMF Staff Discussion Note 19/01, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Dabla-Norris, E., and K. Kochhar. 2019. "Closing the Gender Gap." *Finance and Development* 56 (1).
- Demirgüç-Kunt, A., L. Klapper, D. Singer, S. Ansar, and J. Hess. 2018. "The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution." World Bank Report 126033, Washington, DC.
- Rudolph, H., and R. Rocha. 2009. "Enabling Conditions for Second Pillars of Pension Systems." World Bank Policy Research Working Paper WPS4890, Washington, DC.



GÉNÉRATION MONTANTE

Trois jeunes de moins de 30 ans forgent leurs propres avenir

Dans la plupart des pays d'Afrique et dans certaines parties de l'Asie, de l'Amérique latine et des Caraïbes, la population d'âge actif croît plus vite que les autres segments de la société. En Inde, la moitié de la population de 1,3 milliard d'individus a moins de 27 ans, et 1,3 million de jeunes atteignent chaque mois l'âge de travailler.

Une population jeune et nombreuse peut être la ressource la plus précieuse d'un pays, car elle ouvre la porte à une augmentation des revenus et à une réduction de la pauvreté — ce qu'on appelle le dividende démographique. Mais elle peut aussi poser des défis pressants. En effet, les pays qui ne créent pas assez d'emplois pour des jeunes très nombreux s'exposent à l'instabilité sociale, politique et économique.

Dans un grand nombre de ces pays marqués par une forte croissance démographique, la jeunesse est confrontée à un marché du travail décourageant. Selon les recherches du FMI, près de 20 % des jeunes dans le pays émergent et en développement moyen ne sont ni scolarisés ni employés. Et ceux qui travaillent occupent souvent des emplois à temps partiel, mal payés, n'offrant aucune protection juridique.

Que faire ? Après la forte progression du taux de scolarisation enregistrée ces dernières années dans les pays en développement, il s'agit maintenant de mieux faire correspondre l'éducation aux compétences dont le marché a besoin aujourd'hui.

Les technologies offrent aussi un espoir, car, s'il est probable qu'elles font disparaître des emplois, elles pourraient aussi stimuler la connectivité et le potentiel

d'innovation, et générer ainsi de nouveaux emplois pour lesquels les jeunes ont un avantage.

Et les pouvoirs publics peuvent faire davantage pour faciliter l'accès des jeunes au marché du travail. Les jeunes ont partout des difficultés à prendre pied sur le marché du travail. Les politiques qui limitent la flexibilité et la mobilité intersectorielle — comme un droit du travail trop rigide ou un salaire minimum trop élevé — tendent à les pénaliser davantage que les travailleurs plus âgés.

Toutefois, de nombreux individus de la prochaine génération parviennent à s'épanouir. Les pages suivantes offrent un regard intimiste sur trois jeunes qui relèvent le défi quotidien de se faire une place dans la vie — avec un succès inégal.

Dhara Shah, 27 ans, est cofondatrice d'un studio de design de l'information à New Dehli, en Inde, un pays où les femmes chefs d'entreprise sont confrontées à de sérieux obstacles culturels. Abdel Ilah Safi, 21 ans, souhaite se faire un nom dans le spectacle à Fez, au Maroc, après s'être essayé au travail dans le bâtiment et à la vente de poterie avant de s'inscrire dans un centre de formation professionnelle dans l'espoir de trouver un travail décent. Faith Aweko, 26 ans, est une chef d'entreprise ougandaise qui a fui les bidonvilles de Kampala pour créer une entreprise de transformation des déchets plastiques en sacs à main à la mode.

Ambitieux, sensibilisés aux questions sociales et ouverts au changement, ces jeunes ne restent pas les bras croisés en attendant qu'une opportunité s'offre à eux. Voici leur histoire.

1



Dhara Shah, Inde

AUJOURD'HUI, en Inde, seulement 14 % des entreprises sont dirigées par des femmes. Le manque d'accès au financement — renforcé par les préjugés culturels — est un obstacle majeur pour les femmes chefs d'entreprise. Pourtant, malgré les difficultés, des femmes s'affirment dans le domaine des technologies de l'information et font voler les stéréotypes en éclats.

Tel est le cas de Dhara Shah, 27 ans, cofondatrice et associée dirigeante de Pykih, une société de design de l'information qui conçoit et construit des interfaces Web pour le contenu et les données. Dans une journée type, elle assume de multiples rôles, allant de la mère d'un jeune enfant à celui de dirigeante d'une jeune pousse spécialisée dans la visualisation des données et la conception de logiciels.

Jonglant entre sa vie de famille et son entreprise, Shah craint parfois d'être considérée comme une mauvaise mère, ou qu'on lui reproche de ne pas assez s'investir dans son travail. « En Inde, les femmes sont censées construire une famille, pas une entreprise — surtout une entreprise de technologie », observe-t-elle.

Elle a beaucoup appris. « La maternité a changé ma vision de la vie, déclare-t-elle, aujourd'hui, je

regarde autour de moi et je me demande si je voudrais que ma fille ait à surmonter le type d'épreuves auxquelles je suis confrontée. Si la réponse est non, que puis-je faire tout de suite pour commencer à changer les choses ? »

Membre de Global Shapers, une initiative soutenue par le Forum économique mondial, Shah est convaincue qu'il faut cesser de porter aux nues les personnalités du monde du sport et du divertissement pour commencer à honorer les personnes qui créent des emplois et changent vraiment les choses.

Avec Pykih, Shah veut rendre les données, les éléments probants et la recherche des groupes de réflexion et du monde universitaire accessibles à tous — un objectif qu'elle juge particulièrement vital à notre époque de défiance à l'égard des médias traditionnels.

Photographie et reportage de **SAHIBA CHAWDHARY**,
New Delhi, Inde

1. Dhara Shah
2. Conseillant une jeune employée chez Pykih
3. Près du marché de la Place Nehru
4. Yoga avec sa fille Sabi pour bien commencer la journée

2



3





4



1

Abdel Ilah Saffi, Maroc

DEPUIS QU'IL A QUITTÉ L'ÉCOLE il y a trois ans, Abdel Ilah Saffi cherche sa voie. Faute de diplôme, ses possibilités sont limitées. Ce natif de Fez s'est essayé à diverses activités — construction, vente de poterie et autres emplois temporaires.

Sur la suggestion d'un professeur, il s'est écrit à l'école Moulay Ali Cherif, à Fez, un centre de formation professionnelle spécialisé dans les arts du spectacle, qui enseigne des compétences techniques, comme la programmation informatique et la conception son et lumière, ainsi que le théâtre et la danse contemporaine.

Saffi a été immédiatement séduit par les cours d'arts du spectacle dispensés par le centre. « Ça a vraiment fait écho en moi », dit-il. Il s'inspire de Rachid Ouahman, un de ses tuteurs au centre et jeune artiste montant au Maroc.

Saffi pense parfois partir à l'étranger, comme ses quatre frères chômeurs. Plus de 25 % des jeunes au Maroc sont sans emploi, et ceux qui entrent dans l'âge adulte se demandent, et c'est compréhensible, si l'herbe est plus verte ailleurs.

Un problème souvent cité du système éducatif marocain est le décalage entre les compétences enseignées et celles dont le marché du travail a besoin. Pour réduire ces décalages, le pays compte de plus en plus sur le système de formation professionnelle, ce qui a abouti à une multiplication des centres comme celui que fréquente Abdel. Les stagiaires en enseignement professionnel sont plus nombreux au Maroc que dans la moyenne des pays de la région, ce qui devrait aider à stimuler l'emploi.

Pour Saffi, c'est une bouée de sauvetage. À son avis, le centre professionnel dispense des conseils plus utiles sur les compétences d'avenir qu'un établissement d'enseignement traditionnel. « J'y trouve à la fois ma passion et mon métier », déclare-t-il.

Photographie et reportage d'**OMAR CHENNAFI**, Fez, Maroc

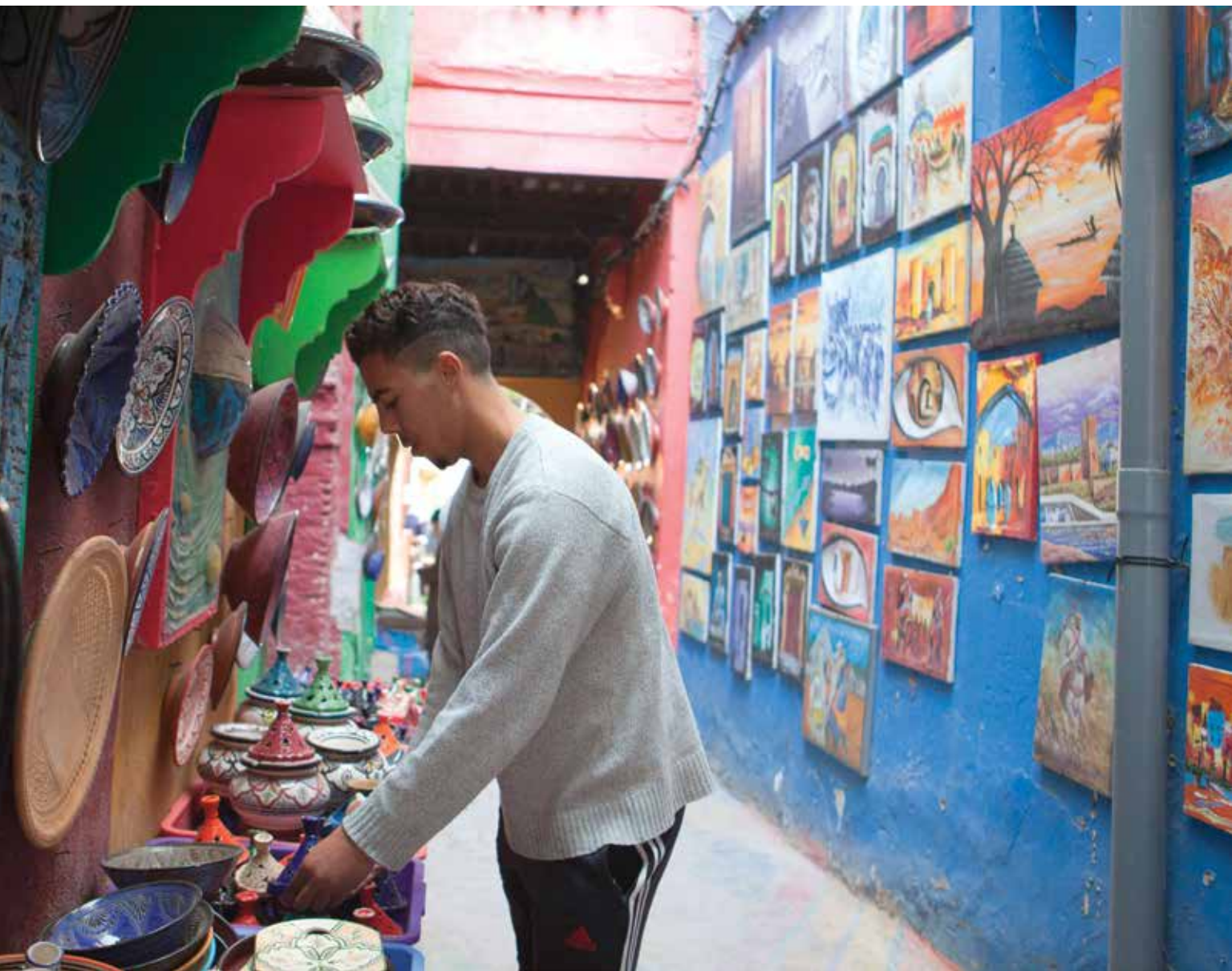
1. Saffi joue le rôle principal dans un spectacle
2. Dans une boutique de poterie, où il travaille à temps partiel
3. Profitant du « vendredi couscous » au centre
4. Apprentissage de la programmation



2



3





1



2



3

Faith Aweko, Ouganda

AYANT GRANDI dans un bidonville à Kampala, Faith Aweko, 26 ans, a dû se battre régulièrement contre les inondations causées par les déchets plastiques que la pluie avait amenés dans les voies d'eau et les fossés en bord de route. Cette expérience lui a donné une profonde aversion pour la pollution, qui allait être à l'origine de sa future vocation.

En 2016, après avoir abandonné ses études universitaires en cours de troisième année, Aweko devait trouver un moyen de pourvoir à ses besoins. Les moins de 30 ans représentent environ 75 % de la population ougandaise, et un grand nombre d'entre eux sont chômeurs. La situation, dans cette société patriarcale, est bien plus difficile pour les femmes, qui ont trois fois plus de risques que les hommes d'avoir des difficultés à trouver un emploi durable.

Refusant de devenir une statistique, Aweko a décidé de rejoindre Social Innovation Academy, un organisme qui travaille avec des orphelins, des réfugiés et d'autres jeunes défavorisés pour créer des entreprises sociales. Là, elle a croisé la route d'autres personnes qui, comme elle, rêvaient de s'attaquer au problème des déchets plastiques en Ouganda.

Avec Mema Rachel, une réfugiée originaire de la République démocratique du Congo, et Naluyima Shamim, elle a fondé Reform Africa, une société de recyclage du plastique qui collecte les sacs en plastique et les transforme en magnifiques sacs.

Elles se procurent le plastique directement dans les décharges et les points de collecte autour de Kampala. Les travailleurs les livrent au point de collecte principal où les sacs sont triés, nettoyés et mis à sécher sur des cordes à linge. Les matériaux sont ensuite envoyés à des tailleurs, qui, munis de fers à repasser, produisent le matériau résistant qui sera ensuite façonné en sacs à main et en sacs à dos colorés à la mode.

Il paraît qu'on ne peut tirer de la farine d'un sac de son, mais Faith Aweko a plus d'un tour dans son sac. **FD**

Photographie et reportage de **JJUMBA MARTIN**, Kampala, Ouganda.

1. Faith Aweko
2. Harriet Atimango met du plastique lavé à sécher
3. Marais de Katooke, qui sert de décharge illégale
4. Le sac à dos étanche MEMA
5. Kisitu Daniel en train de coudre un sac



A portrait of Olivia S. Mitchell, a woman with short reddish-brown hair, wearing a blue blazer and a pearl necklace. She is smiling and standing in front of a bookshelf filled with books. The background is slightly blurred, focusing attention on her.

LA BÉHAVIORISTE DES RETRAITES

*Peter J. Walker brosse le portrait **d'Olivia S. Mitchell** de l'école Wharton, pionnière de la recherche moderne sur les retraites*

A lors que la bataille présidentielle fait rage aux États-Unis, l'éminente spécialiste des retraites Olivia S. Mitchell adresse une mise en garde aux candidats.

« Certaines des personnes qui briguent le poste de président des États-Unis ont évoqué une hausse des prestations de sécurité sociale, mais cela me semble tout à fait malencontreux », indique l'économiste de 66 ans. En effet, rien que pour préserver la solvabilité du système actuel, il faudrait augmenter fortement les impôts sur les salaires ou réduire les pensions.

D'après les travaux de recherche de M^{me} Mitchell, les Américains seraient plus aisés s'ils différaient leur retraite, connaissaient mieux la finance et étaient encouragés à épargner, à planifier et à investir de manière plus avisée. Elle appelle de ses vœux un débat national sur la réforme des droits à pension afin de réparer le système avant l'épuisement du financement des pensions. Son pronostic peu réjouissant est le suivant : il faut que chacun « travaille plus longtemps, épargne davantage et s'attende à moins. »

Olivia Mitchell est l'un des pionniers de la recherche universitaire moderne sur les retraites. Elle a publié plus de 250 ouvrages et articles, conseillé des équipes gouvernementales à travers le monde et reçu plus de 60 prix et récompenses professionnels.

Lorsque M^{me} Mitchell a commencé à travailler sur le sujet il y a 40 ans, il se cantonnait pour l'essentiel à l'analyse actuarielle (évaluations mathématiques et statistiques du risque). Elle a consacré sa carrière à intégrer des facteurs économiques, notamment ceux de l'économie comportementale, dans la discipline. S'exprimant depuis son bureau à l'école Wharton de l'université de Pennsylvanie, elle décrit le sujet des retraites comme un « microcosme de toutes les disciplines : la démographie, les ressources humaines, la fiscalité, la finance, la psychologie, l'économie et d'autres encore ».

« L'ampleur des compétences d'Olivia en matière de retraites est stupéfiante », confie Geoffrey Garrett, directeur de l'école Wharton. « Aucun élément touchant aux retraites et à l'économie n'échappe à sa connaissance, comme par exemple les crises de financement dans les systèmes privés et publics, la baisse des pensions versées par les employeurs, l'évolution démographique, la situation financière des ménages, l'accumulation de patrimoine et la nécessité d'avoir des connaissances financières. Ses travaux rendent compte d'une période de profondes mutations des pensions et couvrent des problématiques qui dépassent les frontières des États-Unis. »

Entre 2006 et 2016, la population des 65 ans et plus est passée de 37 millions à 49 millions aux États-Unis et, d'ici à 2060, elle aura pratiquement doublé, à 90 millions. Le régime fédéral d'assurance-vieillesse, qui pèse 1 000 milliards de dollars, est la principale source de revenu des retraités aux États-Unis, mais, à compter de 2020, son coût

total devrait dépasser ses recettes totales. D'ici à 2035, en raison de l'épuisement de ses réserves, le système ne pourra honorer que trois quarts des pensions programmées. Des scénarios analogues se déroulent à travers le monde. Les travaux de recherche de M^{me} Mitchell servent de feuille de route pour prendre des décisions face à cette crise généralisée.

Les débuts

M^{me} Mitchell est née à Lincoln, dans le Nebraska, où son père enseignait l'économie agricole à l'université du Nebraska. Ses parents se sont rencontrés alors qu'ils travaillaient pour l'administration américaine en République de Corée. Tous deux ont ensuite étudié l'économie à Harvard. Peu de femmes étaient inscrites en économie à l'époque et la mère d'Olivia Mitchell a été admise uniquement à la condition de taper à la machine les articles de son conseiller pédagogique.

Son père a travaillé pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pendant la plus grande partie de l'enfance d'Olivia ; il a été affecté au Brésil, au Chili, en Colombie, au Guatemala, en Italie, au Mexique, au Pakistan et au Pérou. Olivia Mitchell en a gardé un amour pour les voyages et les cultures, les langues et les cuisines étrangères. Et les sciences économiques ont bercé son enfance.

« L'économie a été omniprésente dans mon éducation, confie M^{me} Mitchell. « Sur le mur au-dessus de la table de la cuisine, il y avait une horloge avec la formule « Le temps, c'est de l'argent ». Elle se trouve maintenant au-dessus de ma table de cuisine. » Elle raconte que son père utilisait un concept économique corollaire pour l'amener à désherber le jardin. « Quand j'avais cinq ans, nous avions un potager et mon père m'a expliqué que, comme son temps valait plus que le mien, je devais m'occuper d'arracher les mauvaises herbes. Cette logique implacable m'a poussée à augmenter la valeur de mon temps. Et c'est ce que j'ai fait ! »

M^{me} Mitchell a suivi les traces de ses parents et a obtenu une licence d'économie de Harvard en 1974, où elle aussi a dû composer avec un environnement très masculin. Un professeur d'âge mûr avait l'habitude de saluer sa présence en cours en lançant un « Madame et Messieurs, bonjour ».

« Se lever pour prendre la parole et voir 99 visages masculins se tourner vers moi était assez intimidant au départ, même si je m'en suis remise », affirme-t-elle. Cette expérience formatrice l'a conduite à rechercher des milieux plus féminins dans la suite de sa carrière. Cela a été un facteur très important dans sa décision en 1993 d'opter pour l'école Wharton, qui compte de longue date un pourcentage élevé de femmes dans le corps enseignant. Elle est aussi membre de la Commission sur le statut des femmes dans la profession d'économiste, où elle assure un rôle de conseillère et de mentor.

M^{me} Mitchell a terminé son doctorat en 1978, à l'âge de 25 ans, à l'université du Wisconsin. Sa thèse portait sur l'impact d'un chômage local élevé sur le taux d'activité des femmes mariées. Elle a occupé son premier poste à l'université Cornell, chargée d'assurer un cours sur les retraites. « Le

manuel sur lequel je devais m'appuyer pour enseigner était le summum de l'ennui », se souvient-elle. À l'époque, elle en a conclu qu'elle pouvait « écrire de manière plus intéressante sur ce sujet et en étudier non seulement les aspects actuariels, mais aussi les paramètres économiques ». En outre, sa mère l'a mise en garde sur une crise imminente des retraites aux États-Unis et l'a encouragée à approfondir la question.

Toujours à l'université Cornell, M^{me} Mitchell a épousé le « garçon d'à côté » : ils vivaient dans le même immeuble à Ithaca, New York. Gene Dykes allait devenir informaticien. Aujourd'hui à la retraite, il détient le record du monde officiel du marathon dans la catégorie des 70-74 ans, alors même qu'il a attendu de devenir sexagénaire pour commencer à courir sérieusement.

La semaine où M^{me} Mitchell a été titularisée à l'université Cornell, elle a aussi donné naissance à la première de ses deux filles. Plus tard, elle a mis en place la « Banque de maman », tableur électronique qui comptabilisait l'argent de poche plus ce que touchaient ses filles lorsqu'elles effectuaient des tâches ménagères. « Si elles voulaient s'acheter quelque chose sans lien avec l'école, elles devaient s'assurer d'avoir suffisamment d'argent pour le faire. »

Dans les milieux universitaires, M^{me} Mitchell s'est fait connaître en coécrivant *Retirement, Pensions, and Social Security* avec l'économiste Gary S. Fields de l'université Cornell. Il s'agissait du premier ouvrage à se pencher sur les facteurs ayant une incidence sur les comportements en matière de retraite. Selon elle, c'est alors que l'étude des pensions de retraite comme institution économique capable d'influer sur les comportements a véritablement démarré.

« Olivia était brillante et bosseuse, rigoureuse et concentrée, agréable et intègre », affirme M. Fields, éminent économiste et spécialiste du travail. « Il était évident qu'elle était promise à un grand avenir. »

Une vision moderne des retraites

Par la suite, les travaux de recherche de M^{me} Mitchell se sont élargis, portant sur l'élaboration de systèmes de retraite qui encouragent une retraite différée, dont le régime fédéral d'assurance-vieillesse (Social Security). Actuellement, plus de 40 % des bénéficiaires font valoir leurs droits à des prestations de sécurité sociale à l'âge minimum de 62 ans, alors même que ceux qui attendent huit ans avant de pouvoir prétendre à la pension maximale à l'âge de 70 ans peuvent voir leur revenu mensuel augmenter de 75 %, d'après les calculs d'Olivia Mitchell. Par conséquent, en règle générale, faire valoir ses droits précocement n'optimise pas les pensions touchées.

M^{me} Mitchell a constaté que le fait de faire valoir ses droits à pension très tôt est notamment lié à la manière dont les conseillers financiers expliquent, ou présentent, cette décision capitale. Les conseillers adoptent souvent une approche fondée sur le « seuil de rentabilité » qui présente implicitement la décision comme un pari risqué sur

le nombre d'années restant à vivre. Ils peuvent commencer par vous dire le montant que vous toucheriez dès l'âge de 62 ans, puis vous expliquer que vous devriez vivre au moins 14 années de plus pour récupérer à *coup sûr* l'argent perdu parce que le départ à la retraite a été retardé de quelques années. Cette analyse pourrait par exemple montrer que, si vous faisiez valoir vos droits à l'âge de 70 ans, il vous faudrait vivre jusqu'à 84 ans pour atteindre le seuil de rentabilité et commencer à en tirer un profit net.

Lorsque les choses sont présentées de la sorte, les intéressés se demandent avec inquiétude s'ils vivront vraiment aussi longtemps. Ils ignorent hélas généralement que la moitié de la population vit au-delà de son espérance de vie. Par conséquent, si les gens craignent de survivre à leur patrimoine, il est beaucoup plus logique de faire valoir leurs droits à pension plus tard afin d'éviter de manquer d'argent pendant leurs vieux jours. En s'appuyant sur les travaux de recherche de M^{me} Mitchell, la Social Security Administration a cessé d'utiliser la méthode du seuil de rentabilité au profit d'une plus grande neutralité, ce qui devrait inciter les personnes concernées à demander à toucher leur pension ultérieurement.

Une autre solution pour encourager les intéressés à différer leur retraite est de leur verser des sommes forfaitaires pour les inciter à faire valoir leurs droits plus tard. Les travaux de M^{me} Mitchell définissent ces montants de manière qu'ils ne modifient pas les coûts totaux du programme et soient intéressants pour les personnes âgées endettées. Dans des travaux connexes, Olivia Mitchell note qu'aujourd'hui, les retraités risquent beaucoup plus d'être endettés parce que leurs crédits immobiliers et leurs dettes de cartes de crédit sont plus élevés et parce que leurs prêts étudiants et leurs prêts sur salaire augmentent.

La retraite peut sembler encore plus inaccessible pour les « milléniaux » (personnes nées entre 1980 et 2000). Selon M^{me} Mitchell, compte tenu des faibles rendements procurés par les marchés financiers, les « milléniaux » qui souhaiteront partir à la retraite à 65 ans devront mettre de côté 40 % de leur rémunération, contre une moyenne de seulement 6 % aujourd'hui. Bien sûr, étant donné les dépenses concurrentes comme les prêts étudiants et le coût élevé des logements, l'objectif d'épargner 40 % peut s'avérer pratiquement impossible à atteindre. C'est pourquoi Olivia Mitchell estime que les citoyens doivent se préparer à travailler plus longtemps, redéfinir la notion de retraite pour y inclure le travail à temps partiel et être prêts à se former tout au long de leur vie.

Des connaissances financières sont un élément particulièrement essentiel de la formation tout au long de la vie. Il y a une bonne dizaine d'années environ, l'intérêt d'Olivia Mitchell pour les comportements en matière de retraite, couplé à la transition entre des régimes de retraite à prestations prédéfinies et des régimes à cotisations prédéfinies qui imposent une plus grande responsabilité individuelle, l'a amenée à s'intéresser de près à ce que la population connaît

des principaux concepts de la finance. Olivia Mitchell et Annamaria Lusardi de l'université George Washington ont mis au point trois questions pour l'enquête menée de longue date par l'université du Michigan sur la santé et la retraite des plus de 50 ans aux États-Unis. Les deux chercheuses ont découvert avec stupéfaction que les personnes âgées avaient une connaissance particulièrement étriquée de la finance. Leurs « trois grandes questions », qui ont été saluées pour leur exhaustivité et leur concision, ont été utilisées dans de nombreuses autres enquêtes et dans plus de 20 pays : elles mettent en évidence les faibles compétences financières des jeunes, des seniors, des femmes et des catégories à faible revenu à travers le monde (voir *F&D* en ligne).

Les recherches ultérieures ont montré que les compétences financières jouent un rôle très important pour la prise de décisions financières. Les personnes qui maîtrisent la finance sont plus susceptibles de planifier et d'épargner pour leur retraite, de réaliser de meilleurs investissements et de connaître moins de difficultés financières. Une étude a montré que les salariés d'une entreprise qui connaissent le mieux la finance bénéficiaient de rendements du régime de retraite supérieurs de 130 points de base (1,3 point de pourcentage) chaque année par rapport au salarié moyen.

M^{mes} Mitchell et Lusardi ont aussi étudié les conséquences plus vastes des compétences financières et ont découvert que la maîtrise de la finance peut expliquer entre 30 % et 40 % des inégalités de richesse. Cette étude a aussi livré une conclusion étonnante : les pensions de vieillesse peuvent en réalité décourager l'acquisition de connaissances financières et ainsi contribuer aux inégalités de richesse. Nous avons posé la question « Que se passerait-il si les prestations de sécurité sociale étaient réduites de 20 % en prévision du futur déficit ? », explique Olivia Mitchell. « Nous avons constaté que cela inciterait davantage les travailleurs à bas salaire à épargner et à investir dans les connaissances financières, ce qui réduirait alors les inégalités de richesse. » Leurs projections ont fait apparaître que le patrimoine médian augmenterait de 32 % pour les personnes n'ayant pas fait d'études supérieures et de 19 % pour celles qui en ont suivi. « C'était un résultat inattendu », ajoute-t-elle.

M^{me} Lusardi, qui collabore souvent avec elle, observe que « travailler avec une spécialiste aussi rigoureuse est un privilège. Notre travail a pu mettre au jour les faibles compétences financières, mais aussi la grande importance que cela revêt, en particulier pour les groupes qui sont déjà vulnérables. »

Les couloirs du pouvoir

Durant sa carrière, M^{me} Mitchell a aussi prodigué de nombreux conseils d'expert à des organismes publics en lien avec les retraites. En 2001, elle a siégé à la commission bipartite du président George W. Bush pour renforcer le régime fédéral de retraite. L'une des principales recommandations a été d'autoriser les personnes à placer une partie de leurs cotisations au régime Social Security dans des comptes

individuels facultatifs. La proposition n'a pas été mise en œuvre, essentiellement en raison de l'opposition politique et du début de l'effondrement des marchés financiers en 2001. Olivia Mitchell estime toutefois que les propositions de la commission restent pertinentes aujourd'hui, sachant que le système sera confronté à un déficit au cours des dix prochaines années environ.

M^{me} Mitchell a étudié une autre solution pour que davantage d'Américains aient une retraite convenablement financée : les rentes de longévité. Conformément à une mesure fédérale adoptée en décembre 2019, les employeurs aux États-Unis sont encouragés à mettre en place des rentes du régime de retraite qui commencent à être versées uniquement à partir de 85 ans. Les travaux de M^{me} Mitchell montrent que, si les gens utilisaient seulement 10 % de leurs économies de retraite pour bénéficier d'une telle rente de longévité, cela augmenterait le bien-être à l'âge de 85 ans de 6 % à 14 %. Dans un contexte où beaucoup vivent de vieux jours et où les dépenses de santé augmentent, cela lui paraît indispensable pour que les intéressés puissent dépenser davantage pendant leur retraite.

M^{me} Mitchell surveille aussi la situation dans les pays où elle a vécu autrefois, surtout au Chili. Les manifestations à Santiago fin 2019 ont débuté à la suite d'une hausse du prix du ticket de métro, mais elles ont rapidement débouché sur un mouvement plus vaste englobant plusieurs griefs de la population. L'un d'eux est la colère provoquée par les pensions trop faibles pour les plus pauvres et par les profits trop élevés des gestionnaires de fonds de pension privés.

Il y a cinq ans, M^{me} Mitchell a siégé à la commission sur les retraites de Michelle Bachelet, alors présidente du Chili, qui a formulé des recommandations pour réformer le régime de retraite national. Les participants ont proposé des solutions pour que les régimes couvrent une plus grande partie de la population, pour offrir un pilier de solidarité plus généreux à l'attention des pauvres et pour augmenter les taux de cotisation. Actuellement, le gouvernement applique certaines des recommandations, dont un relèvement de la pension de solidarité et une baisse des frais et commissions prélevés par les fonds de pension privés, signale Olivia Mitchell.

M^{me} Mitchell travaille aujourd'hui sur les causes et les conséquences de l'endettement à un âge avancé, sur l'impact des garanties de retraite et sur la manière dont d'autres systèmes fiscaux modifieront les comportements en matière de travail, d'épargne, d'investissement, de consommation et de retraite.

Et qu'en est-il de sa propre retraite, qui a sûrement été bien planifiée, étant donné son expertise ? « Ma connaissance des nombreux risques liés au vieillissement m'amène à une conclusion : à moins d'être en très mauvaise santé, je ne prendrai jamais ma retraite ! », s'exclame-t-elle. **FD**

PETER J. WALKER fait partie de l'équipe de rédaction de *Finances & Développement*.

UN MONDE PLUS MÛR

D'ici 2050, la baisse persistante des taux de natalité et l'augmentation de l'espérance de vie vont transformer la population mondiale

DANS TRENTE ANS À PEINE, le monde paraîtra très différent. Depuis 1950, la population mondiale est passée de 2,5 milliards d'êtres humains à plus de 7,7 milliards. Mais d'ici 2050, ce chiffre ne devrait passer qu'à 9,7 milliards. Cela s'explique par le ralentissement de la croissance démographique, qui va tomber d'environ 1-2 % à 0,5 % par an, en grande partie sous l'effet de la chute des taux de natalité et du vieillissement de la population, selon une analyse par le Pew Research Center du rapport 2019 des Nations Unies sur les perspectives de la population mondiale.

D'après ce rapport, en 2050, le taux mondial de fécondité devrait être de 2,2 naissances par femme, contre 2,5 aujourd'hui. Ce taux se rapproche du seuil de renouvellement, qui est de 2,1, à savoir le nombre de naissances par femme nécessaire au maintien de la taille d'une population.

L'âge médian devrait passer à 36 ans d'ici 2050, contre 31 aujourd'hui. C'est en Europe que l'âge médian devrait être le plus élevé en 2050 : 47 ans. Étonnamment, l'Amérique latine et les Caraïbes, régions longtemps connues pour la jeunesse de leur

population, devraient voir leur âge médian passer de 31 à 41 ans, ce qui représente la plus forte hausse.

De nombreux pays verront leur population diminuer, à commencer par l'Europe. Cette région devrait connaître d'ici 2050 un ratio de dépendance de 75 %, le plus élevé de toutes les régions. Ce ratio désigne le rapport entre le nombre de personnes n'étant plus en âge de travailler (plus de 65 ans) et le nombre de celles qui le sont encore.

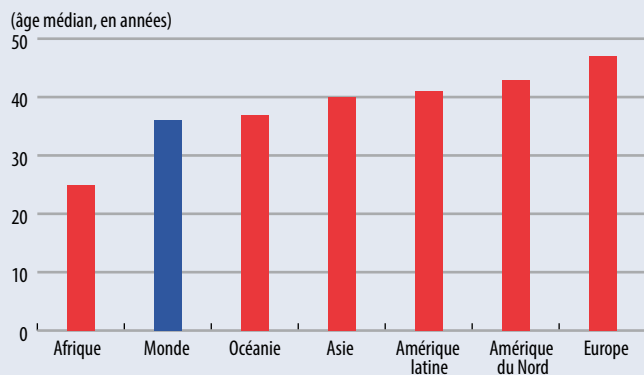
À l'inverse, l'Asie, l'Amérique latine et les Caraïbes devraient présenter le plus faible ratio de dépendance en 2050, soit 56 %. La diminution ou le vieillissement de la population ne concernent toutefois pas tous les pays. L'Afrique, seule région dont la population devrait connaître un taux de croissance annuelle supérieur à 1 %, présentera d'ici 2050 le plus jeune âge médian : 25 ans. **FD**

Rédigé par **NEIL RUIZ** et **LUIS NOE-BUSTAMANTE**, Pew Research Center, ainsi que **NADYA SABER**, FMI, sur la base d'une analyse par le Pew Research Center du rapport 2019 des Nations Unies sur les perspectives de la population mondiale.

La population mondiale vieillit et les taux de natalité diminuent ...

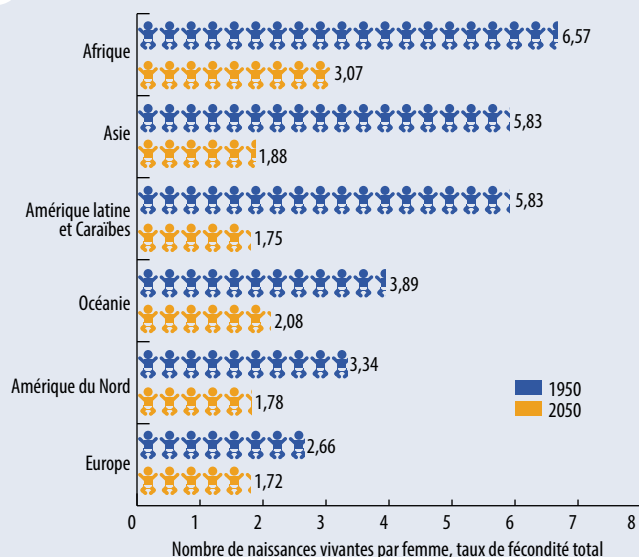
Jeunes et vieux

L'âge médian de la population mondiale devrait être de 36 ans d'ici 2050. L'Europe devrait être la région la plus âgée (47 ans), l'Afrique la plus jeune (25 ans).



Moins de bébés

Les taux de fécondité mondiaux devraient tomber d'ici 2050.

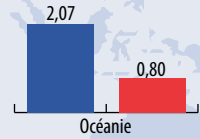
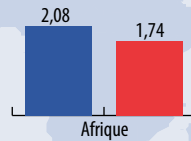
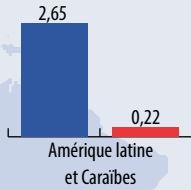
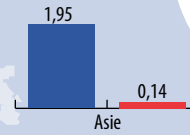
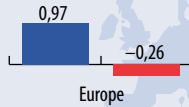
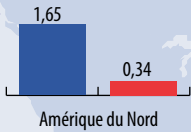


... de nombreux pays verront donc leur croissance démographique baisser.

Baisse de la croissance démographique

C'est en Europe que la diminution de la population devrait être la plus marquée d'ici 2050, tandis que l'Afrique connaîtra la plus forte croissance démographique au monde. (taux annuel moyen de variation de la population, en pourcentage)

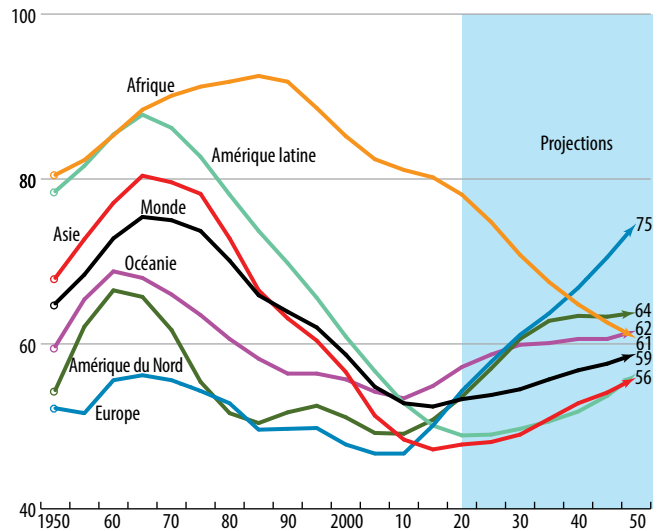
■ 1950–55
■ 2045–50



Une question de dépendance

L'Europe devrait connaître d'ici 2050 le ratio de dépendance le plus élevé au monde : 75 %.

(ratio de dépendance)



Note : Le ratio de dépendance désigne le nombre de personnes âgées de 14 ans ou moins et de 65 ans ou plus pour 100 personnes âgées de 15 à 64 ans.

La population active des générations futures sera moins nombreuse pour endosser le fardeau du vieillissement.



PHOTO: FMI/EUGENE SALAZAR

Une Somalie en reconstruction

Abdirahman Dualeh Beileh, ministre des Finances, se veut optimiste pour le développement économique de son pays

UN ENJEU IMPORTANT pour les États fragiles consiste à conserver ce qu'ils ont de plus précieux : leur population. Plus d'un million de Somaliens ont fui leur pays au cours de ces dernières années ; beaucoup ont préféré les camps de réfugiés délabrés des pays voisins à l'instabilité et aux conflits incessants de leur pays d'origine. Pour Abdirahman Dualeh Beileh, le ministre des Finances somalien, les années passées à l'étranger l'ont aidé à se préparer à occuper un poste crucial dans un pays qui n'a pratiquement pas eu d'institutions publiques en état de marche pendant plus de 20 ans.

Après avoir obtenu trois diplômes à l'université du Wisconsin-Madison et longtemps travaillé à la Banque africaine de développement (BAfD), M. Beileh est retourné en Somalie en 2014 pour aider le pays à se remettre sur pied. Il a d'abord été ministre des Affaires étrangères, avant d'être nommé ministre des Finances en 2017. Après des décennies de conflits dévastateurs, les besoins de la Somalie sont immenses. M. Beileh s'est donc attaché à restaurer la confiance dans les

autorités somaliennes pour obtenir les ressources nécessaires à la reconstruction du pays.

En plus de son rôle dans l'administration publique, M. Beileh est connu pour son talent d'artiste et d'auteur-compositeur. Dans cet entretien avec Bruce Edwards de *F&D*, il explique que l'expression culturelle a été une force unificatrice dans l'histoire mouvementée de la Somalie et joue un rôle important dans son développement.

F&D : Pourriez-vous nous rappeler la situation dans laquelle se trouvait la Somalie jusqu'à tout récemment ?

ADB : La Somalie n'a pas eu de gouvernement légitime pendant 20 ans. Le pays a connu une absence totale d'institutions et une suspension complète de l'ordre public. Tout le monde était retourné à ses racines, à son clan, aux petites collectivités dirigées par leurs membres les plus anciens. Sans gouvernement central reconnu, sans écoles, sans aucun lien avec ces collectivités de petits clans et sous-clans, vous avez soudain l'impression de ne plus exister. Nous avons été sauvés par nos femmes et nos aînés, qui ont contribué à apaiser les tensions entre les collectivités. Notre soulagement a été de courte durée, car nous nous sommes aperçus que le pays se dérobaient. Les gens partaient, et un pays ne peut pas exister dans le vide.

F&D : Quel a été le moment charnière à cet égard ?

ADB : L'année 2012 a été décisive : c'est là que le gouvernement a été élu d'une manière « presque normale », et qu'il a été reconnu par la communauté internationale. Depuis lors, nous gravissons une montagne très escarpée et nous nous rapprochons progressivement du sommet.

F&D : L'insécurité est un problème de longue date.

ADB : L'insécurité est toujours un problème. Mais quand on compare notre situation actuelle à celle qui était la nôtre, je trouve que nous avons accomplis de formidables progrès.

Des difficultés persistent en Somalie, notamment du fait de groupes terroristes, mais nous disposons dans l'ensemble de règles qui encadrent notre économie dans tout le pays. Je pense que nos objectifs communs sont clairs : une nation, une économie et un budget. Nous ne les avons pas encore atteints, mais avec l'aide de la communauté internationale, nous y parviendrons bientôt.

F&D : Parmi vos nombreuses priorités, lesquelles sont les plus urgentes ?

ADB : La question la plus pressante est celle de notre dette à l'égard de la communauté internationale. Ces dernières années, la Somalie n'a pas eu accès aux

Il est impossible de se faire une idée de ce que tout perdre signifie : perte des institutions, des dossiers et même de l'historique de gouvernance.

ressources financières de la communauté internationale, hormis les fonds destinés au renforcement des capacités et à l'aide humanitaire.

F&D : À combien s'élève la dette de la Somalie et pourquoi n'avez-vous pas eu accès aux ressources financières de la communauté internationale dans le passé ?

ADB : La dette totale est estimée à environ 5,3 milliards de dollars. Aucun pays ne peut accéder aux ressources des institutions financières internationales, à d'autres ressources concessionnelles ou à des dons tant qu'il accuse des arriérés. La stratégie d'apurement des autorités somaliennes a donc consisté à tout mettre en œuvre pour régler les arriérés du pays dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Une fois la dette allégée, nous pourrions bénéficier des ressources et dons du FMI, de la Banque mondiale, de la BAFD et d'autres institutions. Ces fonds seront utilisés pour reconstruire le pays, ce qui permettra de créer des emplois. Dans mon pays, les jeunes représentent 70 % de la population. Or, il y a actuellement très peu d'emplois pour eux. La création de nouvelles possibilités d'emploi est donc une autre priorité absolue.

F&D : Après tant d'années sans administration publique en état de marche, comment regagner la confiance des citoyens dans les institutions de leur pays ?

ADB : Pour une personne lambda qui travaille dans un pays ordinaire, il est impossible de se faire une idée de ce que tout perdre signifie : perte des institutions, des registres et même de l'historique de gouvernance. C'est tout simplement inimaginable.

C'est ce que nous avons vécu, et ce n'est pas évident. À un certain moment, certains ministres n'avaient ni bureau ni personnel. Notre gouvernement est à présent opérationnel. Nous avons pu convenir de projets de loi visant à régir nos finances publiques, notre régime fiscal et notre système douanier. Certains d'entre eux ont déjà été harmonisés et d'autres font actuellement l'objet de travaux avec l'aide du FMI et du reste de la communauté internationale.

F&D : Il existe aujourd'hui une très vaste diaspora somalienne dans le monde : dans quelle mesure cette communauté est-elle liée au reste des Somaliens ?

ADB : La diaspora est une véritable bénédiction pour la Somalie. Elle contribue considérablement à notre économie, en créant des entreprises à Mogadiscio et

en y apportant ses compétences, sans parler de ses envois de fonds. Je dirais que 80 % à 90 % des familles somaliennes ont pu se nourrir pendant notre période de difficultés grâce à la diaspora. Je ne saurais donc trop insister sur son importance pour notre pays.

F&D : Dans quelle situation aimeriez-vous que la Somalie se trouve, disons, dans cinq ans ?

ADB : Si nous continuons sur notre lancée, nous pourrions devenir un pays à revenu intermédiaire. Cela peut sembler audacieux, mais je connais le peuple somalien, sa perspicacité, sa résilience, etc., et je sais toutes les épreuves qu'il a traversées. Si vous pouvez surmonter toutes ces difficultés, si vous pouvez bâtir des centres commerciaux et créer des entreprises à Minneapolis, Londres, Columbus ou Nairobi, alors vous pouvez le faire en Somalie.

Dans cinq ans, il faudra que nos administrations publiques soient capables de répondre aux besoins du pays, sans faire appel à une quelconque aide extérieure. Dans cinq ans, le budget de l'État devra être financé par des ressources internes. Cela dit, des investissements en Somalie resteront nécessaires, car les infrastructures du pays ont été complètement détruites.

F&D : Vous êtes connu non seulement comme responsable public, mais aussi comme artiste et auteur-compositeur de renom. Pensez-vous que l'art et la culture peuvent contribuer au développement du pays ?

ADB : Oui. Vous savez, quand nous avons perdu tout le reste, la culture et les écrits sont restés. Et dans la culture somalienne, tout s'articule autour de l'art de la poésie et de la chanson. Je ne suis donc qu'un exemple parmi d'autres. Je ne pense pas être un grand artiste. Je dirais juste que, lorsque mes émotions atteignent un certain niveau, je les exprime par la chanson.

Je vous donne un exemple. Quand je travaillais pour la BAFD, je me rendais dans des pays africains pour participer à des réunions avec des représentants africains. Et la Somalie n'était pas là. Le siège était bien là, le drapeau aussi, mais pas de représentant somalien. Je me rappelais alors la puissance qui était celle de la Somalie quand j'étais enfant. J'ai eu besoin d'exprimer l'émotion que cette situation suscitait en moi. Et je l'ai fait en chanson. **FD**

Cet entretien a été révisé dans un souci de concision et de clarté.

Comment les taux d'intérêt peuvent-ils être négatifs ?

Certaines banques centrales tentent l'expérience des taux d'intérêt négatifs pour stimuler l'économie nationale

Vikram Haksar et Emanuel Kopp



L'ARGENT EXISTE depuis fort longtemps, et l'accès à l'argent ou à l'épargne d'autrui a toujours eu un prix. Ce coût a porté plusieurs noms à travers l'histoire : de *prayog* en sanskrit à *intérêt* dans le langage moderne. L'exemple le plus ancien d'un intérêt légal et institutionnalisé remonte aux *Lois d'Eshnunna*, un texte juridique babylonien qui date de 2000 ans avant notre ère.

Pour la majeure partie de leur histoire, les taux d'intérêt nominaux (c'est-à-dire les taux convenus que les emprunteurs paient sur un prêt) ont été positifs, soit supérieurs à zéro. Mais pensez à ce qui se produit lorsque le taux d'inflation dépasse celui du rendement de l'épargne et des prêts. Avec une inflation à 3 % et un taux d'intérêt à 2 %, les bénéfices du prêteur, après inflation, seront inférieurs à zéro. Dans un tel cas de figure, le taux d'intérêt dit réel (à savoir le taux nominal corrigé de l'inflation) est négatif.

Les banques centrales de l'époque moderne ont toujours assorti leurs prêts à court terme d'un taux d'intérêt *nominal* positif, pour réguler le cycle économique.

Mais, récemment, de plus en plus de banques centrales se sont mises à appliquer une politique de taux faible. Plusieurs de ces banques, dont la Banque centrale européenne et les banques centrales du Danemark, du Japon, de la Suède et de la Suisse, ont commencé à explorer les *taux d'intérêt négatifs* — ce qui revient à faire payer les banques lorsqu'elles placent leur excédent de trésorerie auprès de la banque centrale. L'idée est d'inciter les banques à écouler ces excédents sous forme de prêts pour compenser la faible croissance qui s'est installée après la crise de 2008. Pour beaucoup, c'est le monde à l'envers : les épargnants sont pénalisés alors que les emprunteurs sont récompensés ? Ce n'est pas si simple.

Pour résumer, l'intérêt est le coût du crédit ou de l'argent. C'est la somme que l'emprunteur s'engage à verser à son créancier pour disposer de ses fonds et compenser les éventuels risques. Les théories économiques qui étayent les taux d'intérêt varient, certaines reposent sur les liens qui unissent l'offre (côté épargne) et la demande (côté investissement), d'autres sur l'équilibre entre l'offre et la demande monétaire. Selon ces théories, les taux d'intérêt doivent rester positifs pour encourager l'épargne ; plus l'échéance du prêt est longue, plus les investisseurs imposent des taux élevés pour compenser les risques qui découlent d'une immobilisation à plus long terme. En temps normal, les taux devraient donc rester positifs et augmenter conformément à la durée du prêt. En outre, pour avoir une bonne idée du rendement effectif ou du coût réel d'un prêt, il faut tenir compte de l'inflation, à savoir la vitesse à laquelle la monnaie perd de sa valeur. C'est pourquoi les perspectives d'inflation sont un facteur déterminant de l'évolution des taux d'intérêt à long terme.

Bien qu'il existe plusieurs types de taux d'intérêt sur les marchés financiers, le taux directeur, établi par la banque centrale d'un pays, constitue la référence clé pour les coûts d'emprunt à l'échelle nationale. Les banques centrales modifient leur taux directeur pour riposter aux variations conjoncturelles et pour

aiguiller l'économie en influençant les différents taux en vigueur (surtout à court terme). Des taux directeurs élevés poussent à l'épargne, tandis que des taux faibles dynamisent la consommation et font baisser le coût de l'investissement pour les entreprises. Les dirigeants des banques centrales disposent d'un point de référence pour établir le taux directeur : le *taux d'intérêt neutre*, un taux d'intérêt à long terme qui s'accompagne d'une inflation stable. Ce taux neutre n'est ni un frein, ni un accélérateur pour la croissance économique. Lorsque les taux d'intérêt sont inférieurs au taux neutre, la politique monétaire est expansionniste ; lorsqu'ils sont supérieurs au taux neutre, elle est restrictive.

Aujourd'hui, il est communément admis que, dans un grand nombre de pays, ce taux d'intérêt neutre suit une tendance à la baisse depuis des dizaines d'années et qu'il est en réalité plus faible qu'on ne le pensait. On s'interroge sur les causes de cette diminution. Certains pointent du doigt des facteurs tels que les tendances démographiques à long terme (en particulier le vieillissement de la population des pays avancés), la faible croissance de la productivité et la pénurie d'actifs non risqués. Parallèlement à cela, la persistance d'une inflation basse dans les pays avancés, souvent inférieure aux cibles et aux moyennes à long terme, semble avoir rabaisé le niveau d'inflation attendue à long terme. Ces facteurs conjugués expliquent sans doute la situation frappante sur les marchés obligataires aujourd'hui : non seulement les taux à long terme ont-ils chuté, dans bon nombre de pays ils sont désormais négatifs.

Pour en revenir à la politique monétaire, au lendemain de la crise financière mondiale, les banques centrales ont drastiquement baissé les taux d'intérêt nominaux, les ramenant parfois même à zéro, ou presque. C'est ce qu'on appelle *la borne du zéro*, soit le niveau au-dessous duquel certains pensaient que les taux d'intérêt ne pouvaient pas tomber. Mais la politique monétaire a des effets mécaniques similaires tant au-dessus qu'au-dessous de la borne du zéro. En effet, les taux d'intérêt négatifs incitent les consommateurs et les entreprises à dépenser ou investir leur argent plutôt que de le garder sur un compte en banque où il risque d'être érodé par l'inflation. Dans l'ensemble, ces taux excessivement faibles ont sans doute permis de dynamiser l'économie là où ils ont été mis en œuvre, bien que leurs risques et effets secondaires demeurent incertains.

Tout d'abord, il y a l'effet potentiel de ces taux négatifs sur la rentabilité des banques. Une des fonctions principales des banques est d'apparier l'épargne aux projets à rendement élevé. Elles en dégagent ensuite

une marge : la différence entre les intérêts versés aux épargnants (déposants) et ceux exigibles au titre des prêts accordés. Lorsque les banques centrales abaissent leurs taux directeurs, cette marge s'en trouve généralement réduite, puisque les prêts globaux et les taux à plus long terme ont tendance à chuter. Si les taux tombent sous la borne de zéro, les banques hésiteront sans doute à répercuter leurs pertes sur les déposants sous forme de frais par peur qu'ils ne retirent leurs dépôts. Mais, si ces taux négatifs ne sont pas appliqués aux dépôts, l'écart sur les emprunts pourrait en principe devenir négatif, car le rendement d'un prêt ne suffirait plus à couvrir les frais de détention de dépôts. Par conséquent, la rentabilité des banques pourrait être pénalisée, et la stabilité du système financier mise en danger.

Les taux d'intérêt négatifs sur les dépôts bancaires font naître une deuxième préoccupation. Les épargnants pourraient être incités à convertir leur épargne en liquide ; après tout, la valeur faciale des espèces ne peut pas être modifiée (bien qu'il ait été suggéré d'abolir l'argent liquide pour justement permettre le recours aux taux négatifs le cas échéant). D'aucuns craignent que, passé un certain cap, ces taux négatifs pourraient évincer les épargnants et les pousser à garder leur argent en espèces en dehors du système bancaire. Il est difficile de dire avec certitude où se situe le *plancher optimal* pour les taux d'intérêt. D'après certains scénarios, outre un niveau minimal, les taux faibles pourraient ébranler la liquidité et la stabilité du système financier.

Dans la pratique, les banques pourraient facturer des frais supplémentaires pour éponger les coûts, et ces taux ne sont pas assez négatifs pour qu'ils soient étendus aux petits épargnants (pour des raisons pratiques, les plus gros épargnants ont accepté des taux négatifs afin de pouvoir conserver leurs fonds auprès des banques). Toutefois, des inquiétudes demeurent quant aux limites d'une politique de taux négatifs, tant que l'argent liquide reste une réalité.

Plus généralement, avec un taux neutre faible, les taux d'intérêt à court terme atteindraient le plancher égal à zéro plus fréquemment et pour des durées plus longues. Il se peut donc que les banques centrales soient de plus en plus contraintes de recourir à des politiques jadis non conventionnelles, y compris l'application de taux d'intérêt négatifs. **FD**

VIKRAM HAKSAR est directeur adjoint, et **EMANUEL A. KOPP** est économiste principal au département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI.

Accès au financement : pourquoi les femmes ne s'imposent-elles pas ?

Les femmes s'excluent elles-mêmes du marché du crédit africain

Hanan Morsy

PHOTOGRAPHIE MISE GRACIEUSEMENT À NOTRE DISPOSITION PAR LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT



QUAND J'ÉTAIS petite, on m'a appris à penser que l'action personnelle l'emporte sur les préjugés sociétaux. On m'a dit que tout m'était permis si je croyais en moi, et que le sexisme n'est pas insurmontable. Devenue femme, j'ai constaté que mes parents n'auraient pu me donner de meilleur conseil. En Afrique, les disparités femmes–hommes en matière d'accès aux services financiers sont alimentées par la perception de soi qu'ont les entrepreneuses. Cette perception laisse de nombreuses Africaines en marge du secteur financier, incapables d'épargner, d'emprunter ou de se constituer un capital.

À l'échelle mondiale, les femmes ont peu accès au financement. Malgré d'importants progrès d'ensemble — en 2017, la Banque mondiale rapportait que 1,2 milliard de personnes de plus qu'en 2011 avaient un compte en banque —, un écart de 9 % subsiste entre l'accès des hommes et celui des femmes. En Afrique subsaharienne, seulement 37 % des femmes ont un compte bancaire, contre 48 % des hommes, un écart qui n'a fait que se creuser ces dernières années. Les chiffres sont encore pires en Afrique du Nord, où environ deux tiers de la population adulte n'ont pas de compte bancaire et où l'écart femmes–hommes en matière d'accès au financement (18 %) est le plus élevé du monde.

Ces chiffres frappants soulèvent des questions urgentes pour les dirigeants en Afrique. Qu'est-ce qui continue de nourrir les disparités entre les sexes dans l'accès au financement sur le continent ? Et pourquoi, malgré tous les efforts consentis, l'écart est-il encore plus net aujourd'hui qu'il y a dix ans ?

La théorie dominante des économistes est que les contraintes de l'offre telles que des taux d'intérêt élevés

et les garanties exigées jouent un rôle majeur dans l'exclusion des femmes du marché formel du crédit. Le rationnement du crédit par des taux d'intérêt élevés dissuade proportionnellement plus d'entrepreneuses que d'entrepreneurs de demander des prêts, tandis que l'absence de garantie peut impliquer qu'elles ont moins accès aux prêts que leurs homologues masculins (Morsy et Youssef, 2017). Et lorsqu'elles y ont accès, les femmes se voient généralement imposer des conditions de prêt plus strictes que les hommes.

L'importance excessive attachée aux facteurs de l'offre du marché du crédit par les chercheurs, les dirigeants politiques et les praticiens implique que les facteurs de la demande et leur influence sur l'écart femmes–hommes en matière d'accès au financement ont été en grande partie négligés, surtout en Afrique. Pourtant, le comportement décisionnel des femmes joue lui aussi un rôle clé dans ce phénomène.

Sur le marché du crédit, des facteurs tels qu'un manque de culture financière, une aversion au risque et la peur de l'échec vont jusqu'à empêcher les entrepreneuses de demander un prêt. Or, intuitivement, on penserait que les entrepreneuses sont au moins aussi compétitives que les entrepreneurs. Alors, pourquoi s'excluent-elles du marché du crédit ?

Des perceptions faussées

De nouvelles données extraites des marchés du crédit de 47 pays africains indiquent qu'en Afrique en général, et en Afrique du Nord en particulier, les entrepreneuses ont davantage tendance à s'autoexclure du marché du crédit parce qu'elles *s'estiment* peu solvables. Ces femmes ne demandent pas de prêts ou de lignes de crédit, car elles pensent que leur demande sera rejetée. Notre étude montre que les femmes chefs de micro- et de petites entreprises ont une propension plus forte que les hommes à s'autoexclure du marché du crédit.

Outre ce constat essentiel, nous avons observé trois phénomènes stupéfiants qui confortent notre hypothèse selon laquelle les facteurs de la demande sont à l'œuvre. Premièrement, ce ne sont *pas* la complexité des procédures de demande et les conditions de prêt et de crédit défavorables qui dissuadent les entrepreneuses de demander un crédit. Deuxièmement, l'autoexclusion des entrepreneuses

est *sans rapport* avec la solvabilité de leur entreprise. Et enfin, les femmes persistent à s'exclure même *en l'absence* de pratiques de prêt discriminatoires, ce qui laisse à penser que ce comportement n'est pas une simple réaction à la discrimination pratiquée par les établissements financiers.

Ces données offrent la possibilité de refermer l'écart femmes-hommes persistant dans l'accès au financement en Afrique et, a priori, dans d'autres régions en développement. Les dirigeants africains devraient, peuvent et doivent faire davantage pour traiter les facteurs de la demande, comme la culture financière des femmes et des filles. C'est indispensable sur le marché du crédit d'aujourd'hui, caractérisé par sa complexité et son évolution rapide.

Même dans un pays comme le Kenya, qui dispose d'un solide système financier et de nombreux programmes orientés vers les femmes, les entrepreneuses se heurtent encore à de nombreux défis du côté de la demande pour accéder à ces fonds. Les entrepreneurs dotés d'une culture financière prennent des décisions globalement plus éclairées et évaluent leur solvabilité avec davantage d'objectivité. C'est pourquoi armer les entrepreneuses de connaissances et de compétences financières appropriées stimulera leur participation sur le marché du crédit.

Le Women Entrepreneur Financing Programme, programme de financement des entrepreneuses engagé en Malaisie, est un modèle innovant qui dote les femmes des connaissances et des compétences dont elles ont besoin pour renforcer leur capacité stratégique dans des domaines fonctionnels cruciaux comme la gestion financière, le marketing, le leadership et les technologies. Ce programme a aidé à refermer l'écart femmes-hommes en matière d'emprunt en Malaisie.

Des comportements financiers différents

Outre les connaissances financières, les différences entre les sexes touchent aussi au comportement financier. Les femmes ont, par exemple, plus tendance que les hommes à épargner de manière informelle. On peut donc introduire, pour nourrir la demande féminine de services financiers, des produits financiers visant à répondre aux besoins des emprunteuses qui recourent traditionnellement à des systèmes de financement informels — tels que des prêts pour lesquels sont acceptés en garantie des actifs plus modestes et davantage de biens meubles, ainsi que les moyens traditionnels de conservation de la richesse comme le bétail et l'or. Les gouvernements peuvent aider à développer ces nouveaux produits, par exemple en instaurant le cadre législatif et réglementaire nécessaire. En Cisjordanie et à Gaza, des banques locales proposent aujourd'hui des prêts à de petites et moyennes entreprises sur la base de biens meubles avec un large éventail de

produits innovants pour les femmes, tels que des prêts sans garantie et des prêts garantis par de l'or. Ces prêts s'accompagnent de programmes d'éducation financière ainsi que d'outils en ligne et de services de conseil pour aider les plus petites entreprises et les entrepreneuses à gérer leur activité et à la développer.

Nos recherches montrent que ce sont surtout des facteurs de la demande qui limitent l'accès au financement des entrepreneuses africaines, en particulier en Afrique du Nord. Nous avons neutralisé les différences entre les entrepreneurs hommes et femmes sur le plan du talent et des caractéristiques de leurs entreprises et exclu la discrimination en matière d'offre de crédit ou les barrières institutionnelles parmi les facteurs de l'autoexclusion observée. Nous concluons que les hommes et les femmes ne se comportent pas de la même manière en raison de différences dans leurs préférences sur le plan social, de la compétition et du risque.

L'écart d'accès au financement entre hommes et femmes qui est observé en Afrique peut avoir un impact considérable sur le progrès économique et social. Les femmes dominent aujourd'hui l'agriculture africaine, premier secteur d'activité du continent. Or, lorsque les agricultrices n'ont pas accès aux services financiers, leur capacité d'investissement dans les technologies modernes pour gagner en productivité se trouve limitée. Elles ne peuvent pas diversifier leurs exploitations. Elles ne peuvent pas pratiquer des cultures de forte valeur ni investir dans des actifs comme le bétail. Et elles ne peuvent pas investir dans une meilleure alimentation pour leurs enfants.

L'industrie de la mode en Afrique subsaharienne est elle aussi dominée par les femmes, dont les petites entreprises sont les maillons d'une filière dynamique du vêtement en coton qui produit l'énorme somme de 31 milliards de dollars chaque année. Sans accès au financement, les entreprises dirigées par des femmes peinent à puiser dans les segments à forte valeur ajoutée de l'industrie de la mode.

Avec un accès facilité au financement du fonds de roulement, de nombreuses entrepreneuses africaines verront leur entreprise s'épanouir, ouvrant la voie à un meilleur avenir pour tous. **FD**

HANAN MORSY est directrice du département de la politique macro-économique, des prévisions et de la recherche de la Banque africaine de développement.

Cet article se base sur le document de travail n° 317 de la Banque africaine de développement, « Women Self-Selection out of the Credit Market in Africa », de Hanan Morsy, Amira El-Shal et Andinet Woldemichael.

Bibliographie :

Demirgüç-Kunt, A., L. Klapper, D. Singer, S. Ansar, and J. Hess. 2018. *The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution*. Washington, DC: World Bank.

Morsy, H., and H. Youssef. 2017. "Access to Finance—Mind the Gender Gap." EBRD Working Paper 202, European Bank for Reconstruction and Development, London.



LÀ OÙ le soleil brille

Les sources d'énergie renouvelable, notamment l'énergie solaire, sont la réponse idéale aux besoins de l'Afrique en électricité

Gregor Schwerhoff et Mouhamadou Sy

Près de la moitié de la population subsaharienne n'a pas accès à l'électricité. Ceux qui y ont accès la paient en moyenne près de deux fois plus cher que les autres consommateurs du monde. Les pénuries d'électricité coûtent entre 2 % et 4 % de PIB au continent chaque année.

Et les besoins élevés en électricité ne feront qu'augmenter dans un avenir prévisible. Sachant que la population d'Afrique subsaharienne devrait passer de 1 milliard en 2018 à plus de 2 milliards en 2050, la demande d'électricité devrait croître de 3 % par an. Cette estimation tient compte d'un développement régulier de l'accès à l'électricité et d'une efficacité énergétique croissante.

Répondre à cette demande avec les sources d'énergie actuelles aurait de graves conséquences sur la santé et l'environnement. En Afrique, le bouquet énergétique est surtout basé sur la combustion du charbon, du pétrole et de la biomasse traditionnelle (bois, charbon, bouse séchée),

reflet des ressources énergétiques du continent, mais aussi du recours à des technologies dépassées. Si le bouquet énergétique est comparativement bon marché, il n'est pas suffisant pour couvrir les besoins actuels, et les effets dommageables pour l'environnement ne sont pas traités. Les sources d'énergie du continent devront changer, surtout si les États africains veulent offrir un environnement sain à leurs populations et respecter les plafonds d'émissions de gaz à effet de serre fixés dans l'accord de Paris de 2015.

Trouver le bon bouquet énergétique

Heureusement, grâce à de remarquables progrès techniques, l'Afrique n'a pas à compter sur de vastes quantités de combustible fossile, comme l'ont fait les pays avancés lorsqu'ils étaient à son stade de développement. Il est possible de concevoir un bouquet énergétique, largement basé sur des sources renouvelables, qui favorise une forte croissance *et* de faibles émissions. Les investissements en énergies



renouvelables garantiront non seulement une approche écologiquement viable du développement, mais ils créeront aussi de nouvelles opportunités d'emploi (FMI, 2019).

Le bon bouquet énergétique permettra à l'Afrique de se développer rapidement tout en respectant les niveaux d'émissions de l'accord de Paris de 2015, par lequel les États s'engagent à limiter le réchauffement climatique à 2 % au-dessus des niveaux préindustriels. Le graphique 1 montre l'une de ces projections, dans laquelle le bouquet énergétique repose sur plusieurs technologies.

Ce graphique, basé sur des projections réalisées en 2013, suggère d'utiliser la biomasse moderne, de cultiver des plantes à forte teneur énergétique et de produire des carburants synthétiques à partir de résidus de cultures, ainsi que de pratiquer le captage et le stockage du carbone (CSC), qui implique le stockage souterrain des émissions de dioxyde de carbone. D'autres chercheurs ont proposé des bouquets différents, qui font tous appel à ces technologies (Schwerhoff et Sy, 2019). Cependant, ces technologies ne sont pas sans risques. La production de biomasse concurrence les cultures alimentaires et la protection de la nature, le CSC n'a pas encore été testé à l'échelle industrielle, et ces deux technologies peuvent se heurter aux résistances

des populations locales. Pour éviter une forte dépendance à l'égard de technologies non durables, l'Afrique devra s'orienter vers un bouquet énergétique économiquement et écologiquement sain. Il faudra pour cela résoudre les difficultés financières de l'installation de capacités d'énergie renouvelable tout en saisissant les opportunités offertes par la baisse des prix et les progrès techniques.

Baisse des prix

Les prix des énergies renouvelables ont nettement baissé ces dernières années, surtout l'électricité solaire, dont le coût a diminué de 77 % entre 2010 et 2018 selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (voir graphique 2). Si la biomasse, l'énergie géothermique et l'hydroélectricité sont les moins coûteuses, leur potentiel est limité.

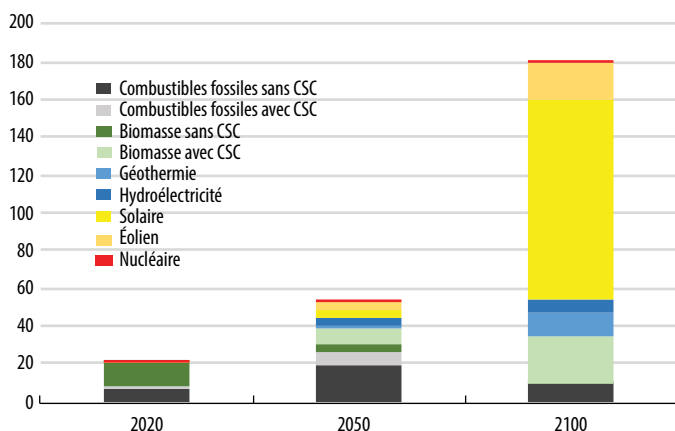
Comme l'illustre le graphique 1, les capacités de production d'énergie géothermique et d'hydroélectricité pourraient être multipliées par rapport aux capacités actuelles. Toutefois, les besoins énergétiques dépassent de loin cette capacité. L'énergie géothermique peut être très efficace (comme on l'a vu au Kenya), mais elle n'est pas disponible partout. Quant à l'hydroélectricité, elle nécessite de trouver un équilibre délicat entre les objectifs

Graphique 1

Passage aux énergies renouvelables

Aujourd'hui, le bouquet énergétique de l'Afrique, qui repose presque totalement sur la combustion de combustibles fossiles et de la biomasse, peut passer aux énergies renouvelables.

(consommation d'énergie primaire, exajoules par an)



Source : calculs des auteurs à partir de la base de données LIMITS.

Note : « Fossile » comprend l'énergie produite à partir du charbon, du pétrole et du gaz. CSC = captage et stockage du carbone.

environnementaux, sociaux et économiques. Il est impossible d'exploiter tout son potentiel technique, car elle impose d'inonder de vastes zones, ce qui menace les écosystèmes locaux et entraîne souvent le déplacement des populations locales. L'hydroélectricité se heurte actuellement à la sécheresse continue qui sévit en Afrique australe, et la production d'hydroélectricité a été fortement réduite en Zambie et au Zimbabwe en raison du niveau dangereusement bas des barrages. Inversement, d'importants projets hydroélectriques sont en cours de démarrage ou en préparation en Afrique de l'Ouest, en République démocratique du Congo et en Éthiopie.

Plus prometteuses pour une expansion à grande échelle de la production d'électricité renouvelable sont l'électricité solaire et l'électricité éolienne, dont les prix sont aujourd'hui du même ordre que ceux des combustibles fossiles. En outre, avec un ensoleillement abondant et bien plus fiable qu'ailleurs, l'Afrique offre d'excellentes conditions au développement de l'énergie solaire. Et on assiste en fait à un redressement des investissements dans les énergies renouvelables en Afrique. L'Afrique du Sud, l'Ouganda et la Zambie ont organisé des enchères d'énergies renouvelables qui ont atteint des prix compétitifs et attiré des investisseurs privés. L'Afrique du Sud compte déjà plusieurs centrales solaires dont la capacité totale est supérieure à 100 mégawatts. Le projet éolien de Lake Turkana Wind Power au Kenya est une autre réussite.

Malgré les succès enregistrés dans de nombreux pays, le solaire et l'éolien ne représentaient que 3 % de la production d'électricité en Afrique en 2018, contre 7 % dans d'autres régions du monde. L'offre d'électricité en Afrique est dominée par les combustibles fossiles et, dans une moindre mesure, par l'hydroélectricité (respectivement 79 % et 16 %).

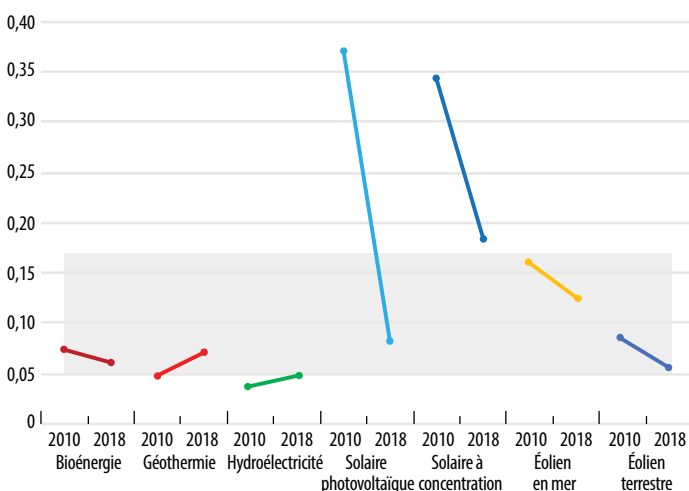
Le problème des énergies renouvelables a toujours été la fluctuation de l'offre, qui pose un vrai défi lorsqu'il s'agit de compter sur elle comme source d'électricité. Grâce aux progrès techniques réalisés dans la stabilisation de l'approvisionnement en électricité, les énergies renouvelables peuvent aujourd'hui constituer une part plus importante de l'offre. Parmi ces avancées citons l'utilisation de l'hydroélectricité comme réserve pour les pics de demande, la mise en commun de la production d'électricité de différentes régions géographiques grâce à un réseau solide, l'ajustement de la demande d'électricité à l'offre, ainsi que le stockage de l'énergie au moyen d'accumulateurs à circulation constante et la production d'hydrogène par électrolyse de l'eau.

Graphique 2

Des coûts en baisse

Le coût de la production d'électricité à partir de sources renouvelables a fortement baissé entre 2010 et 2018. Il est aujourd'hui du même ordre que celui de la production d'électricité à base de combustibles fossiles (de 0,05 à 0,17 dollar/kilowattheure).

(en dollars de 2018, par kilowattheure)



Source : Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), base de données des coûts liés aux énergies renouvelables (2019).

Note : Selon les estimations de l'IRENA, le coût de production de l'électricité à partir de combustibles fossiles pour les pays du Groupe des Vingt entre 2010 et 2017 allait de 0,05 à 0,17 dollar/kilowattheure. Nous retenons la même hypothèse de coût en 2018.

Actuellement, la part des énergies renouvelables dans la production totale d'énergie est si faible que la variabilité n'est pas encore une forte préoccupation, mais lorsqu'elle augmentera, ces solutions pourront être déployées à un rythme raisonnable. Avec ces progrès techniques, il serait possible pour l'Afrique de compter à 100 % sur les énergies renouvelables en 2050 sans retarder son développement.

Surmonter les obstacles financiers

Toutefois, le financement est aujourd'hui le principal obstacle. Les centrales à combustible fossile sont comparativement peu chères à construire, mais leur exploitation est coûteuse, car il faut constamment acheter du combustible. À l'inverse, les sources renouvelables ont un faible coût d'exploitation, mais un coût d'installation élevé qui doit être financé au départ. Fournir au développement de l'Afrique une base énergétique de qualité demande donc une approche globale du financement (Schwerhoff et Sy, 2017). Pour que l'Afrique adopte une approche nouvelle, sobre en carbone, du développement, ses pays doivent mobiliser des fonds publics et privés ainsi que les financements de donateurs bilatéraux et multilatéraux pour lever les fonds nécessaires aux projets d'énergie renouvelable.

Concernant les financements publics, les États africains peuvent générer d'importants revenus en réduisant les inefficiences causées par les subventions aux combustibles fossiles, dont le charbon et le pétrole sont les principaux bénéficiaires. On estime en effet que ces subventions représentent 5,6 % du PIB de l'Afrique subsaharienne (Coady *et al.*, 2019). Leur suppression progressive — parallèlement à la protection des populations vulnérables — pourrait accroître les ressources disponibles pour les projets d'énergie renouvelable. En outre, les États africains pourraient mobiliser davantage de ressources intérieures pour couvrir les coûts d'investissement initiaux des énergies renouvelables. En Afrique subsaharienne par exemple, le ratio recettes fiscales/PIB moyen, d'environ 14 % en 2017, montre que les pays ont une ample marge d'augmentation de leurs recettes fiscales. La taxation du carbone pourrait doper ces dernières tout en réduisant les émissions de dioxyde de carbone émanant des combustibles fossiles (FMI, 2019).

Concernant le secteur privé, les pays africains doivent faire d'importants efforts pour attirer l'investissement privé dans le secteur des énergies renouvelables. Des études indiquent que les risques liés à la gouvernance (bureaucratie complexe et réglementation changeante) sont la plus grande menace pour l'investissement privé dans les projets d'énergie renouvelable en Afrique. Pour attirer des financements privés, il sera nécessaire d'améliorer la gouvernance afin de réduire le risque politique. Une réforme

du secteur financier visant à stimuler le marché naissant des obligations vertes et à réduire le risque financier en transférant une partie de celui-ci vers les acteurs publics peut aussi contribuer à attirer l'investissement privé.

À l'échelle internationale, les institutions financières multilatérales jouent un rôle important, car elles facilitent les financements à long terme à l'appui des investissements dans l'atténuation des changements climatiques. Ces institutions non seulement trouvent d'autres sources de financement, mais elles dispensent aussi des conseils personnalisés sur le déploiement efficace de fonds en faveur du climat.

Le problème des énergies renouvelables est la fluctuation de l'offre, qui pose un vrai défi lorsqu'il s'agit de compter sur elles.

L'accord de Paris de 2015 repose sur l'engagement pris par les pays avancés de mobiliser l'équivalent de 0,12 % du PIB mondial chaque année jusqu'en 2025 afin de répondre aux besoins des pays en développement. S'il est honoré, cet engagement facilitera la transition vers une économie énergétique à bas carbone dans toute l'Afrique — le continent qui contribue le moins au réchauffement climatique. En effet, seulement 4 % environ des émissions mondiales de dioxyde de carbone liées à l'énergie en 2018 émanaient de l'Afrique (AIE, 2019) ; pourtant, c'est la région la plus touchée par les changements climatiques. Cette ironie du sort justifie d'apporter un soutien international accru au continent. **FD**

GREGOR SCHWERHOFF est économiste au pôle mondial d'expertise en macroéconomie, commerce et investissement de la Banque mondiale. **MOUHAMADOU SY** est économiste au département des finances publiques du FMI.

Bibliographie :

- Coady, D., I. Parry, Nghia-N.-P., and B. Shang. 2019. "Global Fossil Fuel Subsidies Remain Large: An Update Based on Country-Level Estimates." IMF Working Paper 19/89, International Monetary Fund, Washington, DC.
- International Energy Agency (IEA). 2019. *Africa Energy Outlook 2019*. Paris.
- International Monetary Fund (IMF). 2019. *Fiscal Monitor: How to Mitigate Climate Change*. Washington, DC, October.
- International Renewable Energy Agency (IRENA). 2019. *Renewable Power Generation Costs in 2018*. Abu Dhabi.
- Schwerhoff, G. and M. Sy. 2017. "Financing Renewable Energy in Africa—Key Challenge of the Sustainable Development Goals." *Renewable and Sustainable Energy Reviews* 75 (August): 393–401.
- . 2019. "Developing Africa's Energy Mix." *Climate Policy* 19 (1): 108–24.



60 ans d'incertitude

Notre nouvel indice apporte des éclairages inédits
sur un concept flou

Hites Ahir, Nicholas Bloom et Davide Furceri

« Si je devais relever un thème du début de la nouvelle décennie, ce serait l'incertitude croissante. »

Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI,
Peterson Institute for International Economics,
17 janvier 2020

On sait que l'incertitude réduit la disposition des entreprises à embaucher et à investir et celle des consommateurs à dépenser. Pourtant, l'incertitude est un concept nébuleux parce qu'il s'agit de l'incertitude que *ressentent* les consommateurs, les chefs d'entreprise et les dirigeants politiques quant à de *futurs événements* (qui peuvent se produire ou non). C'est aussi un concept large, qui a trait à la fois à des phénomènes macroéconomiques, comme la croissance du PIB, et à des phénomènes microéconomiques,

Sur les soixante dernières années, on dénombre peu d'épisodes au cours desquels le niveau d'incertitude a été proche de ceux observés au cours des dix dernières années.

comme le taux de croissance des entreprises — ainsi qu'à d'autres événements tels que les élections, les guerres et le changement climatique.

Au vu de ces difficultés, il n'est pas étonnant que les chercheurs ne suivent pas tous la même méthode pour mesurer l'incertitude. L'une de ces méthodes repose sur la volatilité de variables économiques et financières clés (Leahy et Whited, 1996 ; Bloom, 2009 ; Ludvigson, Ma et Ng, à paraître), une autre, sur la fouille de textes tels que les archives de quotidiens, comme l'indice d'incertitude économique liée aux politiques de Baker, Bloom et Davis (2016). Cela dit, ces méthodes présentent toutes une limite importante : elles sont généralement cantonnées à un ensemble de pays majoritairement composé de pays avancés, pour un grand nombre desquels les données ne sont disponibles qu'à partir du début des années 90.

Nouvelle mesure de l'incertitude

Pour surmonter cette limite, nous avons construit une nouvelle mesure trimestrielle de l'incertitude — l'indice mondial d'incertitude (IMI), qui couvre 143 pays ayant une population d'au moins 2 millions d'habitants. Couvrant des données qui remontent jusqu'à 60 ans en arrière, il puise dans une source unique pour tous les pays, ce qui permet de comparer le niveau d'incertitude d'un pays à l'autre. D'autre part, il rend compte de l'incertitude liée aux événements économiques et politiques concernant aussi bien des préoccupations à court terme (par exemple l'incertitude créée par le vote en faveur du Brexit lors du référendum britannique) que des préoccupations à long terme (par exemple l'incertitude générée par le retrait prochain des forces internationales en Afghanistan, ou les tensions entre la République populaire démocratique de Corée et la République de Corée).

L'indice est construit en effectuant une fouille de texte des rapports pays produits par l'Economist Intelligence Unit (EIU), une société de veille économique qui établit des rapports trimestriels par pays couvrant l'économie, les mesures prises par les pouvoirs publics et la vie politique de chaque pays. La construction de l'indice s'effectue en trois étapes. Nous commençons par rassembler les rapports pays trimestriels établis par l'EIU à partir du milieu des années 50 pour 143 pays. Ensuite, nous dénombrons les occurrences du mot « incertitude » (et de

ses variantes) dans ces rapports. Enfin, nous normalisons le nombre total d'occurrences du mot « incertitude » en fonction du nombre total de mots dans chaque rapport.

Pour régler les problèmes potentiels d'exactitude, de fiabilité et de cohérence de notre ensemble de données, nous évaluons l'indice selon plusieurs méthodes. Tout d'abord, nous examinons le discours relatif aux pics mondiaux les plus élevés. Ensuite, nous montrons que l'indice est lié à une plus grande incertitude résultant des politiques économiques, de la volatilité des marchés boursiers, du risque et d'une croissance moins forte du PIB, et qu'il tend à augmenter à l'approche d'élections politiques.

Principaux constats

Ce nouvel ensemble de données nous permet, pour la première fois, d'examiner l'évolution historique de l'incertitude dans le monde. Il en ressort plusieurs faits stylisés intéressants :

Premièrement, l'incertitude mondiale s'est sensiblement accrue depuis 2012. Les données les plus récentes, pour le quatrième trimestre de 2019, montrent qu'après avoir baissé au troisième trimestre de 2019, l'indice agrégé — une moyenne pondérée du PIB de 143 pays — n'a jamais été aussi élevé.

D'autre part, les niveaux récents d'incertitude mondiale sont également exceptionnels au vu de l'Histoire. Sur les soixante dernières années, on dénombre peu d'épisodes au cours desquels le niveau d'incertitude a été proche de ceux observés au cours des dix dernières années. Les autres épisodes historiques notables sont l'assassinat du président américain John F. Kennedy, la guerre du Viet Nam, la crise de l'or de la fin des années 60 et les chocs pétroliers des années 70.

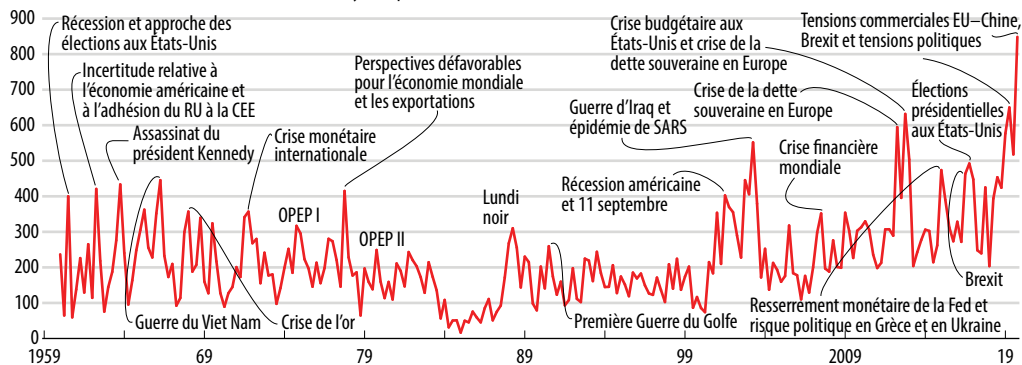
Cependant, ces épisodes mondiaux ne signifient pas que les niveaux d'incertitude sont historiquement élevés pour tous les pays du monde. Ils reflètent, dans une large mesure, le rôle croissant des facteurs mondiaux dans l'évolution de l'incertitude dans le monde. Ainsi, le niveau actuel d'incertitude en Chine est nettement plus bas que pendant la Révolution culturelle à la fin des années 60, époque à laquelle ce pays avait moins de liens avec le reste du monde.

Deuxièmement, les pics d'incertitude sont plus synchrones dans les pays avancés que dans les pays émergents et à faible

Une époque incertaine

L'incertitude mondiale atteint un niveau record.

(WUI : du 1^{er} trimestre 1959 au 4^e trimestre 2019, moyenne pondérée du PIB)



Sources : Ahir, H., N. Bloom et D. Furceri (2018), World Uncertainty Index (WUI), non publié.

Note : L'indice mondial d'incertitude (WUI) est calculé en déterminant la fréquence du mot « incertain » (ou de ses variantes) dans les rapports pays produits par l' Economist Intelligence Unit. Il est ensuite normalisé en fonction du nombre total de mots et redimensionné en multipliant le chiffre par 1 000. Plus le chiffre est élevé, plus l'incertitude est forte, et inversement. Les données agrégées et désagrégées par pays et région sont disponibles à l'adresse : www.worlduncertaintyindex.com.

revenu, où, selon notre analyse, l'incertitude suit majoritairement la moyenne mondiale — cela parce que les chocs individuels que subissent les pays ne sont pas synchrones, de sorte qu'ils se fondent dans la moyenne. Dans les pays avancés, en revanche, l'incertitude enregistre des pics prononcés parce que ces pays tendent à évoluer ensemble ; en outre, parmi ces pays, l'incertitude est plus synchronisée dans les États membres de la zone euro. De plus, nous constatons que plus les liens commerciaux et financiers entre pays sont forts, plus forte est la synchronisation de l'incertitude.

Troisièmement, le niveau moyen d'incertitude est plus élevé dans les pays à faible revenu que dans les pays émergents et avancés. Une explication possible de ce phénomène est que les pays en développement semblent connaître davantage de chocs politiques internes comme les coups d'État, les révolutions et les guerres, qu'ils sont plus exposés aux catastrophes naturelles comme les épidémies et les inondations, et que leur économie est plus volatile, car ils sont plus souvent touchés par des chocs externes et ont une moindre capacité à gérer ces chocs.

Quatrièmement, on observe une relation en U inversé entre l'incertitude et la démocratie. L'incertitude croît à mesure que les pays passent d'un régime autocrate et dictatorial à la démocratie, tandis qu'elle décroît à mesure que les pays passent d'un certain niveau de démocratie à une pleine démocratie.

Enfin, une hausse de l'indice annonce de forts reculs de la production, l'effet étant plus marqué dans les pays dotés d'institutions faibles.

Intérêt pour la recherche

Cet ensemble de données peut être extrêmement utile aux chercheurs. Ainsi, par exemple, le fait qu'un pic de l'indice annonce une baisse de la production permet de penser qu'il pourrait servir de mesure de rechange de l'activité économique lorsque les mesures habituelles ne sont pas disponibles (comme le PIB trimestriel pour de nombreux pays). Cet ensemble de données peut être également utilisé pour examiner diverses questions liées à l'action publique, comme l'impact des écarts de niveau d'incertitude d'un pays à l'autre sur des résultats macroéconomiques clés tels que l'investissement direct étranger. Il peut permettre également d'examiner les facteurs d'incertitude ainsi que les incidences économiques des mesures prises par les pouvoirs publics en période d'incertitude. **FD**

HITES AHIR est agent de recherche sénior au département des études du FMI, **NICHOLAS BLOOM** est professeur d'économie à l'université de Stanford et **DAVIDE FURCERI** est chef de division adjoint au département Asie-Pacifique du FMI.

Bibliographie :

Ahir, H., N. Bloom, and D. Furceri. 2018. "World Uncertainty Index," Unpublished.

Baker, S. R., N. Bloom, and S. J. Davis. 2016. "Measuring Economic Policy Uncertainty." *Quarterly Journal of Economics* 131 (4): 1593–1636.

Bloom, N. 2009. "The Impact of Uncertainty Shocks." *Econometrica* 77(3): 623–85.

Leahy, J., and T. Whited. 1996. "The Effect of Uncertainty on Investment: Some Stylized Facts." *Journal of Money, Credit and Banking* 28 (1): 64–83.

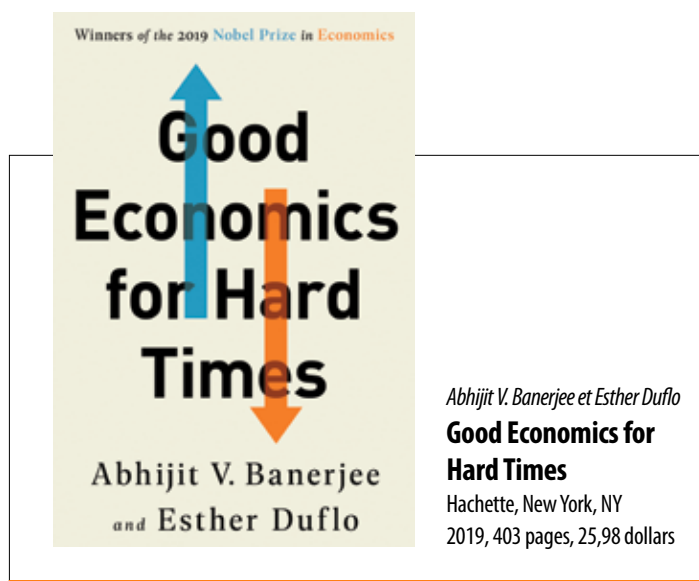
Ludvigson, S. C., S. Ma, and S. Ng. Forthcoming. "Uncertainty and Business Cycles: Exogenous Impulse or Endogenous Response?" *American Economic Journal: Macroeconomics*, forthcoming.

Des éléments pour changer la donne

ABHIJIT V. BANERJEE ET ESTHER DUFLO, deux des lauréats du Prix Nobel d'économie 2019, commencent leur extraordinaire ouvrage en observant que les convictions profondes des individus « sont de meilleurs facteurs prédictifs de leurs opinions que leurs revenus, leur catégorie démographique ou leur lieu de résidence ». Les identités subjectives ont de plus en plus tendance à prendre le pas sur des variables plus objectives et témoignent d'une polarisation grandissante. Aux États-Unis par exemple, « en 1960, environ 5 % des Républicains et des Démocrates déclaraient qu'ils seraient mécontents si leur fils ou leur fille épousait une personne n'appartenant pas à leur parti politique. En 2010, près de 50 % des Républicains et plus de 30 % des Démocrates indiquaient qu'ils éprouveraient ce sentiment. »

Les auteurs entreprennent de s'appuyer sur ce que les économistes peuvent affirmer avec certitude pour trouver un dénominateur commun dans les grands débats actuels, comme ceux portant sur les migrations, le commerce, la croissance économique, le climat et les mesures sociales. Ils emploient un style simple pour démontrer comment un raisonnement économique rigoureux et des travaux empiriques approfondis peuvent contribuer à résoudre une multitude de problèmes concrets. Les auteurs, déjà très connus pour leurs travaux antérieurs qui prônent le recours à des expérimentations contrôlées dans l'économie empirique du développement, utilisent cette méthode pour éclairer de nombreuses controverses qui font souvent rage avec des données factuelles à l'appui peu nombreuses ou, pire, fallacieuses. D'un bout à l'autre de l'ouvrage, ils prennent de multiples exemples de groupes similaires qui diffèrent uniquement de par leur exposition à des événements exogènes ou à des politiques distinctes. Ainsi, dans les loteries de visas en Nouvelle-Zélande où les candidats étaient originaires de la même île du Pacifique (les Tonga), les vainqueurs ont triplé leur revenu dans un délai d'un an après avoir obtenu un visa, ce qui corrobore la conclusion selon laquelle les écarts de salaires « s'expliquent par la différence de lieu géographique et rien d'autre ».

Les nombreuses analyses obtenues par expérimentation contrôlée sont toutefois replacées dans un contexte plus large. Le chapitre sur le commerce débute avec la théorie de l'avantage comparatif de Ricardo et se poursuit avec le théorème de Stolper–Samuelson sur les effets des échanges commerciaux sur le revenu des facteurs. Le chapitre consacré à la croissance nous fait passer du modèle de Solow avec les rendements décroissants à celui de Romer sur les retombées de l'innovation, qui peut avoir raison des rendements décroissants à l'échelle d'une économie. Pour le commerce,



une fois admis que le redéploiement du capital et du travail ne s'opère pas aussi facilement que souvent supposé, les effets positifs prévus s'atténuent. Concernant la croissance, les auteurs concluent que « malgré les efforts déployés par des générations d'économistes, le mécanisme profond de croissance économique persistante reste difficile à cerner » et recommandent de privilégier la réduction de la pauvreté à partir des enseignements tirés des essais aléatoires contrôlés.

Dans le chapitre sur le climat, les auteurs avancent que le réchauffement aura un coût astronomique pour les pays pauvres plus proches de l'équateur. Étonnamment tou-

Les identités subjectives ont de plus en plus tendance à prendre le pas sur des variables plus objectives.

tefois, ils affirment que « si la planète se réchauffe de 1 ou 2 degrés centigrade, les habitants du Dakota du Nord en seront pour la plupart tout à fait heureux », en faisant abstraction des autres effets des changements climatiques, par exemple les phénomènes météorologiques extrêmes.

Les auteurs de l'ouvrage font preuve d'ambition et d'une modeste empreinte de réalisme. Ils espèrent que leur examen critique des arguments trop « faciles » permettra de réduire la polarisation et d'améliorer l'élaboration de mesures concrètes sur la base de données solides et d'une analyse rigoureuse. **FD**

KEMAL DERVIŞ, chargé de recherche principal du Global Economy and Development Program, Brookings Institution.

La fin de l'histoire ?

CAPITALISM, ALONE est une étude ambitieuse et corrosive du capitalisme actuel et futur. Cet ouvrage précieux, riche en données et sérieux vient compléter plusieurs livres parus récemment qui examinent les défis que ce système économique doit relever.

Le postulat de l'auteur est que le capitalisme l'a emporté sur tous les autres régimes. Le livre passe en revue les évolutions historiques qui ont abouti à cette victoire toute darwinienne. Pour la première fois, un système économique unique domine le monde. « La domination du capitalisme en tant que meilleur, ou plutôt unique, moyen d'organiser la production et la distribution semble absolue. »

Cela n'implique toutefois pas la « fin de l'histoire ». Le triomphe du capitalisme libéral n'a pas engendré l'idéal

ces difficultés, qui transparaissent dans la multiplication des soulèvements populaires dans toutes les démocraties capitalistes occidentales.

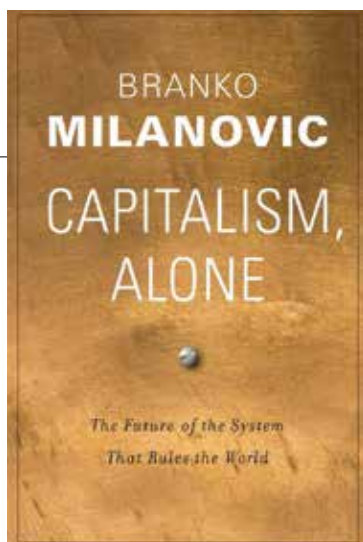
Le capitalisme lui-même n'a peut-être plus de concurrents. Aujourd'hui, différents types de capitalisme rivalisent, le « capitalisme méritocratique libéral » en Occident (les États-Unis en étant l'exemple le plus typique) et le « capitalisme politique » (la Chine en étant le modèle). Ce dernier système constitue un rival de plus en plus fort, grâce à la montée en puissance de l'économie chinoise. Il est toutefois confronté à ses propres problèmes : corruption endémique, état de droit fragile, autorité exercée par une élite politique dont le pouvoir dépend de la persistance d'une croissance économique soutenue, et creusement des inégalités.

Que réserve l'avenir ? Branko Milanovic affirme que si le capitalisme ne peut pas être remplacé, du moins dans un avenir prévisible, il peut être amélioré. Il esquisse des pistes de réforme pour remédier au dysfonctionnement économique et politique du capitalisme libéral. Dans sa liste figure la fin de la concentration du capital et du patrimoine via des avantages fiscaux qui confèrent à la classe moyenne une plus grande part du capital financier et une augmentation correspondante de la fiscalité des plus riches, couplée à une hausse des droits de succession. Il préconise aussi de stimuler fortement l'investissement public afin d'élargir l'accès à un enseignement de qualité et de renforcer l'égalité des chances. Un financement des campagnes électorales strictement plafonné et exclusivement public afin d'empêcher les riches d'avoir la mainmise sur le processus politique constitue une autre réforme nécessaire selon lui.

Des réformes aussi ambitieuses se heurtent à de sérieux obstacles dans un système où les élites fortunées exercent une grande influence politique et s'opposent au changement. Il peut être difficile d'augmenter la fiscalité sur le capital et le patrimoine sur des marchés financiers mondialisés sans une vaste coordination internationale. En l'absence de réformes, le capitalisme libéral pourrait tendre encore plus vers la ploutocratie, les structures technocratiques éclipsant celles qui sont démocratiques sur fond de montée du mécontentement à l'égard des gouvernements élus. Le capitalisme politique fait face, quant à lui, à des risques existentiels qui découlent de l'inéluctable ralentissement de la croissance à mesure que les économies parviennent à maturité.

L'évolution du système socioéconomique de l'humanité n'est donc peut-être pas terminée. L'Histoire poursuit sa marche. **FD**

ZIA QURESHI, professeur invité, Global Economy and Development Program, Brookings Institution.



Branko Milanovic
**Capitalism, Alone:
 The Future of the System
 That Rules the World**
 Harvard University/Belknap Press,
 Cambridge, MA, 2019,
 304 pages, 29,95 dollars

dont beaucoup ont été prisonniers dans les années 90. Branko Milanovic étudie les difficultés internes rencontrées par le système : le creusement des inégalités de revenu et de richesse dans les pays, le recul de la mobilité intergénérationnelle, la polarisation économique et sociale croissante et l'influence grandissante de la richesse en politique, qui se traduit par la concentration du pouvoir économique et politique entre les mains d'une élite et par un affaiblissement du régime démocratique. Les mutations technologiques profondes peuvent accentuer

Le temps des récits

« **LES FAITS SE FICHENT PAS MAL DE VOS SENTIMENTS** » est une formule en vogue sur les réseaux sociaux, qui, paradoxalement, est souvent employée par ceux qui ont au mieux une connaissance rudimentaire de l'histoire. La mission de Robert Shiller dans ce livre est de nous convaincre du contraire, à savoir que les faits économiques sont en réalité dictés par nos sentiments. Ces sentiments découlent quant à eux de ce qu'il qualifie de récits économiques, soit des histoires qui se transmettent facilement et sont susceptibles de modifier la manière dont les individus prennent des décisions économiques.

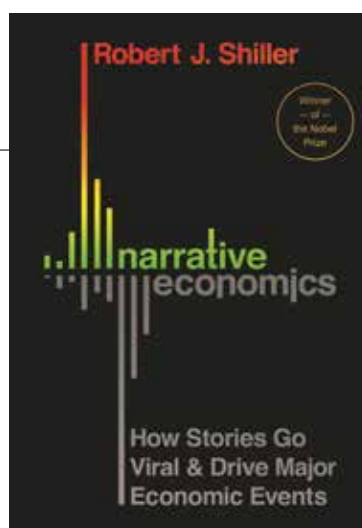
Ces derniers temps, de nombreux ouvrages économiques ont étudié la manière dont les sentiments peuvent être à l'origine de résultats, et réciproquement.

Cependant, R. Shiller fait valoir que la puissance des récits est à la fois plus vaste et plus profonde que l'économie contemporaine n'est prête à l'accepter. Il est impossible de comprendre, ou, s'agissant de l'avenir, de prévoir des événements comme la crise de 1929, ou la transition vers la baisse de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans les années 80, sans connaître les récits qui les sous-tendent. D'une certaine façon, son argumentaire pourrait être considéré comme une opposition aux tout récents lauréats du Prix Nobel, partisans des expérimentations contrôlées. Selon ces « randomistas » (pour simplifier à l'extrême, de manière injustifiée à n'en pas douter), la rigueur scientifique peut dis-

La puissance des récits est à la fois plus vaste et plus profonde que l'économie contemporaine n'est prête à l'accepter.

penser de la nécessité de « raconter des histoires » et identifier proprement l'impact causal sous une forme réduite de certaines interventions des pouvoirs publics, sans crainte à l'égard des attentes ou croyances.

Mais, et c'est un grand mais, c'est sa conception de la causalité qui induit R. Shiller en erreur. Sa description du culte de la frugalité pendant la crise de 1929 et du processus qui a conduit à l'adoption en masse des jeans et des puzzles est amusante. En revanche, l'affirmation selon laquelle « l'engouement pour les phénomènes (...) permet d'expliquer la longueur et la gravité de la crise » est pour le moins excessive. Le livre est parsemé d'exemples similaires. La serviette sur laquelle Art Laffer a dessiné



Robert J. Shiller
**Narrative Economics:
 How Stories Go Viral
 & Drive Major
 Economic Events**
 Princeton University Press,
 Princeton, NJ, 2019,
 377 pages, 27,95 dollars

sa courbe et les blagues de Ronald Reagan (sans oublier une nouvelle d'Astrid Lindgren) « ont déclenché de fortes pressions de la population en faveur d'une réduction des impôts » ; le récit post-11 septembre de George W. Bush a mis un terme à la récession de 2001.

Pourquoi faudrait-il croire que ces histoires ont réellement provoqué les événements économiques qui leur sont liés plutôt que l'inverse, ou alors qu'elles en sont peut-être une illustration utile et intéressante ? L'ouvrage comporte très peu de renvois à des données empiriques et aucun aux études récentes sur l'incertitude politique, par exemple.

La vision de R. Shiller de l'importance des récits semble elle-même se fonder sur sa croyance dans une histoire précise sur le comment et le pourquoi des décisions économiques prises par les individus. « Au final, la masse de la population dont les décisions provoquent des fluctuations économiques n'est pas très bien informée... Et pourtant, ses décisions sont à l'origine de l'activité économique globale. Il faut bien que des récits accrocheurs dictent ces décisions. »

« Il faut » est une affirmation, pas une analyse. Sans surprise, faute d'une analyse, le livre ne présente guère de programme de recherche convaincant. L'appel à ce que les économistes se nourrissent d'autres disciplines, pas seulement l'épidémiologie, mais aussi la recherche sociale qualitative notamment, est une bonne chose. Mais j'ai du mal à imaginer comment l'argumentaire de R. Shiller peut se transformer en hypothèses vérifiables et surtout, comme il l'espère, en mécanismes permettant de prévoir et d'éviter des ralentissements ou des crises économiques. **FD**

JONATHAN PORTES, professeur d'économie et de politiques publiques, King's College de Londres.

Trésors nationaux

Le Samoa rend hommage à son patrimoine écologique par des billets multicolores

Melinda Weir

LA VALEUR d'un billet tout neuf est évidente. Mais il peut être plus difficile de percevoir, avant qu'il ne soit trop tard, la valeur du paysage naturel d'un pays notamment menacé par les changements climatiques, les catastrophes naturelles et des paysagistes trop zélés.

Le Samoa, un pays d'un peu moins de 200 000 habitants, a l'habitude de célébrer la beauté naturelle fragile de son territoire sur sa monnaie, le tala.

Rivalisant avec les teintes de l'arc-en-ciel, les billets de banque samoans représentent des personnalités et des institutions influentes, mais également l'environnement naturel unique de ce pays du Pacifique Sud : des cascades (les chutes de Sopoaga), la *teuila*, la fleur nationale, également appelée fleur de gingembre rouge, le *manumea*, l'oiseau national (une espèce menacée de disparition qu'on ne trouve qu'au Samoa), et une plage de sable blanc immaculé.

Émise pour la dernière fois en 2008, la monnaie du Samoa a reçu plusieurs distinctions pour l'esthétique de sa

conception. Le splendide billet jaune de 20 tala, arborant les chutes de Sopoaga et un manumea, a été classé parmi « les plus beaux » billets du monde par Banknote World.

Neutre en carbone et écologique

Plus récemment, le billet commémoratif de 10 tala, imprimé en l'honneur des Jeux du Pacifique qui étaient organisés par le Samoa en 2019, a été proposé pour le prix du billet de banque de l'année, de l'International Bank Note Society.

Ce billet à tirage limité célèbre les sports et la jeunesse. Il représente des enfants jouant au rugby, des adultes en compétition d'aviron et des femmes haltérophiles.

D'après Lea Collins, la directrice des services bancaires et monétaires de la banque centrale du Samoa, ce billet bleu vif en polymère est également le premier billet neutre en carbone au monde. Selon De La Rue, une entreprise de conception de billets de banque, les émissions causées par la production des billets ont été compensées par un achat externe d'économies de dioxyde de carbone.

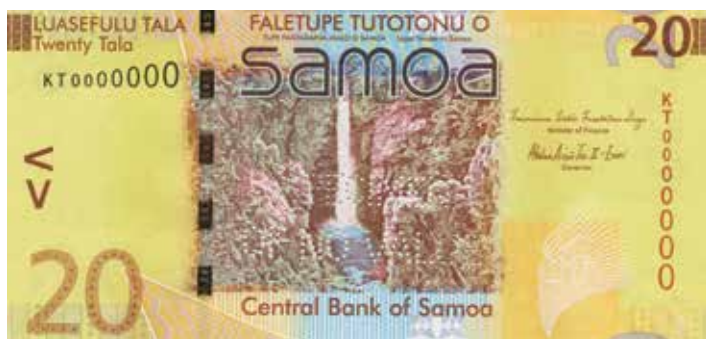
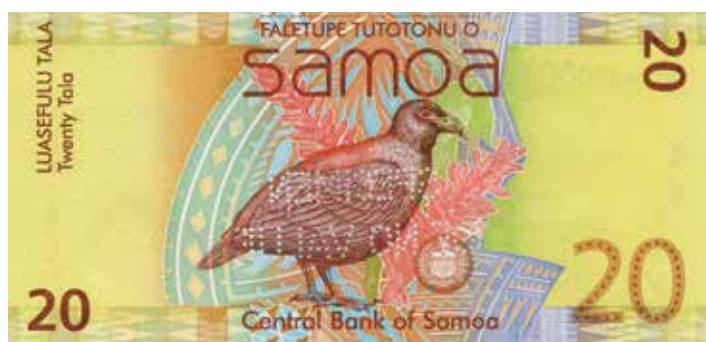
M^{me} Collins confie à *F&D* qu'il était particulièrement approprié que la mise en circulation du billet coïncide avec les premiers jeux « verts » du Pacifique. C'était l'occasion pour le Samoa, pays hôte, de sensibiliser contre les plastiques à usage unique et de préconiser des modes de compensation des émissions aux pays participants.

L'urgence d'agir

Ce billet de banque neutre en carbone a été émis dans un contexte de préoccupation croissante face aux changements climatiques au Samoa et dans le monde.

Habitants d'un petit État constitué de deux îles principales, les Samoans sont de plus en plus confrontés aux dégâts causés par des phénomènes climatiques extrêmes, outre les menaces liées à la montée du niveau de la mer et aux catastrophes naturelles telles que le cyclone Gita en 2018.

Tuilaepa Sailele Malielegaoi, le Premier ministre du Samoa, plaide pour une riposte internationale plus urgente contre les changements climatiques, qu'il qualifie de « menace existentielle pour toute notre famille du Pacifique ». Dans un discours aux Nations Unies en 2019, il affirmait que la crise ne se limite pas aux petits États insulaires ou



Le billet de 20 tala a été primé pour sa représentation de l'oiseau national (le manumea), de la fleur nationale (la teuila) et des chutes de Sopoaga.



en développement. Les changements climatiques, a-t-il dit, n'ont pas besoin d'invitation pour traverser les frontières et ne font pas de discrimination selon la taille ou le niveau économique.

Tourisme et récits

Premier billet de banque vertical du Samoa, le billet à tirage limité de 10 tala est entré en circulation en 2019, aux côtés du billet de 10 tala qui était déjà utilisé. Ce dernier illustre l'éducation et les sports et est le billet le plus en circulation dans le pays, d'après la banque centrale.

Émis en 2008, les autres billets de banque multicolores du Samoa présentent chacun un thème différent.

- Le billet rouge et orange de 5 tala évoque le tourisme, avec, d'un côté, la plage de Matareva et, de l'autre, Villa Vailima, la demeure du romancier et chroniqueur de voyages écossais Robert Louis Stevenson. Auteur de *L'Île au trésor* et de *L'Étrange cas du docteur Jekyll et de M. Hyde*, Stevenson a été surnommé « le conteur d'histoires » au Samoa, où il a vécu pendant quatre ans avant son décès en 1894.
- Le billet jaune-orange de 20 tala dépeint l'environnement (l'oiseau national, la fleur nationale et une chute d'eau pittoresque). Le billet mauve de 50 tala met en relief la « stabilité politique et économique » (complexe gouvernemental de Matagalalua et banque centrale). Le billet vert émeraude de 100 tala arbore des images



En 2019, le Samoa a mis en circulation un billet de 10 tala pour célébrer les Jeux du Pacifique, organisés par le pays. D'aucuns considèrent qu'il s'agit du premier billet neutre en carbone au monde.

de Malietoa Tanumafili II, chef de l'État du Samoa de 1962 à 2007, et de l'historique cathédrale catholique Mulivai.

La monnaie imprimée est importante au Samoa et le restera probablement pour quelque temps. M^{me} Collins note que la banque réfléchit à une nouvelle conception de ses billets de banque et que, même si le Samoa étudie les tendances en matière de monnaie électronique, « culturellement nous préférons les paiements en espèces plutôt qu'électroniques ». [FD](#)

MELINDA WEIR est membre de l'équipe de rédaction de *Finances & Développement*.

Restez informés des questions économiques mondiales



[IMF.org/pubs](https://www.imf.org/pubs)



PUBLICATIONS

Finances & Développement, mars 2020



MFIFA2020001